

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information D'ORAN

Ce n'est pas la fin du monde, c'est la fin d'un monde

EL YAZID DIB

■ Se mettre à nouvelle école, retrouver le chemin du monde

AREZKI DERGUINI

■ L'après-pandémie : les avancées de l'histoire ne s'expliquent pas par la morale

SID LAKHDAR BOUMÉDIENE

■ Leadership et communication institutionnelle au temps du coronavirus : quel rôle pour les institutions publiques et les médias ?

KAMEL GAROUI

■ La volonté de survie dans la dignité tout en marquant sa solidarité à l'international par élan humaniste

ABDELKADER KHELIL

■ Foutez la paix aux gens

AKRAM BELKAÏD, PARIS

■ Les F et les E 5, la théorie du 100° singe

MIMI MASSIVA



■ Le coronavirus terrasse la mondialisation économique

FAROUK NEMOUCHI

Paradoxe : pourquoi l'AIE défend maintenant les producteurs de pétrole
REGHIS RABAH

Walis et maïres : *zeni zidi zici?*
CHERIF ALI

Livres : toujours si proches !
B. AHCENE-DJABALLAH



Covid-19 Les assurances de Tebboune

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a affirmé, mardi soir, lors d'une entrevue avec des représentants de médias nationaux diffusée par la Télévision publique, que l'Algérie avait suffisamment de capacités non encore utilisées face au Covid-19, tant sur le plan matériel et financier qu'organisationnel.

R. N.

Le président Tebboune a assuré que le pays «est totalement prêt à faire face à la pandémie», rappelant que l'Algérie avait été parmi les premiers pays à prendre des mesures «avant même les pays européens», comme «la fermeture des écoles, des lycées, des universités voire même les stades».

M. Tebboune a déclaré que «dès l'enregistrement du premier cas de coronavirus, introduit par un ressortissant étranger, nous avons été les premiers à effectuer des contrôles au niveau des aéroports et des ports et à rapatrier nos ressortissants, notamment de Wuhan (Chine), et à les placer en quarantaine». A ceux qui prétendent que l'Algérie a tardé à prendre des mesures préventives contre l'épidémie, le président de la République a estimé que ces allégations procèdent d'une «virulente attaque» contre l'Algérie.

L'Algérie, a-t-il déclaré, «n'a rien à cacher» concernant cette épidémie, ajoutant que «la situation est sous contrôle, car nous disposons des moyens permettant de faire face à la pandémie, même en phase 5, d'autant que les capacités de l'Armée nationale populaire (ANP) n'ont pas encore été utilisées».

Concernant les moyens matériels et le manque d'équipements de protection, M. Tebboune a expliqué que «le facteur surprise et l'urgence déclarée par l'Etat ont entraîné, dans certains cas, des perturbations dans la distribution en dépit de la disponibilité des moyens». Et d'ajouter qu'à ces capacités nationales s'ajoutera la commande passée à la Chine pour l'acquisition de 100 millions de masques chirurgicaux et 30.000 kits de dépistage, faisant savoir que la réception est prévue «dans trois à quatre jours».

PROPOSITION D'AIDE FINANCIÈRE DE LA BM ET DU FMI

S'agissant des capacités financières, le président de la République a rappelé l'affectation, dans un premier temps de 370 milliards de centimes pour l'acquisition de moyens de prévention et la réalisation de travaux d'aménagement, puis de 100 millions USD, évoquant également une proposition d'aide de 130 millions USD de la part la Banque mondiale (BM) et le Fonds monétaire international (FMI).

Par ailleurs, le président de la République s'est félicité de la relation d'amitié existante entre l'Algérie et la Chine, et de leurs accords de coopération stratégiques dans plusieurs domaines. «C'est donc tout naturellement que l'Algérie a répondu à l'appel de la Chine en lui envoyant, en février dernier, des aides pour lutter contre la propagation du Covid-19», a-t-il expliqué. Pour le président Tebboune, l'élan de solidarité de la Chine envers l'Algérie à travers l'envoi d'aides médicales et de médecins permettra de bénéficier de l'expérience de ce pays qui a pu venir à bout de l'épidémie. Concernant la rumeur faisant état de l'envoi de l'équipe médicale chinoise à l'hôpital militaire d'Ain Naâdja, le président de la République a affirmé que l'institution militaire comptait des milliers

d'experts médicaux et paramédicaux, et qu'elle ne nécessitait aucune aide médicale extérieure, soutenant que les médecins spécialistes et les infirmiers de l'institution militaire vont apporter leur soutien aux hôpitaux civils pour faire face à cette pandémie. S'agissant de la chloroquine, médicament produit localement, M. Tebboune a indiqué que le protocole thérapeutique à base de chloroquine contre le nouveau coronavirus (Covid-19) avait montré son efficacité sur certains patients. Estimant que le débat sur l'efficacité de ce médicament est un débat scientifique et non politique. L'Algérie dispose, selon M. Tebboune, d'un stock permettant le traitement de 200.000 Algériens.

LA DISCIPLINE FACE AU CORONAVIRUS

Par ailleurs, le président de la République a mis en avant l'impératif de faire preuve de discipline face au coronavirus. Il a déploré en effet le manque de la discipline «dans l'application des conseils des médecins et le respect du confinement sanitaire», exhortant, dans ce sens, les citoyens à «éviter les rassemblements et à craindre pour leurs familles et pour eux-mêmes».

Par ailleurs, le Président a affirmé que les médecins algériens étaient parmi «les meilleurs dans le monde» et que le pays disposait de «tous les moyens» pour faire face à cette pandémie. Il a annoncé, à ce propos, avoir signé un décret, qui prend effet à compter du 15 février 2020, instituant l'octroi d'une prime exceptionnelle au profit des personnels des structures et établissements publics relevant du secteur de la santé, mobilisés dans le cadre de la prévention et de la lutte contre la propagation du coronavirus. Décidée pour une période exceptionnelle de trois (3) mois renouvelables, cette prime est servie forfaitairement à raison de 10.000 DA pour les personnels administratifs et de soutien, 20.000 DA pour le personnel paramédical et de 40.000 DA pour le personnel médical.

«AUX CÔTÉS DES ENTREPRISES»

En réponse à une question sur l'avenir des entreprises économiques dans cette crise sanitaire et de chute des prix du pétrole, M. Tebboune a assuré qu'il sera toujours «aux côtés des entreprises et des artisans».

Par ailleurs, et concernant le rapatriement des Algériens bloqués à l'étranger, notamment en Turquie, le président de la République a annoncé le début «dans deux ou trois jours» du rapatriement des citoyens toujours bloqués dans ce pays, rappelant «le rapatriement de plus de 8.000 Algériens à partir de différents pays du monde, lesquels ont été mis en quarantaine dans des hôtels de luxe, dont 1.800 en provenance de la Turquie». Concernant le retard de rapatriement d'autres citoyens de Turquie, le Président a expliqué que «parmi ces personnes, des cas ne justifiant ni de billets ni même de passeports», a-t-il révélé, réitérant son engagement personnel à «n'abandonner aucun Algérien à l'étranger».



ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

Le temps à l'émergence des start-up ?

Pratiquement aucun secteur n'a été épargné par les effets du coronavirus. Et, si certains créneaux sont marqués par la stagnation ou se trouvent carrément en chute libre, à l'exception du «gel» des activités de la jeunesse et des sports, d'autres tentent de s'adapter à la situation ou se rendre utiles en gardant leur vocation, comme le tourisme qui semble avoir trouvé une nouvelle vie, ou une limite de vie, en transformant ses infrastructures hôtelière, totalement désertées, en lieux de quarantaine pour les ressortissants algériens rapatriés de pays étrangers. La culture, quant à elle, durement affectée par les effets du fléau, à travers l'absence du public qu'affectionne, voire qu'exige toute production culturelle, s'est vraisemblablement trouvée une nouvelle vocation sur Internet. Est-ce une nouvelle voie qui promet ou une simple villégiature sur la toile en attendant des jours meilleurs ?

Nul ne sait ce que sera la profondeur de cette influence du confinement des populations sur l'avenir de la culture en mode vidéo. Les artistes ont, certes, depuis longtemps investi le numérique, mais en temps de coronavirus il n'y a plus de vie hors de la «culture numérique». Même le théâtre, qui a fermé ses portes le 11 mars après la suspension des activités et manifestations culturelles en Algérie pour lutter contre cette pandémie, s'y adapte. Le TNA lance dans ce cadre la diffusion des dernières productions sur sa chaîne Youtube. Un concours d'improvisation théâtrale est

également proposé aux jeunes talents par l'association culturelle oranaise «El-Amel», qui invite les candidats à postuler via Internet en raison des mesures de confinement sanitaire.

La ministre de la Culture, Malika Bendouda, a pris les devants en imprégnant une nouvelle dynamique à son secteur, soit le parrainage de l'activité culturelle hors des cadres et espaces traditionnels, exploitant dans ce sens les plateformes interactives et des spectacles interactifs à distance.

Du moins, l'occasion est propice pour organiser calmement «la maison de la culture», selon les propos de la ministre. Le coronavirus aura, ainsi, poussé de nombreux secteurs à se convertir au numérique, en attendant le réveil d'autres secteurs industriels, mis KO par le dérèglement des activités à l'ombre de la paralysie des déplacements et des approvisionnements en matières premières à partir de l'étranger notamment.

Le ministre du secteur appelle au renforcement la production, mais n'est-il pas plus judicieux d'appeler les concernés à l'engagement dans l'effort de guerre, en produisant ce qui est le plus recherché en ces temps, les matériels et tenues de protection, ainsi que d'autres besoins urgents auxquels peut répondre le créneau ? Le temps est à l'imagination de nouveaux dispositifs de fréquentation et d'activités. Le temps n'est-il pas, également, surtout, à l'émergence des fameuses start-up avec lesquelles on compte, justement, bâtir la nouvelle économie du pays ?

Grâce présidentielle pour 5037 détenus

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a signé, mercredi, un décret présidentiel portant des mesures de grâce au profit d'un groupe de 5037 détenus, a indiqué un communiqué de la Présidence de la République.

«Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a signé, mercredi 01 avril 2020, un décret présidentiel portant des mesures de grâce au profit de 5037 détenues», lit-on dans le communiqué de la Présidence.

«Les mesures de grâce concernent les individus non détenus condamnés définitivement dont il ne reste de leur peine que douze (12) mois ou moins

à purger, ainsi que ceux dont il ne reste de leur peine que dix-huit (18) mois ou moins à purger», note le communiqué. Il s'agit également selon le décret présidentiel «d'une réduction partielle de 18 mois de la peine si le restant à purger est supérieur à 18 mois et égale à 20 ans au moins».

«La réduction totale et partielle de la peine est portée à vingt-quatre (24) mois pour les détenus, condamnés définitivement, dont l'âge est égal ou dépasse 60 ans à la date de la signature du décret», poursuit la même source.

Ces mesures de grâce excluent «les individus condamnés par les juridictions militaires, les in-

dividus condamnés dans des affaires de crimes terroristes, trahison, espionnage, massacre, trafic de drogues, fuite, parricide, empoisonnement, les délits et crimes d'attentat à la pudeur avec ou sans violence sur mineurs avec viol, les crimes de dilapidation volontaire et de détournement de deniers publics, et en général tous les crimes de corruption prévus par la loi 06-01 relative à la prévention et à la lutte contre la corruption, le blanchiment d'argent, falsification de la monnaie et contrefaçon, ainsi que les infractions à la législation et à la réglementation de changes et des mouvements des capitaux», a conclu le communiqué.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20
Imp.: Oran: imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger: imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine: S.I.E. **Quargla:** S.I.A.

Diffusion: Quest: SEDOR Tél.: 041.58.85.52- Centre: SEDOR - Est: SO.DI. PRESSE - Sud: TDS

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail: infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Rédaction Algéroise
Tél.: 021.64.96.39 - Fax: 021.61.71.57
Pub. Tél.: 021.64.96.44

Rédaction Constantinoise
Tél.: 031.92.12.11
Fax: 031.92.12.22

Blida Des chiffres qui font peur

Tahar Mansour

Depuis le premier jour du confinement total imposé à la wilaya de Blida par ce virus qui va certainement changer la face du monde, je n'ai pas été aussi angoissé que ce mardi en fin d'après-midi quand j'ai lu, comme d'habitude, les derniers chiffres concernant les cas confirmés et les décès. C'était comme un coup dur reçu dans le cœur de tous les Algériens, le fil tenu d'un espoir confus risque de rompre quand nous lisons ces chiffres qui augmentent chaque jour un peu, que dis-je, beaucoup plus. Deux cent quatre-vingt-quatorze cas confirmés de personnes atteintes du coronavirus, 74 de plus que la veille et quatre morts, dont un jeune homme que ses amis pleurent via leurs pages Facebook. L'angoisse étreint tout le monde, surtout quand nous sortons un peu avant 19 heures et que nous trouvons tous les magasins fermés ou sur le point de fermer, les gens qui se tiennent près des portes de leurs maisons, les visages tristes contredisant les paroles d'encouragement qu'ils se lancent de loin. Même le manque de semoule ou de lait est relégué au second plan dans les discussions, personne n'ose en parler alors que cette rareté constitue un facteur grave pour la propagation du virus. Nous avons déjà écrit à maintes reprises sur ces chaînes de dizaines de personnes collées les unes aux autres, discutant visage contre visage, restant ainsi plus d'une demi-heure pour qu'elles voient arriver leur tour et se faire servir. Maintenant, outre les points de vente, ce sont certaines associations et institutions caritatives qui distribuent des produits alimentaires au niveau de leurs sièges et les gens, pauvres ou non, font encore la chaîne pour bénéficier d'un bidon d'huile, de viande ou d'un autre produit alimentaire. A ce niveau, le danger est multiplié par dix, le nombre de personnes âgées et malades étant plus important, la promiscuité plus grande, les bousculades sont légion et il n'y a personne pour leur dire de se tenir à distance les uns des autres. Les attroupements de plus de cinq personnes sont légion et les dépla-

cements à l'intérieur des communes ne s'arrêtent qu'avec la nuit. Les policiers parcourent en véhicules tous les quartiers et appellent, en utilisant des haut-parleurs, les citoyens à rentrer chez eux car ils risquent d'attraper le virus et de l'emmener chez eux. Nombreux sont ceux qui jouent à cache-cache avec les services de sécurité, faisant mine de rentrer puis ressortent dès le passage des patrouilles, oubliant par-là que c'est avec leur santé et celle des leurs qu'ils sont en train de jouer. Il y a un phénomène qui s'est également installé depuis le début du confinement : il s'agit des aides alimentaires qui parviennent à la wilaya de Blida d'un peu partout. Des citoyens se sont insurgés pour dire que ce n'est nullement d'une famine qu'il s'agit mais plutôt d'une maladie grave, hautement contagieuse et mortelle. Il aurait suffi que le marché reprenne son rythme normal pour que tout rentre dans l'ordre, même les familles nécessiteuses et les travailleurs journaliers qui ont besoin d'assistance auraient été facilement aidés si des achats massifs de farine et de semoule n'avaient pas été faits par une certaine catégorie de personnes. La wilaya de Blida est dotée d'un tissu industriel conséquent et suffisant pour ses besoins en n'importe quelle circonstance et nous aurions au moins évité ces longues chaînes dangereuses qui favorisent grandement la propagation du virus à cause de citoyens inconscients et ignorants. Il y a aussi ces informations incontrôlables, plutôt fausses, lancées par certains énergumènes qui affirment que des familles entières sont contaminées et ne bénéficient d'aucune prise en charge hospitalière ni de protection, mais ils ne donnent aucune indication concernant leur identité ou leur lieu de résidence, ajoutant au désarroi des habitants. Bien sûr, il y a grand danger en la demeure, mais au moins qu'ils ne colportent pas de fausses nouvelles alarmantes. Nous sommes au neuvième jour du confinement, il ne reste officiellement qu'une journée, celle d'aujourd'hui mais il est évident que nous nous dirigeons vers une prolongation, peut-être comme celle des vacances scolaires, jusqu'au 19 avril prochain.

Covid-19

131 nouveaux cas confirmés et 14 nouveaux décès

Cent trente-et-un (131) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19) et quatorze (14) nouveaux décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, portant le nombre de cas confirmés à 847 et celui des décès à 58, a indiqué hier à Alger, le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, le professeur Djamel Fourar. "Les nouveaux cas de décès ont été enregistrés à Alger (5 cas), Blida (3) et un seul cas au niveau des wilayas de Ghar-daïa, Oum El-Bouaghi, Relizane, Médéa, Tizi Ouzou et Ain Temouchent", a précisé le Pr Fourar lors

du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie. "Les 847 cas confirmés sont répartis sur 39 wilayas du pays, alors que les décès ont été enregistrés au niveau de 19 wilayas", a-t-il précisé. Concernant le nombre de personnes guéries, le Pr Fourar a précisé qu'il a atteint 61. Le même responsable a tenu, en outre, à réitérer la nécessité pour les citoyens de "respecter les recommandations des spécialistes s'agissant des règles d'hygiène personnelle et environnementale ainsi que des conditions de confinement sanitaire, afin d'éviter toute contagion au coronavirus".

Prime mensuelle aux personnels de l'hygiène, l'assainissement et la désinfection



Ph.: Rachid K.

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a instruit le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire de verser une prime mensuelle fixée par le ministère à 5.000 DA au profit des personnels mobilisés dans le cadre des activités d'hygiène, d'assainissement et de désinfection au titre de la prévention contre la propagation de l'épidémie de Covid-19, indique

mercredi un communiqué de la Présidence de la République. «En complément des mesures incitatives au profit des catégories mobilisées dans la lutte contre la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19), le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a instruit le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire de verser une prime mensuelle fixée par le ministère

à 5.000 DA au profit des personnels mobilisés dans le cadre des activités d'hygiène, d'assainissement et de désinfection au titre de la prévention contre la propagation de cette épidémie», précise le communiqué. «La décision prend effet à compter du 1er mars et restera en vigueur jusqu'à l'annonce de la fin des mesures exceptionnelles relatives à la prévention et à la lutte contre l'épidémie», ajoute la même source.

Raïna Raïkoum
El-Houari Dilmi

« **A** qui profite le changement en Algérie ? » s'interrogeait déjà 'France 24' en avril de l'année dernière, avant de

«décréter» que «l'Algérie plongeait dans un vide sidéral» en janvier dernier. Premier «dégât collatéral» de la crise sanitaire majeure que vit le monde entier, cette énième brouille entre Alger et Paris, matérialisée par la convocation, mardi, de l'ambassadeur français au siège du ministère des Affaires étrangères, après une attaque frontale de cette Chaîne Tv française, bien connue pour ses attaques répétées contre l'Algérie. Alger n'a pas pris de gants pour exprimer ses vives protestations «suite aux propos mensongers, haineux et diffamatoires à l'égard de l'Algérie et de ses autorités, tenus sur un plateau d'une Chaîne de télévision publique française». «Tout en demandant à l'ambassadeur de France, en Algérie, de porter ces protestations aux plus hautes autorités de son pays, l'Algérie déplore que cette chaîne persiste dans son dénigrement systématique de l'Algérie, au moment où tous les efforts doivent converger vers la lutte contre la pandémie du Covid-19», lit-on dans le communiqué du MAE, qui ajoute que l'ambassade d'Algérie à Paris a été «instruite à l'effet d'intenter une action en justice contre cette chaîne de télévision et l'individu auteur des propos injurieux

Vous ne détruirez pas notre maison pour construire la vôtre !

plantés dans le dos de l'Algérie, toujours contre de «bons points» distribués à son voisin de l'Ouest, résonne comme une piteuse manœuvre de diversion de la part d'un média dont les sponsors sont bien connus d'Alger. Visiblement, le changement notable intervenu avec la nouvelle doxa de la diplomatie algérienne, gêne une certaine France officielle, nostalgique d'une époque à jamais révolue. En s'en prenant ouvertement à l'Etat algérien et ses responsables, au sujet d'une crise sanitaire, à dimension mondiale, la chaîne et ceux qui tirent les ficelles derrière ses plateaux, veulent manifestement forcer la main à un pays qui a décidé de prendre son destin en main. Mardi soir, le Président Tebboune parlait devant les médias nationaux «d'attaques d'une sauvagerie inouïe contre l'Algérie». Et même si certains meurent d'envie de prendre ce pays en otage, les Algériens ne sont pas dupes et ne défendront jamais de «gros intérêts» qui ne sont pas et n'ont jamais été les leurs. Oui, la longue nuit coloniale est passée, à jamais ensevelie sous les décombres d'une ère disparue. Non, vous ne détruirez pas notre maison pour construire la vôtre !

Disponibilité du carburant Naftal rassure

Les stations-service restent ouvertes au public à travers le pays et approvisionnées pour répondre à la demande des citoyens, a assuré hier à Alger le directeur de communication du Groupe Naftal, Djamel Cherdoud. Dans d'une déclaration à l'APS, M. Cherdoud a fait savoir que les stations-service restent ouvertes à travers le pays à l'exception de deux stations dans la wilaya de Blida- et l'approvisionnement reste maintenu tout en apportant un démenti formel quant à la rumeur selon laquelle les stations-service seront fermées à travers le territo-

re national. De plus, pendant le confinement partiel, il existe un service minimum entre 19h et 7h du matin destiné aux ambulances, aux véhicules des corps constitués et en cas d'urgence, souligne le même responsable. Pour rappel, M. Cherdoud a récemment assuré que, même dans le cas où les autorités sanitaires mettront en confinement des wilayas ou des régions abritant des installations de Naftal, la Société approvisionnera les populations concernées par les produits pétroliers nécessaires (gaz butane) à partir de ses centres de stockages et

distribution limitrophes. Dans ce sens, il avait alors expliqué que Naftal a mis en place une cellule de crise au niveau central, ainsi que d'autres au niveau régional, et qui se réunissent d'une façon permanente par vidéo-conférence, pour gérer cette situation, en collaboration avec les directeurs de l'énergie des wilayas. Ainsi, a-t-il dit, la société agit par «scénarios évolutifs», et, à chaque scénario, «elle prend les dispositions nécessaires pour s'adapter à la situation, en faveur des citoyens, et conformément aux orientations des pouvoirs publics».

Tribunal de Sidi M'hamed Hamel condamné à 15 ans de prison ferme

Le tribunal de Sidi M'hamed (Alger) a prononcé, hier, une peine de quinze (15) ans de prison ferme contre l'ancien Directeur général de la Sûreté nationale (DGSN), Abdelghani Hamel, et une amende de 8 millions de dinars algériens (DA), au terme de plusieurs jours de procès pour des accusations en lien avec des affaires de corruption, notamment «blanchiment d'argent, enrichissement illicite, trafic d'influence et obtention d'assiettes foncières par des moyens illicites».

Son fils Amiar Hamel a écopé d'une peine de dix (10) ans de prison ferme et d'une amende de six (6) millions de DA. Son fils Chafik a été condamné à huit (8) ans de prison ferme et à une amende de 5 millions de DA. Son fils Mourad a été condamné à sept (7) ans de prison ferme et à une amende de 5 millions de DA. Sa fille Chahinaz a été condamnée à trois (3) ans de prison ferme et à une amende de 5 millions de DA. L'épouse de l'ancien DGSN, Anna-

ni Salima, a, quant à elle, écopé de deux (2) ans de prison ferme et d'une amende d'un million de DA.

Le tribunal a également condamné dans la même affaire Abdelmalek Boudiaf, ancien wali d'Oran, à trois (3) ans de prison ferme et à une amende d'un million de DA. Le même verdict a été prononcé à l'encontre de l'ancien wali d'Oran, Abdelghani Zaalane.

L'ancien wali de Tlemcen, Bensabane Zoubir, a été condamné à trois (3) ans de prison ferme, l'ancien wali de Tipaza, Ghellaï Moussa, à cinq (5) ans de prison ferme et à une amende d'un million de DA et l'ex-directeur général de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI), Mohamed Rehaimia, a trois (3) ans de prison ferme et à une amende de 500.000 de DA. Le tribunal a par ailleurs condamné les sociétés de la famille d'Abdelghani Hamel à une amende de 32 millions de DA avec la confiscation de tous les biens et biens meubles saisis.

Professeur Mihaoui Riadh «Il faut rester optimiste mais vigilant»

Z. M.

Le professeur Mihaoui Riadh, membre du Comité scientifique en charge du suivi de la propagation de la pandémie du coronavirus, a affirmé hier que le discours du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, devant les médias était « franc, clair et responsable ». S'exprimant sur les ondes de la radio chaîne 1, le professeur a indiqué que l'intervention du chef de l'Etat était rassurante, notamment en affirmant que l'Etat algérien dispose ou disposera de tous les moyens pour faire face à cette crise sanitaire.

A ce sujet, l'invité de la radio a tenu à rappeler que le ministre délégué chargé de l'Industrie pharmaceutique avait en effet présenté un calendrier précis pour l'importation de tous les produits médicaux, notamment des masques et des stérilisateurs, qui a été validé par le président de la République et représen-

tant la bagatelle de 100 millions de dollars. Mihaoui Riadh a affirmé, en outre, pour ce qui est du danger auquel font face les professionnels de la santé, «qu'il est de notre devoir de leur fournir tous les moyens de protection», soulignant toutefois que ces moyens ne sont pas disponibles dans des proportions suffisantes et qu'il est attendu l'arrivée du matériel de l'étranger pour contenir ce problème comme promis par le président de la République.

Par ailleurs, le professeur a saisi l'occasion pour rappeler aux citoyens la nécessité de respecter le confinement et toutes les autres mesures décidées pour faire face à la propagation du coronavirus. Enfin, Mihaoui conseille aux Algériens de méditer sur ce qui se passe actuellement dans le monde (nombre de cas et de décès) et de continuer à respecter les consignes de l'Etat en restant optimistes et surtout constamment vigilants.

Djelfa et Skikda Deux casemates détruites

Deux (02) casemates pour terroristes ont été découvertes et détruites mardi à Djelfa et Skikda par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP), a indiqué mercredi un communiqué du Ministère de la Défense nationale (MDN). «Dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements de l'Armée Nationale Populaire ont découvert et détruit, le 31 mars 2020, suite à deux opérations de recherche et de ratissage menées à Djelfa en 1e Région Militaire et Skikda en 5e Région Militaire, deux (02) casemates pour terroristes contenant des vivres, des effets vestimentaires et de couchage et divers objets, alors qu'un autre détachement de l'ANP a détruit, dans la localité d'El Mounaaradj El Abiadh, commune de Stah Guentis, wilaya de Tébessa en 5e Région Militaire, deux (02) bombes de confection artisanale», a précisé la même source. Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, un détachement combiné de l'ANP a appréhendé, à Chlef en 1e Région Militaire, un (01) narcotrafiquant à bord d'un (01) véhicule touristique chargé de (30,3) kilogrammes de kif traité,

tandis que des Garde-côtes ont saisi (30,5) kilogrammes de la même substance, à Boumerdès. Dans le même contexte, un détachement de l'ANP a intercepté, à Oum El Bouagui en 5e Région Militaire, deux (02) narcotrafiquants et saisi un (01) véhicule touristique et (1794) comprimés psychotropes, alors que des éléments de la Gendarmerie Nationale ont saisi (2471) unités de différentes boissons et (1220) paquets de tabac à El-oued en 4e Région Militaire. De même, un détachement de l'ANP a saisi à In-Guezzam en 6e Région Militaire, (03) véhicules tout-terrain et (2,96) tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande. Par ailleurs, une unité de sauvetage et de recherche relevant des Forces Navales a réussi à secourir treize (13) candidats à l'Émigration clandestine de différentes nationalités africaines et à repêcher les cadavres de trois (03) autres personnes, tandis que les recherches se poursuivent pour retrouver trois (03) disparus et ce, suite au naufrage de leur embarcation pneumatique à deux miles marins au nord-est de Kherouba, wilaya de Mostaganem en 2e Région Militaire.

Rafael Gómez, le dernier survivant de ces Espagnols qui ont libéré Paris

Par Fernando Morán Calvo-Sotelo, **ambassadeur d'Espagne à Alger**

Álvaro Vermoet Hidalgo, **consul général d'Espagne à Oran**

Le célèbre film de Michael Curtiz *Casablanca* contient de nombreuses références à la ville d'Oran, point de passage obligé de tous ceux qui fuyaient l'occupation allemande d'une partie de la France. Mais Oran n'était pas seulement une ville de passage pour les réfugiés européens de la Seconde Guerre mondiale. En 1939, elle avait accueilli de nombreux réfugiés espagnols qui, fidèles à la République, fuyaient le franquisme et qui se sont vus, par la suite, internés dans des camps par les autorités françaises. À partir de 1942,

Oran sera la clé dans le recrutement des volontaires qui vont par la suite rejoindre les Forces françaises libres, parmi lesquels se compteront des républicains espagnols.

Rafael Gómez était un de ces républicains. Combatant dans la Guerre d'Espagne dès ses 17 ans, il est interné par les autorités françaises, après la victoire franquiste, dans un camp au sud de la France, tout comme son père, un militaire de carrière lui aussi fidèle à la République. Père et fils avaient de la famille à Oran, et ce sont eux qui réussissent à les faire libérer des camps pour les faire venir en Algérie.

Une fois à Oran, loin d'avoir fini sa lutte, Rafael Gómez fait partie des 146 républicains espagnols qui combattent les troupes nazies au sein de « *La Nueve* », 9^{ème} compagnie du

régiment de marche du Tchad. « *La Nueve* » était composée majoritairement d'Espagnols. Leur fait d'armes le plus célèbre est d'avoir été les premiers soldats alliés à être entrés à Paris le 24 août 1944. Depuis 2015, un jardin à côté de l'Hôtel de Ville, à Paris, porte le nom « Jardin des Combattants-de-la-Nueve ».

Ce 24 août 1944 Rafael Gómez arrive à Paris au volant de l'autochenille « *Guer-nica* ». Après la guerre, il revient en Algérie, où il épouse une Française d'origine espagnole, pour s'installer par la suite à Strasbourg. Il reçoit en 2012, un peu tardivement, la croix de chevalier de la Légion d'honneur.

Rafael Gómez est mort le 31 mars dernier, à l'âge de 99 ans, atteint du Covid-19. Il était le dernier Espagnol survivant de « *La Nueve* ».

Air Algérie prolonge la suspension de ses vols jusqu'à «nouvel ordre»

La compagnie nationale de transport aérien Air Algérie a annoncé hier mercredi qu'elle allait prolonger la suspension de ses vols réguliers internationaux et nationaux prévue initialement jusqu'au 5 avril en cours, et ce jusqu'à nouvel ordre, a indiqué le porte-parole d'Air Algérie M. Amine Andaloussi. «Initiale-

ment prévue à partir du 5 avril courant, la reprise des vols d'Air Algérie est repoussée jusqu'à nouvel ordre» a précisé M. Andaloussi dans une déclaration à l'APS.

Air Algérie avait décidé le 19 mars dernier de suspendre temporairement tous ces vols réguliers internationaux, tandis que les vols domestiques

internes avaient été annulés depuis le 22 du même mois, a-t-il rappelé. Ces mesures, a-t-il poursuivi, avaient été décidées en application des directives de M. le Président de la République, à l'effet de renforcer la prévention contre la propagation du coronavirus (COVID-19) sur le territoire national.

Covid -19 Liste des produits médicaux concernés par l'allègement de dédouanement

La Direction générale des Douanes a rendu publique hier la liste des classements tarifaires des produits médicaux concernés par l'allègement des procédures de dédouanement, dans le cadre de la lutte contre la propagation du COVID-19. «La Direction générale des Douanes met à la disposition des professionnels une liste, par classement tarifaire, reprenant les grandes catégories des produits, appareils et instruments médicaux, utilisés dans le cadre de la prévention et de la lutte contre la propagation du coronavirus (COVID-19), identifiés par leurs sous-positions tarifaires», a précisé la DGD dans un communiqué intitulé «avis circuit vert», publie sur son site web. Cette mesure vient en «exécution des instructions de Monsieur le

Président de la République et dans le cadre de l'allègement des procédures de dédouanement des marchandises destinées à la lutte contre la propagation de la maladie du coronavirus (COVID-19)», ajoute les Douanes algériennes. Cette liste exhaustive constitue un référentiel de classement tarifaire de ces produits dans le tarif des douanes visant, notamment, à aider les commissionnaires en douane et les transitaires dans le cadre de l'établissement des formalités de dédouanement y afférentes, explique la DGD. Le dédouanement de ces marchandises bénéficiera de la procédure du circuit vert qui permettra le dédouanement et l'enlèvement accéléré, selon le communiqué. Pour ce qui est du classement tarifaire des fourni-

tures médicales liées au COVID-19, la liste publiée par les services des douanes comprend la trousse d'essais du COVID-19 et autres instruments pour le test de diagnostic. Elle englobe aussi les vêtements de protection et articles similaires, dont les masques à usage médical en tissu utilisés au cours d'opérations chirurgicales ou lors des soins médicaux, masques de protection contre les poussières et les odeurs, lunettes protectrices, gants et autres. Cette liste comprend également les différents types de thermomètres, les désinfectants et produits de stérilisation, ainsi que d'autres dispositifs médicaux, dont les scanners de tomographie pilotés par une machine automatique de traitement de l'information.

Tébessa Arrêté pour avoir mis en doute l'existence de la pandémie du coronavirus

La brigade de lutte contre la cybercriminalité au service de la police judiciaire de la sûreté de la wilaya de Tébessa a interpellé une personne qui diffuse sur le réseau social Facebook des publications mettant en doute l'existence de la pandémie du coronavirus, a-t-on appris hier auprès de la cellule de communication de cette sûreté.

La personne âgée de 55 ans diffusait également des publications subversives qui

appelaient les habitants de la ville de Tébessa au regroupement en violation des mesures de confinement et à tenir les fêtes de mariage et autres cérémonies tout en mettant en doute les mesures préventives mises en place par les pouvoirs publics pour endiguer la propagation du nouveau coronavirus, a-t-on précisé. Les services de sûreté ont ouvert une enquête sur l'affaire par l'utilisation des moyens techniques

adaptés qui a confirmé que le mis en cause utilisait lui-même sa page sur le réseau social pour diffuser les publications en question, selon la même source. Après l'identification du propriétaire de la page Facebook, il a été procédé à son arrestation puis sa présentation devant la justice qui a ordonné de le placer sous mandat de dépôt pour diffusion de publications subversives sur le réseau social Facebook, est-il indiqué.

Ce n'est pas la fin du monde, c'est la fin d'un monde



Par El yazid Dib

Mon avis est loin d'être celui d'un expert pour lancer des prophéties. Humblement d'humain et de mortel. La conscience me dit que la prudence et la vigilance sont mère de sûreté. Peu importe l'origine de cette saloperie, l'essentiel c'est de faire tout pour s'en prémunir. L'essentiel aussi est de se questionner longuement, en pleine méditation sur l'avenir de cet homme, de son habitat terrestre et de ses présumées conquêtes.

Une escapade, juste à côté du confinement, une liberté d'une demi-heure accordée par le geôlier et me voilà dans un monde à moitié disparu. Tout me manque, mon café, mes territoires, mes amis, mes indépendances, la vie, l'infini. Même la politique ne m'émeut pas. Elle n'est nulle part à l'ordre du jour. Je la contemple ému et navré qu'elle n'ait pu agir au moins comme une chloroquine. Tous sont absents, confinés eux aussi. Ils l'étaient bien avant, autrement. Ceux qui nous conçoivent le comment de notre vivre. Ces ministres, ces députés, toute cette armada qui le long d'une ère a régenté le pays sans avoir à l'idée d'étoffer les structures sanitaires et prévoir le moindre risque susceptible de survenir. La gabegie, la leur est déjà dans le mépris qui se dégage à leur encontre par tout un peuple pris en angoisse quand il n'est pas proie à une mort lente et parfois certaine.

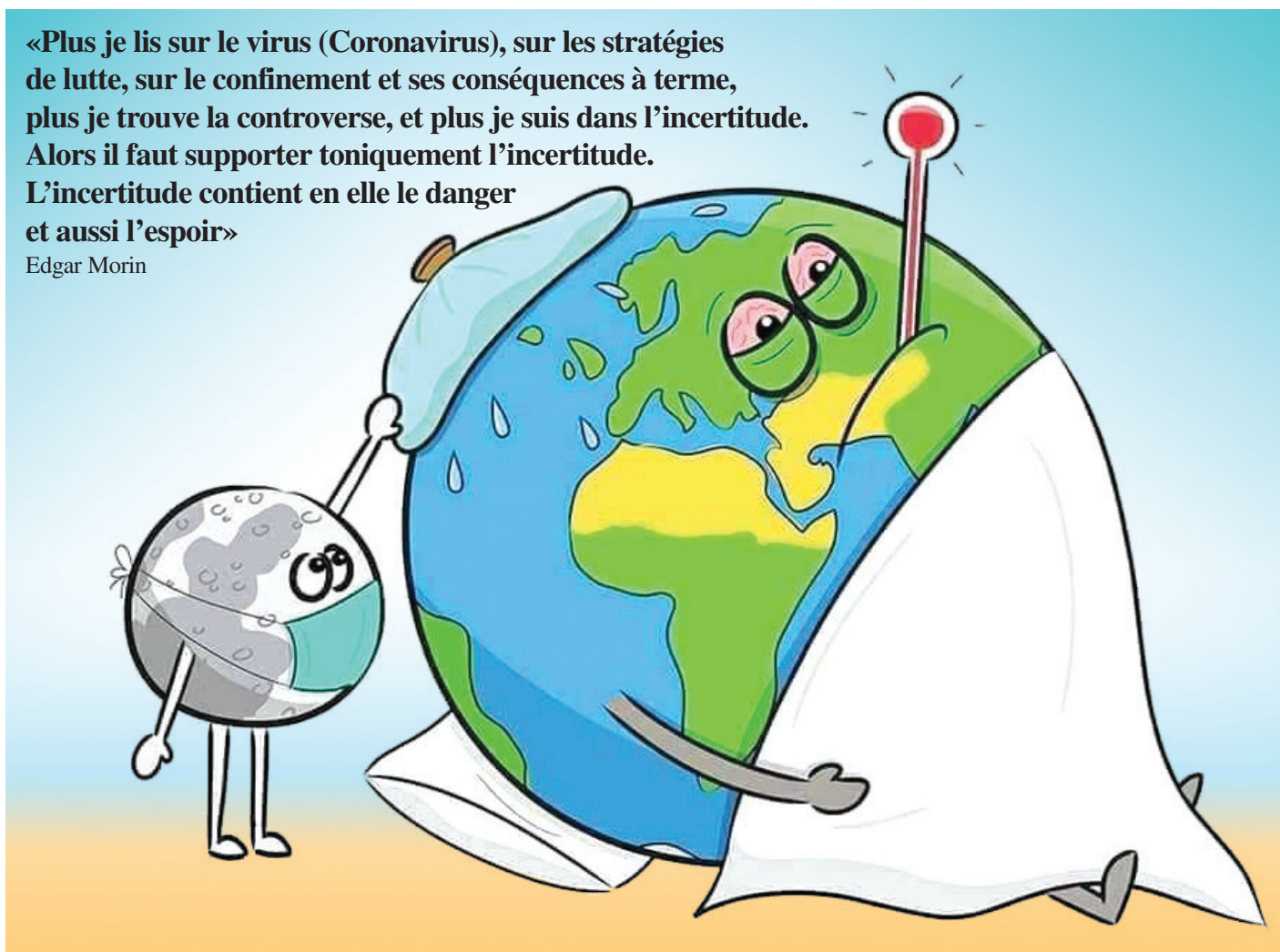
Je me suis contenté et de loin, masqué à voir picoter un bout de pain émietté, ces pigeons qui n'ont ni toilettes hydro-alcooliques ni masques, uniquement des gestes barrière que la nature leur a offert instinctivement. Ils savaient se protéger de la menace virale qui fait vibrer les laboratoires et attester l'impuissance des scientifiques. Après ces palabres en monologue pulvérisant mes méninges d'inculte en la chose, je me suis ramassé pour rentrer, rejoindre mon casernement et reprendre mon billet d'écrou et faire souffrir la présente divagation.

Ce confinement obligatoire c'est tout le peuple en évidence qui le demande si comme il aspire ardemment à être en résidence surveillée. Cette situation de mise sous cloche vient nous enseigner de nouveaux modules. Nous avons appris un nouveau langage ; confinement, masque yz, gel hydro-alcoolique, distanciation sociale, mesures de barrière, restez chez vous. Nous avons, à notre bonheur appris de nouvelles manières d'être, de se comporter en hygiène, de veiller à la salubrité, à la désinfection, au savon et au pire bienveillant au vinaigre, à l'eau de javel, aux clous de girofle, aux feuilles d'eucalyptus. Aux infusions de gingembre et autres herbes disqualifiées au profit du doliprane. Pêle-mêle. Tout ce qui se dit, se facebookue, se twitte allant dans le sens d'amoindrir le mal, le déraciner est le bien venu. Contrairement à certains internautes estimant faire dans la primeur d'information s'empressent à la comptabilité macabre. Ils sont prompts à la seconde pour presment la transmettre comme des pointeurs alertes logés aux portes des morgues. Pourtant en termes de guerre, le moral des troupes ne peut être gagné que par l'espoir dans la victoire, dans la guérison des blessés et en cas de déroute en la conviction d'une tactique inédite.

Pour moi cela dépasse un peu le confinement, on est dans la confinement. Le confinement. Une opération d'entraînement, un réchauffement psychique pour s'habituer

«Plus je lis sur le virus (Coronavirus), sur les stratégies de lutte, sur le confinement et ses conséquences à terme, plus je trouve la controverse, et plus je suis dans l'incertitude. Alors il faut supporter toniquement l'incertitude. L'incertitude contient en elle le danger et aussi l'espoir»

Edgar Morin



à un nouvel ordre de mobilité. Je le prenais au début comme un très long weekend. Il ne semble pas finir de si tôt. Moi, l'épris des terrasses de cafés, des envois et des échappées, des débats et des verbages me voilà en auto-enfermement. Je vois toutes mes libertés otages d'un vaccin, tous mes desirs à la merci d'un quelconque laboratoire. Là, du haut de mon ignorance je constate malheureux, la grande impuissance humaine. La science ? Oui, je l'admire, la vénère. Mais cette lâche ignorance m'interpelle et transperce ma méfiance, ma peur. A quoi a-t-elle servi, cette science jusqu'ici sinon à alléger tantôt le supplice de l'humanité, tantôt à le créer ? Médecine et armes nucléaires, guerres et croix rouge, téléphone cellulaire et violation d'intimité, conquête lunaire et domination des peuples, pétrole et famine, poison et antidote. C'est pour ceci que je préfère la littérature et la poésie, la mer et la campagne.

C'est ainsi que ma pauvre tête de néophyte, parfois de crédule en la matière, tente de comprendre quelque chose de tout ce qui se dit et à profusion sur cette maladie et les moyens de la l'éviter. En dehors des règles d'usage hygiéniques ; les avis, tellement denses, multiples, confus sèment le doute, la crainte et la paranoïa. Ils vous mettent tout de suite dans une pathologie anxieuse. Le pain est-il un potentiel vecteur de virus ? Certains l'affirment mordicus. D'autres préconisent de le réchauffer encore. Alors sur ces plateaux de télévisions, les experts se complaisent dans la contradiction et n'essayent jamais de se compléter. L'avis de l'un est uniquement son propre avis et n'est pas la vérité à opposer à l'autre. Même la rigueur de la science démontre la faiblesse des analyses et leur incomplétude. Et ces médecins en « direct » en vidéo personnelle sur leur téléphone criant au chaos, suppliant l'aide, lançant des alertes quand il ne s'agissait pas de « au secours ! », ont-ils été entendus ? A-t-on fait cas de leurs cris ? Tout hommage à leur égard n'est qu'une reconnaissance tardive de leur statut. Et là je

me souviens amèrement que Bedoui, ministre de l'intérieur par défaut et premier ministre par accident les a tabassés.

Nous assistons à énormément de dictees quant à une nouvelle façon de vivre. C'est comme l'on s'y prépare. Évidemment l'on sait qu'un certain monde va disparaître sans les oiseaux qui picotent encore nos restes panifiés. Ce monde qui s'est bâti jusqu'à présent sur un mode de domination tous azimuts. Un nouveau monde va naître, voire il est déjà en phase de se recomposer. L'on ne sait pas par contre de quoi sera-t-il fait. De quelles priorités sera-t-il stratifié, quelles seront ses nouvelles armes ? Nouveaux défis mondiaux, nouvelles exigences humanitaires avec énormément de métamorphose dans les échanges et les normes régissant les équilibres universels ? La science reprendra-t-elle son piédestal perdu aux dépens d'Hippocrate et au profit du seul profit mercantile et de l'intelligence économique ? N'est-elle plus efficace qu'en innovant dans le tout sécuritaire ? Tiens, au sein de la même réflexion, il me vient à l'idée de creuser un peu dans la notion de cette commission créée au niveau de chaque wilaya pour suivre le développement du covid19. Présidée par le wali, elle est composée des représentants des services de sécurité locaux à l'exception du chef de secteur militaire (?), du procureur général et des présidents d'Assemblée de wilaya et de commune du chef lieu.

Bizarre non ? Pas de Directeur de la santé, pas de Professeurs en médecine ni leurs auxiliaires (pharmaciens, laborantins, industriels paramédicaux...) pas de Protection civile, pas de chercheurs universitaires, juste une commission de sécurité comme elle a toujours existé depuis son instauration. C'est dire que ce virus est certes un danger public, mais pas un simple terroriste, pire un terroriste apolitique et irrégulier et pour le combattre l'on n'a pas besoin d'un arsenal armé, mais d'un savoir scientifique, hyper-médical. Il est clair que l'on peut dire avec dérision hé-

las que dans cette commission ainsi composée siègent au titre d'élus le FLN, le RND et bien d'autres partis politiques. Bon, la gabegie habituelle continue même sur autre front vital cette-fois ci. Que peuvent-ils apporter de plus ?

Les futures générations auront droit à un monde où la pitié ne sera qu'une légende des siècles derniers, où la générosité qu'une pose de se prendre en selfie. A ce propos, l'on voit avec nausée, ces images où la charité et ces dons de produits ne se font qu'en présence d'une caméra, le plus souvent en Smartphone. Des walis, des « chefs d'associations », des « bienfaiteurs » font la course à se faire publier sur leurs pages entraînant de violer l'intimité de ceux qui, dans le besoin n'ont rien demandé. Ces diffuseurs de générosité gagneraient à tout faire dans la discrétion et l'humilité. En visite à Blida, le Premier Ministre a demandé à ces gens-là de le faire loin de toute médiatisation. L'on a vu des photos Wallah, frisant le mépris. Mesures de distanciation sociales en vrai, une position de classes sociales. Un wali costumé et masqué en mission de travail, à deux mètres en face, un pauvre en kachabia souriant, en quête de survie. Je m'enfonçais davantage dans mon désarroi de confinement que j'essaie de rendre flexible et positif. Je regarde toujours ces pigeons égrener la mie et la croûte que leur avance sans mérite le captif déconfiné que je suis, venu en promeneur solitaire dans ce lieu isolé. Ma tête persiste encore à bouillonner à cause de ce que m'offre le visionnage de mon portable comme informations, commentaires, bêtises, aveuglement et folie. Et fausse prophétie.

Rassasié de mes irréflections, je rentre vers mon « restez chez-vous » et me dit en sourdine que le prochain virus sera la famine. Une autre arme cruelle et mortelle. Son spectre s'installe déjà dans un sac de semoule. L'interdiction de toute exportation de denrées alimentaires vient d'être décrétée. La constitution de stock de guerre a commencé.

Se mettre à nouvelle école, retrouver le chemin du monde

Par Arezki Derguini

1re partie

La crise épidémique va nous apprendre à vivre avec l'essentiel. Elle va éliminer les interdépendances que l'on ne peut plus tenir, elle va mettre sous tension les interdépendances auxquelles nous ne pouvons pas renoncer, mais qui perdent leurs ressources. Il va falloir réparer, prendre soin et complexifier nos chaînes d'interdépendances avec de nouvelles ressources pour qu'elles puissent se connecter aux chaînes mondiales et convertir leurs ressources en ressources mondiales. Il importe de savoir quelles ressources allons-nous mobiliser et valoriser, comprendre dans nos chaînes de valeur. Chacun doit pouvoir disposer d'une activité. On ne pourra pas sortir autrement d'une crise économique et sociale déjà là. La libéralisation amputée de telles dimensions ne nous fera pas sortir de la crise. Elle permettrait seulement au capitalisme financier de s'assurer une meilleure prise sur les ressources de la vie matérielle et économique si cela se pouvait. Il nous faut répondre à la question quelles chaînes d'interdépendance locales et internationales il nous faut compter, valoriser pour avoir notre part de la production mondiale.

DE LA LOI DE L'OFFRE A ... LA LOI DE L'OFFRE ET SES VARIANTES

L'économie keynésienne explique que l'État peut maintenir le plein emploi en soutenant la demande (politique dite de la demande avec des politiques monétaire et budgétaire), l'économie néoclassique explique que la déréglementation et les réductions d'impôts vont libérer l'économie, la dynamiser par leurs incitations, donc accroître l'offre de biens et services et par conséquent les revenus des particuliers (économie de l'offre).

La loi de l'offre (l'offre crée la demande) est acceptée dans les deux cas. La « politique de la demande » pallie une demande insuffisante par rapport à l'offre par le moyen de la *redistribution* en corrigeant par la fiscalité la distribution des revenus. La « politique de l'offre » vise à accroître la distribution des revenus par le moyen du marché. La politique de la demande corrige la demande et non l'offre (la distribution des revenus primaires ou de marché). La politique de l'offre corrige l'offre pour corriger la demande en accroissant la distribution des revenus, mais pas leur structure. Les uns (le parti des pauvres d'un « pouvoir de marché ») réclament une plus grande intervention de l'État par un prélèvement sur le revenu des riches et un rééquilibrage du pouvoir (de négociation en faveur des organisations de travailleurs et de consommateurs), les autres (le parti des riches d'un « pouvoir de marché ») une moindre intervention de l'État sur leurs affaires et leurs revenus. Nous sommes comme dans un jeu à somme nulle chez les premiers (on prend aux riches pour donner aux pauvres : redistribution) et un jeu à somme non nulle chez les seconds (on ne prend pas aux riches qui en continuant de s'enrichir créent du travail aux pauvres de pouvoir de marché).

Dans tous les cas nous sommes coincés entre État et marché, avec un rôle variable pour les organisations intermédiaires et la force armée. En termes de croyances justifiées, ils partagent la foi dans le marché et dans l'État, mais pas exactement de la même manière. L'État les protège les uns des autres (les pauvres des riches et les riches des pauvres), mais aussi des étrangers. Les riches ont besoin d'un « dieu mortel » pour protéger leurs biens et défendre leurs marchés. Ils préfèrent conquérir de nouveaux marchés et embaucher pour ce faire plutôt que de partager le pouvoir de marché intérieur avec les pauvres. Les pauvres consentent aux riches de s'enrichir s'ils y gagnent aussi, si la richesse ruisselle jusqu'à eux. Ils ne peuvent consentir à s'appauvrir pour que les riches s'enrichissent^[1].

À partir de Keynes et des néoclassiques, on peut dresser le tableau suivant : pour équilibrer l'offre et la demande de plein emploi, il faut que les revenus distribués par l'offre (qui crée la demande) suffisent à la racheter. Pour les uns il faut redistribuer les revenus pour réaliser un tel équilibre, les riches épargnant trop, spéculent parce que l'épargne est relativement excessive quant à l'investissement et les pauvres consom-

La loi de l'offre a donné le pouvoir au capitalisme financier. Le capitalisme financier qui vit de l'extraction de surprofits, d'un écrémage de la vie marchande n'a pas pour objectif un développement équilibré de la vie matérielle et économique. C'est le visiteur du soir selon Fernand Braudel. Je soutiendrai qu'avec la fin du fordisme, seule une « loi de la demande », une composition sociale de l'offre à partir de la demande, peut soumettre l'objectif d'efficacité de l'économie au principe social d'équité, le soustraire à la concentration du capital et à la polarisation du marché du travail. Pour réaliser son équilibre, la société devra répondre aux questions que pourrait-elle consommer et au moyen de quelles productions ? Sur quel chemin ?

ment peu. Pour les autres, il faut accroître l'offre pour accroître la distribution des revenus. Mais *comment accroître l'offre quand la demande intérieure est insuffisante ? Il faut aller chercher la demande ailleurs par la conquête de marchés extérieurs avec une politique d'exportation plus agressive, un État plus agressif*. L'État pourra alors faire payer ses services et ceux de ses citoyens et développer des services publics qui accroîtront les subventions^[2] à la demande sociale. Il faut pour cela que l'armée coûte moins cher que ce qu'elle rapporte, que ses coûts évoluent moins vite que ses recettes, que la société pour réduire les coûts soit créative, suffisamment avancée technologiquement. Le politique peut alors « exploiter » davantage l'extérieur qu'il soumet à une politique d'extraction^[3] et moins l'intérieur qu'il associe bien que soumis toujours à une division de classes. L'exploitation de races ou de religions supplée alors l'exploitation de classes grâce à la créativité et à l'organisation sociale de la société de classes et aux ressources qu'elle peut prélever des sociétés exploitées.

Il faut relever que *l'offre est en règle générale toujours excédentaire en dynamique de croissance*. C'est dans ce sens qu'elle doit créer la demande. L'épargne soustrait toujours une part à la consommation. Il faut épargner pour investir puis épargner à nouveau^[4], ainsi va la croissance. Et si dans une *économie fermée*, l'épargne et l'investissement sont le fait d'une classe (théorie du salaire de subsistance des classiques), l'épargne ira à l'investissement pour satisfaire la consommation future de la classe propriétaire de l'épargne. La conquête de marchés extérieurs (offrant un débouché à l'offre excédentaire) et le ruissellement des richesses permettront au modèle de consommation de la classe dominante de se diffuser dans la société réalisant ainsi une certaine intégration sociale. L'économie de l'offre suppose toujours un ruissellement des richesses du haut vers le bas de la pyramide sociale. Dans une *économie ouverte*, l'investissement pourra aussi aller à la consommation de masse des marchés extérieurs. Il n'en restera pas moins que la production restera orientée, polarisée, par les besoins de la société épargnante.

La Chine pour accumuler des biens de puissance devait conquérir des marchés extérieurs. Elle a compté sur trois facteurs : les faibles salaires, une discipline sociale et un savoir-faire préindustriel^[5] pour s'élancer dans la production de masse et s'incorporer le savoir-faire mondial. Il n'en reste pas moins qu'elle ne s'est pas contentée d'être l'atelier du monde.

LES GUERRIERS, LA CLASSE DOMINANTE COMMANDENT À L'OFFRE

Dans une économie fermée où offre et demande doivent s'équilibrer, épargner signifiera différer sa consommation, renoncer à une consommation présente pour une consommation future. La politique de la demande qui orientera la production sera celle de la société épargnante qui choisira d'investir dans les nouveaux biens qu'elle sera la première à consommer. Les économies industrielles ne se sont pas considérées comme des économies fermées. Dès le départ de la société de classes, la compétition guerrière a fait de l'industrie de guerre, le savoir-faire métallurgique, le fer-de-lance de l'innovation. La guerre a établi l'ordre guerrier sur la société. Un tel ordre s'est pérennisé du fait que la classe guerrière a pu être entretenue grâce à l'extraction d'un surplus qui a pu financer une « économie de guerre », plus tard un État et son armée. C'est la guerre des « nationalités » qui a établi la classe guerrière dans les « nations », puis la guerre économique qui impose une classe propriétaire du pouvoir économique qui s'impose dans un ordre économique d'extraction et de valorisation des ressources.

La première croissance est le résultat d'une guerre de classes, d'une exploitation des pay-

sans par des guerriers, précisément par l'entretien de la guerre entre princes guerriers. Guerre et exploitation se soutiennent mutuellement. La conquête de territoires, la sécurité sur ces territoires ont été la source de la croissance de l'agriculture et du savoir-faire métallurgique dont les progrès serviront d'abord la guerre puis l'agriculture. Croissance qui a créé le surplus nécessaire à l'entretien d'une société guerrière qui va progressivement avec les progrès de l'industrie externaliser la guerre. La guerre sera à la fois commerciale et militaire. A partir de là, *on peut considérer l'économie comme étant la logistique de la guerre*. L'Union soviétique a disparu parce que son industrie militaire ne s'est pas étendue en industrie civile pour la renforcer par sa dynamique, elle n'a pas permis au milieu social, technique et économique d'être créatif. Elle a atrophié le milieu social, technique et économique déjà pauvre au contraire de l'autoritarisme chinois. Le capitalisme d'État a étouffé la vie matérielle, aplati la vie marchande.

Tout se passe comme si l'on passait dans l'Histoire de propriétaires guerriers producteurs de sécurité et de surplus à des propriétaires guerriers improductifs de surplus, mais productifs de rente que déclassent de nouveaux propriétaires producteurs de surplus (industriels productifs) qui finissent par se transformer en propriétaires productifs de rentes, mais pas de surplus (capitalistes financiers) sous lesquels la vie matérielle et sociale étouffe et se dégrade.

Avec le progrès technologique actuel aucune nation, ne peut se réserver sa production et s'en suffire. Les États-Unis et la Chine pourraient laisser croire qu'elles le peuvent. Cela est inexact. Elles ne peuvent pas renoncer à la compétition militaire, à l'extraction de ressources mondiales dont elles ont besoin et ne disposent pas, elles ne peuvent pas accepter que l'une d'entre elles domine le marché mondial. Elles consommeront toujours plus des ressources qu'elles n'en produisent. Elles ne peuvent pas non plus laisser l'usage de ressources mondiales avantageuses à leurs concurrents.

DE LA POLITIQUE DE L'OFFRE À LA POLITIQUE DE LA DEMANDE IMPRODUCTIVE

La politique de la demande de la société qui détermine son investissement ne peut être semblable dans une économie ouverte et une économie fermée. Dans une économie ouverte, il n'y a plus d'identité concrète et locale entre production et consommation. Le local ne peut plus contenir les chaînes de production et de distribution des biens qui lui sont nécessaires. Mais identité abstraite *dans la production mondiale*, parce que dans l'échange et dispersée dans les chaînes de la production mondiale. Nous Algériens achetons au monde biens de consommation et de production et lui vendons des matières premières. Nous ne consommons plus ce que nous produisons et ne produisons

Notes :

[1] Ce que Stiglitz appelle exploitation. Les rentiers exploitent les consommateurs. La notion de pouvoir de marché que j'utilise ici est centrale chez cet auteur. Elle comprend l'opposition entre monopole et concurrence. Voir Stiglitz, Peuple, pouvoir et profit.

[2] Les services publics peuvent être considérés comme des subventions. L'accès aux services publics peut en effet être gratuit pour les uns et payant pour les autres. Une politique de la demande suppose donc une société nettement différenciée (ceux qui paient, sont riches et s'enrichissent, ceux qui consomment à crédit, sont pauvres, mais aspirent rapidement à « s'enrichir », ceux qui sont dispensés de frais, ne peuvent aspirer à s'enrichir eux-mêmes, mais souhaitent ne pas s'appauvrir pour laisser à leurs enfants la chance de s'enrichir) et une certaine solidarité entre ses différentes catégories : elles doivent produire un consensus sur ce qu'elles se doivent mutuellement : une égalité de chances.

[3] Stiglitz associe exploitation à extraction, rentrant ici en résonance avec Robinson et Acemoglu qui distinguent entre institutions d'extraction et institutions d'inclusion.

[4] On peut suspecter que la base de l'intuition de K. Marx quant à sa théorie de l'exploitation part du mode de production esclavagiste ou féodal en comparaison à l'économie domestique où le surplus est prélevé sur la consommation du producteur. Tout étant travail, K. Marx ne prenant en compte que le travail humain, les rapports sociaux, le surplus ne peut être extrait que du produit du travail humain. Le problème c'est que le produit du travail n'est pas que le produit du travail humain. Les physiocrates y voyaient le travail de la nature. On ne peut attribuer la rente différentielle au travail humain.

[5] On peut dire qu'en Extrême-Orient, dans l'aire de la civilisation chinoise, et en forçant le trait, que le robot humain a précédé le robot mécanique.

[6] Nous l'avons déjà soutenu : tout se passe comme si la guerre ne s'était pas terminée au terme de la lutte de libération nationale. L'ennemi intérieur a pris la place de l'ennemi extérieur. Aussi les puissances productives intérieures n'ont pas pu être considérées comme le fer-de-lance de l'indépendance politique.

■ L’après pandémie : Les avancées de l’histoire ne s’expliquent pas par la morale

Par Sid Lakhdar Boumédiene*

De très nombreuses théories adoptent l’argument selon le quel l’humanité avance par crises. Nous y serions avec celle du coronavirus comme depuis les grands fléaux du moyen-âge et, plus récemment, de la grippe espagnole au début du siècle dernier ou des grandes déflagrations guerrières.

Un peu comme les plaques tectoniques qui avancent, s’entrechoquent et génèrent une tension considérable. Le tremblement de terre est alors un désastre mais en même temps une respiration nécessaire de la planète.

Les êtres humains seraient ainsi dans un cycle historique du même genre.

Une autre conception de ces avancées en rupture a été pendant presque tout le temps d’existence de l’humanité un châtiment des forces occultes.

Les peuplades anciennes l’ont perçu comme la sanction de divinités en colère auxquelles il fallait faire une offrande, jusqu’au sacrifice humain.

Les grecs et les romains, tout en croyant que les Dieux réagissaient de leur colère, les ont en quelque sorte humanisés selon les critères de leur vie quotidienne. Chacun représentant un aspect de leur existence et de leur action.

Ils étaient donc les guides qui pouvaient les aider tout autant que les châtier.

La multiplication des forces célestes faisait en sorte que l’on pouvait jouer l’un contre l’autre ou tout au moins favoriser l’obédience à l’un ou l’autre selon l’objectif. Une affirmation tout de même à relativiser car les grecs comme les romains avaient un Dieu des Dieux qui, par cette circonstance,était unique.

Puis vinrent les religions monothéistes qui ont apporté une autre conception de la divinité. Tout d’abord le fait que la divinité soit unique avait une importante conséquence. Il n’y a qu’une entité et il ne peut y avoir d’autres stratégies que celle de suivre la volonté suprême du tout puissant ou s’en écarter.

La réduction du nombre des sources d’obédience a manifestement induit une polarisation dichotomique des injonctions. Nous venons de le préciser, l’être humain se pliait à cette volonté ou s’en éloignait. Il n’y avait pas d’autres alternatives de moduler sa soumission en rapport avec les différentes divinités. L’explication des fléaux avait soudainement une même origine de colère. Ainsi est né le bien et le mal, on était dans les règles de l’autorité unique ou l’on s’y soustrayait.

Mais comme l’histoire de la Bible est rétrospective, il a bien fallu expliquer le début de la déviance puisqu’elle existait sur terre au moment de cette écriture. Immédiatement la question se posa pour les deux premières créatures qui sont censées être les ancêtres de l’humanité.

Comme ils furent les créatures du Dieu unique, ils ne pouvaient être par nature déviants à la parole divine. Comment le mal est-il donc apparu ?

Une parabole fut crée pour expliquer l’énigme, celle du péché originel que nous connaissons tous. Il fallait bien qu’il y eu une origine du mal, antinomique avec la volonté suprême. Ainsi est né le mal qui lutta contre le bien et inversement. La morale naquit puisqu’elle se définit par une conception du bien et du mal.

Les rédacteurs de la Bible, dont on dit qu’ils commencèrent l’écriture de la connaissance des racines lors de leur emprisonnement et mise en esclavage à Babylone, ont relié les grands fléaux passés, retransmis par la mémoire orale, à une colère du Dieu unique pour les punir de leur déviance (déluge, phénomènes géologiques comme les tremblements de terre et les explosions volcaniques, épidémies, etc.).

La Bible est donc un ensemble de cycles où l’homme est confronté aux courroux du ciel. Cette colère se manifeste soit par un fléau soit par l’envoi de messagers pour susciter une rédemption.

Ainsi, à chaque fois, Dieu fait un pacte avec l’humanité contre sa protection lorsque les comportements déviants s’arrêtaient. L’être humain comprend qu’il faut revenir dans le respect des règles sous la menace de son extinction.

Voilà pourquoi l’explication de l’origine du monde et des ancêtres relevaient d’une succession de désastres causés par le mauvais comportements des êtres humains.

Mais alors, me rétorquerait le lecteur, qu’est-ce que cela à avoir avec la catastrophe du virus à une époque moderne, de peu de croyances chez les lettrés et de grandes avancées scientifiques ?

Il faut en fait aller dans les manifestations induites de cette crise planétaire plutôt que dans l’analyse factuelle du fléau lui-même. C’est dans les commentaires à propos de l’après-crise qu’il faut retrouver le lien. « Jamais le futur ne sera comme avant ! », « La planète tirera les leçons de ce gigantesque fléau ! » Etc..

Et c’est là où nous retrouvons notre théorie du départ, les explications sur la cause du fléau sont d’ordre biblique. Non qu’elles soient rattachées à la force divine, absolument pas dans le monde moderne d’aujourd’hui, mais elles relèvent absolument du même réflexe.

Nous changerions notre façon de vivre car nous avons été trop loin dans un développement acharné sans nous poser les questions de la survie de l’espèce, voilà les conclusions morales qui s’expriment tous les jours dans les médias. Les interrogations se multiplient sur la déviance de la mondialisation qui nous a contraints à une dépendance chinoise, atelier du monde, du libéralisme qui n’a pas pris en compte l’urgence d’un service public de santé solide, de la pollution qui nous menace et de l’individualisme qui a détruit les solidarités et le lien social.

Nous sommes victimes de nos pêchés et de nos déviances. Nous avons pris le chemin du mal et nous sommes condamnés à une terrible peine d’un fléau sans précédent.

Alors notre réflexe de solidarité explose et nous retrouvons l’extraordinaire chaîne de sacrifices, d’entraides et de prise de conscience avec une unité nationale contre l’ennemi qui est aux portes des nations pour les détruire.

Tout cela est absolument incontestable si nous ne tenons pas compte toutefois de l’erreur commise par l’enthousiasme, celle de penser que plus jamais l’humanité ne refera les même erreurs.

La pensée humaine n’est plus basée sur un grand ordonnateur du monde qui la sanctionnerait mais toujours sur cette même analyse morale selon laquelle la rédemption apportera le salut des êtres humains.

C’est absolument erroné, les grandes guerres n’ont jamais évité d’autres guerres encore plus sanglantes. La barbarie de l’holocauste n’est pas datée du moyen-âge mais d’un temps que certains vivants encore ont connu. Les catastrophes naturelles causées par l’homme n’ont jamais arrêtées l’exploitation inconsidérée des ressources et ainsi de suite.

Pourtant l’humanité avance et le futur est toujours plus radieux que n’est la vision fantasmée d’un monde antérieur qui serait plus raisonné. Comment cela se fait-il ?

Tout simplement parce qu’on a oublié un facteur de la marche du temps, pourtant d’une grande évidence. Lorsque vous regardez le tracé d’une courbe ascendante et que vous dirigez une loupe sur l’une de ses parties, il sera constaté des ruptures par des baisses et des remontées en pics.

L’histoire de l’humanité n’avance donc pas par les secousses et les leçons morales qui s’en suivent mais par un continuum lent et ascendant de la formation des esprits, de la connaissances des phénomènes, de la maîtrise des technologies ainsi que de la mise en place du droit, des règles démocratiques et humanistes.

C’est un processus beaucoup plus lent et n’a rien à avoir avec la morale, d’essence religieuse. Les grandes ruptures sont celles des pensées ou des avancées scientifiques majeures. C’est le cas de l’invention de la roue ou de la découverte de l’héliocentrisme pour ne retenir que ces deux, il y en a beaucoup d’autres.

Ils ne sont pas une prise de conscience morale de l’humanité mais un processus d’apprentissage inexorable que l’être humain construit, pas à pas, pour sa sécurité, son bien-être et son besoin de communication et d’amour.

Rien à avoir avec la morale.

**Enseignant*

REPUBLIQUE AGERIENNNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTERE DE SANTE, DE LA POPULATION ET DE LA REFORME HOSPITALIERE

Wilaya de Tlemcen

Centre Hospitalo-Universitaire

Dr Tidjani Damerdji -Tlemcen

N° d’identification fiscale du contractant : 0962 130 190825 24

APPEL D’OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES
N° 04/2020

Acquisition des équipements médicaux pour le service HEMATO et ORL
au profit du CHU Tlemcen

Conformément aux dispositions du Décret présidentiel N° 15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

Le Présent appel d’offres national ouvert avec exigence de capacités minimales adressé à toutes les sociétés publiques ou privées ayant l’agrément du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, disposant des capacités financières, techniques, pour l’exécution du marché conformément aux dispositions de l’article 55 du décret n° 15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public

Un Appel D’offres National Ouvert Avec Exigence De Capacités Minimales N°04/2020 est lancé Pour l’acquisition des équipements médicaux pour le service HEMATO et ORL au profit du CHU Tlemcen.

Lot n°1 : Scialytique plafonnier trois bras avec caméra

Lot n°2 : Lave-mains deux postes

Lot n°3 : Stérilisateur vapeur (autoclave), 01 porte double face

Lot n°4 : Laveur désinfecteur 2 portes automatiques, 3 pompes

Lot n°5 : Table opératoire avec accessoires

Lot n°6 : Appareil d’anesthésie adulte/enfant avec moniteurs intégrés

N.B.: - Les soumissionnaires ont la possibilité de soumissionner pour un ou plusieurs lots.

- Toute offre non conforme aux dispositions du cahier des charges sera rejetée

- Tout lot incomplet sera rejeté d’office

Les soumissionnaires intéressés peuvent retirer et déposer le cahier des charges auprès de la Direction Générale « Bureau des marchés » CHU Wilaya de Tlemcen, bd Mohammed V BP 1250-Tlemcen. Contre paiement de 1.000,00 DA.

Les offres doivent être accompagnées des pièces réglementaires suivantes.

Les soumissions doivent comprendre un dossier de candidature et deux offres distinctes

(offre technique et offre financière)

Les soumissions doivent comprendre :

1 - un dossier de candidature

2- une offre technique

3- une offre financière

1- Le dossier de candidature contient : les documents suivants :

• Une déclaration de candidature ; remplie ; signée ; cachetée et datée

Dans la déclaration de candidature, le candidat ou soumissionnaire atteste qu’il :

* n’est pas exclu ou interdit de participer aux marchés publics conformément aux dispositions des articles 75 et 89 du présent décret ;

* n’est pas en redressement judiciaire et que son casier judiciaire datant de moins de trois (3) mois porte la mention « néant ». Dans le cas contraire, il doit joindre le jugement et le casier judiciaire. Le casier judiciaire concerne le candidat ou le soumissionnaire lorsqu’il s’agit d’une personne physique, et du gérant ou du directeur général de l’entreprise lorsqu’il s’agit d’une société ;

* est en règle avec ses obligations fiscales, parafiscales et envers l’organisme en charge des congés payés et du chômage intempéries des secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l’hydraulique. Le cas échéant, pour les entreprises de droit algérien et les entreprises étrangères ayant déjà exercé en Algérie ;

* est inscrit au registre de commerce ou au registre de l’artisanat et des métiers, pour les artisans d’art ou détenant la carte professionnelle d’artisan, en relation avec l’objet du marché ;

* a effectué le dépôt légal des comptes sociaux, pour les sociétés de droit algérien ;

* détient un numéro d’identification fiscale, pour les entreprises de droit algérien et les entreprises étrangères ayant déjà exercé en Algérie ;

● une déclaration de probité ; remplie ; signée ; cachetée et datée;

● les statuts pour les sociétés ;

● une délégation de pouvoirs en cours de validité, dans le cas où le signataire n’est pas le soumissionnaire lui-même.

Tout document permettant d’évaluer les capacités des candidats, des soumissionnaires ou, le cas échéant, des sous-traitants :

A / Capacité professionnelle :

● Registre de commerce

● Agrément du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière

B / Capacité financière :

● Moyens financiers justifiés par les bilans -2016-2017-2018 et les référence bancaires

C / Capacités techniques :

● Moyens humains et matériels et référence professionnelle,

Le dossier de candidature doit être inséré dans une enveloppe unique fermée et anonyme, ne portant que la mention suivante : « dossier de candidature »

2- L’offre Technique doit contenir :

● Une déclaration à souscrire ; remplie ; signée ; cachetée et datée

● Tout document permettant d’évaluer l’offre technique : un mémoire technique justificatif et tout autre document exigé en application des dispositions de l’article 78 du présent décret.

● Le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté ».

L’offre technique doit être insérée dans une enveloppe unique fermée et anonyme, ne portant que la mention suivante : « offre technique »

Le défaut de remplir les rubriques du mémoire technique ou sa signature entraîne le rejet de l’offre du soumissionnaire.

3- L’offre Financière contient :

● La lettre de soumission ; remplie ; signée ; cachetée et datée

● Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;

● Le détail quantitatif et estimatif (DQE) ;

L’offre financière doit être insérée dans une enveloppe unique fermée et anonyme, ne portant que la mention suivante : « offre financière »

Le défaut de remplir les rubriques du mémoire technique ou sa signature entraîne le rejet de l’offre du soumissionnaire.

- Le soumissionnaire qui bénéficie de l’attribution provisoire doit compléter son dossier par les pièces suivantes :

● Casier judiciaire du gérant ou directeur datant de 03 mois. (Original).

● Un extrait de rôles ou échéancier de paiement doit porter la mention non inscrit au fichier national des fraudeurs.

● Carte d’immatriculation fiscale.

● Attestation de mise à jour CNAS

● Attestation de mise à jour CASNOS

● Attestation de dépôt légal des comptes sociaux (pour les personnes morales). Année 2018

NB : le service contractant peut demander au soumissionnaire retenu de fournir les documents originaux de l’offre technique.

- Les trois (03) enveloppes doivent être insérées dans une enveloppe unique fermée et anonyme, ne portant que la mention suivante :

« À NE PAS OUVRIR »

APPEL D’OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES
N° 04/2020

Acquisition des équipements médicaux pour le service HEMATO et ORL au profit du
CHU Tlemcen

- Les offres doivent être présentées par le soumissionnaire lui-même ou son représentant dûment mandaté.

- Le délai de préparation des offres est fixé à Trente (30) jours ; et commence à courir à partir de la première parution de l’avis d’appel d’offres dans les quotidiens nationaux et le BOMOP.

- Le dépôt des offres est fixé le dernier jour de la durée de préparation des offres de 8 heures à 12 heures. Si ce jour coïncide avec un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu’au jour ouvrable suivant aux mêmes heures.

- L’ouverture des plis se tiendra le jour correspondant à la date de dépôt des offres à 13h00 (Jour Ouvrable) au siège de La Direction Générale « Bureau des marchés » du CHU Tlemcen.

• Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de Trente (30) jours augmentée de trois mois séparant le délai de préparation des offres.

NB : il est porté à la connaissance de l’ensemble des soumissionnaires participant au présent appel d’offres et ayant des réserves concernant leurs dossiers administratifs demandés lors de l’ouverture des plis qu’ils devront compléter leurs pièces manquantes ou non valides dans un délai de dix (10) jours à partir de la date d’ouverture des plis, à défaut leurs offres se verront rejetées lors de l’évaluation

Les soumissionnaires sont cordialement invités à la séance d’ouverture des plis sus-visés.

DIRECTION GENERALE

Leadership et communication institutionnelle au temps du Coronavirus :

Quel rôle pour les institutions publiques et les médias ?

Par Kamel GAROUI*

1re partie

La présente contribution traite des rôles et pratiques des institutions publiques et des médias en période de crises en général ainsi qu'en rapport avec la pandémie actuelle du Coronavirus en particulier afin d'en minimiser les impacts négatifs sur la société et sur la bonne marche des institutions publiques.

En temps de crise, la manière avec laquelle les responsables gouvernementaux se comportent, décident et agissent a une immense influence sur le déroulement, l'issue et l'impact de celle-ci. Les experts de géopolitique s'accordent à dire que les déboires en termes de gestion du Coronavirus en Italie, en Espagne ainsi qu'aux USA sont au premier chef imputables aux mauvaises politiques et décisions prises par leurs gouvernements respectifs, et non pas du tout à leurs systèmes de santé qui sont au surplus excellents ! D'un autre côté, jusque-là les victoires de la Chine, de la Russie, de la Corée du nord, de Cuba et du Venezuela sur la pandémie sont à l'évidence le résultat de politiques et de stratégies efficaces.

La contribution s'imprègne de différents travaux en leadership et surtout de ceux de l'officier supérieur de l'Armée américaine G. Klann - voir bibliographie. Elle insiste sur la nécessaire pratique d'une « politique de collaboration » entre les institutions publiques et les médias en ces moments difficiles pouvant mettre en danger la machinerie constitutionnelle de pays entier.

Les médias constituent l'instrument par excellence du dialogue et de la communication gouvernementale - c'est le premier outil aux mains des gouvernants pour dialoguer avec les publics. Les différentes composantes de la société civile (les syndicats, les organisations patronales, les organisations sportives, les ONG, la mosquée, etc.) constituent d'autres instruments de dialogue.

La communication institutionnelle est définie comme une fonction distincte en management des organisations, qui aide à établir et à maintenir, entre une organisation et ses publics, des lignes de communication, de l'acceptation et de la coopération. Elle aide les responsables lors de la gestion de crises ou d'événements exceptionnels, elle leur permet d'être informés et proactives vis-à-vis de l'opinion publique, et ainsi être à l'écoute et servir au mieux l'intérêt général. Elle sert comme système d'alerte précoce pour anticiper les tendances. Elle utilise comme principal outil la communication éthique, non manipulatrice.

Dans la définition, le « public » ou parties prenantes est un concept désignant un groupe d'individus se trouvant dans des circonstances similaires. C'est de ces groupes qu'émanent les opinions. Le public est une créature variée et complexe. Les employeurs ou patrons forment un public, et les employés un autre ; le Gouvernement est un public, et les citoyens en constituent un autre. Chacun de ces groupes est un public qui se construit une audience, de la puissance et de l'influence avec ses propres méthodes, outils et techniques.

En communication institutionnelle une autre notion est tout aussi fondamentale, c'est celle d'« image » ou de « réputation » - c'est la perception mentale d'un groupe de personnes à propos d'un individu (amical, honnête, corrompu, efficace, juste, etc.), d'un produit, d'un service, d'un projet, d'une politique ou d'une institution. L'image n'est pas nécessairement vraie, ce

Développer d'excellentes compétences en communication est absolument essentiel à un leadership efficace. Le leader doit être capable de partager ses connaissances et ses idées pour transmettre un sentiment d'urgence et d'enthousiasme aux autres. Gilbert Amelio.



n'est qu'une indication sur comment un individu, un produit, un service, un projet, une politique ou une institution est perçue par un groupe de personnes. Une institution dispose toujours d'une image dans l'esprit des publics. Certaines institutions bénéficient d'une image favorable, alors que d'autres bénéficient d'une image défavorable. Une bonne image est nécessaire à une organisation en vue de la concrétisation de ses objectifs.

COMPORTEMENT DES RESPONSABLES DES INSTITUTIONS

Abordons d'abord brièvement le concept de crise. Aujourd'hui, à travers le monde, les crises sont devenues la norme, et non pas l'exception. Elles n'ont pas de limite ni de frontières, elles peuvent survenir n'importe quand, n'importe où, et dans n'importe quel pays. Elles exigent des réponses urgentes. Les crises constituent souvent un point tournant dans la vie d'un pays ou d'une organisation.

Une crise n'est ni prévue, ni planifiée. Il existe probablement des signaux faibles annonçant sa future survenance, mais dans le flot des activités routinières quotidiennes elle est passée sous silence.

L'effet le plus pernicieux des crises est qu'elles peuvent affecter négativement le comportement des différents publics - dans le présent cas du Coronavirus le public ou citoyens en général et les personnels du corps médical représentent les publics les plus touchés. Ceci constitue le plus grand challenge rencontré par les responsables. Elles donnent généralement lieu à un haut degré d'instabilité pouvant déboucher sur des résultats extrêmement négatifs pour la stabilité d'une organisation ou même d'un pays.

Les crises peuvent aboutir à un haut degré de confusion et de chaos, parce qu'il y a manque d'informations (ou pire, désinformation) au moment où tout le monde en a psychologiquement besoin pour comprendre le quoi, le pourquoi et les effets potentiels de la situation - il n'y a pas plus néfaste que le vide informationnel et l'ambiguïté.

On reconnaît trois niveaux de sévérité aux crises, dépendants de leurs conséquences :

-Niveau 1 : Le pays (organisme) est embarrassé au niveau national et international.

Niveau 2 : La réputation du pays (organisme) est mise en cause au niveau national et international. Niveau 3 : Le pays (organisme) est menacé dans ses fondements.

Plusieurs actions doivent être entreprises par les responsables aussitôt qu'ils sont informés de l'imminence ou de la survenance d'une crise afin de réduire la peur et l'anxiété qui s'en suivent. En premier lieu, il faut rechercher les faits exacts, parce que souvent les premiers rapports ne sont pas précis. Pour cela, il faut disposer d'agents de terrain sur les lieux et théâtres de la crise avec pour seule et unique mission de collecter l'information et de faire des rapports.

Pour avoir prise sur les événements, le responsable efficace recourt aux trois composantes critiques à toute gestion de crises. Ils doivent se servir de l'outil de la communication, être claires quant à la vision et aux valeurs, et afficher sincèrement le respect et l'importance qu'ils accordent aux gens.

1. La communication

Communiquer avec clarté durant une crise est essentiel mais difficile. Les lignes de communication, internes et externes, doivent impérativement rester ouvertes et actives afin que les gens soient informés des faits exacts et en conséquence proscrire la rumeur.

Qui informer : En fonction de la gravité de la crise, les responsables doivent décider qui doit être informés, quand et comment. Ces parties prenantes peuvent être les employés et cadres (comme par exemple les personnels de la santé ou des services de sécurité avec la pandémie actuelle du Coronavirus), les médias, les différents publics, les organisations civiles, etc.

Les leaders doivent communiquer aux parties prenantes la réalité se rapportant à l'événement, qu'est ce qui se fait par rapport à l'événement et quels sont les implications potentielles. C'est une grosse erreur que de ne pas informer constamment les groupes impliqués - et notamment les médias - sur les événements, parce qu'ils constituent la meilleure porte voix pour véhiculer la vérité et contrer la rumeur.

En informant les publics, les leaders doivent se tenir aux faits et éviter les conjectures. Au début de la crise, il serait sage de ne pas se prononcer sur ses développements futurs. Le leader ne doit jamais fabriquer ou dénaturer l'information pour des objectifs de déception ou de trompe-

rie, parce que de telles actions ne feraient qu'aggraver la situation.

En temps de crise communiquer avec consistance et clarté avec les médias est plus que critique. En effet, les responsables peuvent par cette voie exercer un puissant et positif impact émotionnel sur les différents publics. Ils peuvent ainsi : Recueillir et diffuser des informations vitales. Promouvoir une saine compréhension de la situation.

-Combattre la désinformation et la rumeur.
-Agir comme un système d'alerte précoce. Actionner et contrôler les unités de secours (la protection civile).

-Fournir des informations sur les activités et le trafic (ex., fermeture d'activités, de routes, d'écoles, etc.).

-Alerter les publics sur les dangers possibles. Il existe des actions spécifiques à mener vis-à-vis des médias et qui sont vitales à l'issue des crises, à savoir :

Rédiger un communiqué de presse, et le distribuer aux médias aussitôt après un événement : Une réponse rapide aide à réduire le flot des informations fausses et négatives, crée des perceptions positives, et réduit les incompréhensions. Plus important, elle réduit la peur et les émotions négatives des parties affectées par la crise. Les responsables des institutions publiques doivent agir en tant que premiers et principaux fournisseurs de l'information - si ce n'est pas le cas les médias chercheront l'information auprès d'autres sources, qui peuvent être malintentionnés.

Prendre l'initiative : Rencontrer les médias, notamment en organisant des conférences et points de presse. Diffuser les messages à travers tous les canaux possibles pour en assurer une large diffusion auprès des publics. Les messages doivent être clairs et simples et ne pas prêter le flanc à l'interprétation. Être crédible, précis et honnête : La conséquence de la tromperie à l'endroit des publics et des médias peut avoir des conséquences désastreuses. En temps de crise, la crédibilité des institutions publiques est d'emblée en jeu, pourquoi garantir sa totale perte en trompant. L'honnêteté et l'ouverture de nos responsables sont des ingrédients essentiels pour la réputation et même pour la survie de notre pays face aux crises. **A suivre**

*Ancien cadre du Ministère de la défense nationale et de l'ex. Ministère de la prospective et des statistiques.

Le peuple cubain n'est-il pas ce merveilleux exemple qui indique la voie à suivre?

La volonté de survie dans la dignité tout en marquant sa solidarité à l'international par élan humaniste

Par Abdelkader Khelil *

Au moment où le monde entier est secoué par la pandémie du coronavirus, il me plaît de souligner qu'en matière de santé publique, tout le monde s'accorde à dire (O.M.S comprise) que l'internationalisme médical de Cuba, ce pays ami de l'Algérie, est une référence dans le monde malgré bien des critiques. Elles proviennent surtout, de l'Occident et des États-Unis avec à leur tête, le pyromane Donald Trump ce va-en-guerre, lui, le « courtier » servile de la finance internationale et du sionisme. Cet apôtre de l'ultra-violence du libéralisme sauvage, a laissé son empreinte en Afghanistan, en Irak, en Syrie, en Iran et a même cherché à se frotter à la Corée du Nord ...

Pour tout dire, selon les statistiques du Ministère cubain de la Santé, dès 1959 une moitié des 6.000 médecins cubains a quitté l'île pour fuir le régime castriste. Pour remédier à cette hémorragie, Fidel CASTRO le champion humaniste avait alors mis sur pied un système de formation médicale important et révolutionnaire, faisant de ce secteur vital, avec l'Éducation, la Formation, la Recherche et le Sport, une des priorités du pays. Depuis, l'exportation de ce savoir-faire médical partout dans le monde, dans la sous-région des Caraïbes mais aussi, dans les pays les moins développés d'Afrique et d'ailleurs, est une des premières ressources financières de Cuba. Désormais, les médecins et spécialistes cubains officient dans des dizaines de pays africains et d'Amérique latine.

C'est dire que les pages de l'internationalisme médical cubain sont nombreuses et glorieuses, à commencer par l'envoi de missions en Algérie dès 1963 et dans les années 80, l'exemple le plus probant étant l'aide apportée aux victimes de Tchernobyl.

POLITIQUE IMMORALE, ILLÉGALE ET INJUSTE DU BLOCUS

Ce geste humanitaire d'ampleur est particulièrement remarquable lorsqu'on sait qu'il a commencé avec la perestroïka (nom donné aux réformes économiques et sociales) du président Mikhaïl Gorbatchev et qui s'est soldée par le démantèlement de l'Union soviétique, entraînant par voie de conséquence, des pertes considérables sur le commerce de Cuba sous embargo américain et occidental. Ce blocus de près de soixante ans a lourdement affecté négativement les moteurs et leviers de l'économie cubaine, au premier rang desquels : le tourisme, les investissements directs étrangers (IDE), les transferts de devises, l'industrie pharmaceutique et les biotechnologies où Cuba dispose d'un fort potentiel attractif. La réduction de la disponibilité des biens a exacerbé les privations et manques pour la population, ce qui menace en permanence sa sécurité alimentaire, son équilibre nutritionnel et son état de santé.

Ce drame humanitaire qui paraît bien être l'objectif implicite de l'embargo, n'a été évité de fait, que grâce à la volonté de l'État cubain de maintenir coûte que coûte les piliers de son modèle social et économique, lequel garantit à toutes et à tous, une alimentation de base à prix modiques et une consommation gratuite dans les crèches, les écoles, les hôpitaux et les foyers du troisième âge. C'est la réaffirmation de la priorité donnée au développement humain qui explique l'excellence confirmée des indicateurs statistiques de développement humain de Cuba en matière de santé, d'éducation, de recherche, de culture notamment et ce, malgré des ressources budgétaires extrêmement limitées et les multiples problèmes consécutifs à la disparition du bloc soviétique. Et pourtant ! Malgré ce blocus intolérable, les cubains ont une espérance de vie supérieure à celle de leurs « géoliers » yankees. Toutefois, la poursuite des progrès sociaux à

Cuba est compromise par l'extension effective de l'embargo qui fait subir d'injustifiables souffrances au peuple cubain.

La levée immédiate du blocus, réclamée à la majorité écrasante de la communauté mondiale par l'Assemblée générale des Nations Unies du 7 novembre 2019 pour la vingt-huitième année consécutive (187 voix pour, contre l'opposition des États-Unis, du Brésil et d'Israël et l'abstention de la Colombie et de l'Ukraine) n'a pas été suivie d'effet. Et dire qu'en 2015, le monde saluait la décision historique et mémorable des États-Unis d'Obama et de Cuba de rétablir leurs relations diplomatiques. Pour beaucoup de pays épris de paix, de liberté et de justice, c'était le début d'une coexistence pleine d'espoir et d'attentes. Hélas ! Avec l'arrivée de Trump, les espoirs se sont estompés et les attentes sur la levée de l'embargo illégal et injuste qui condamne le peuple cubain depuis près de soixante ans, se sont évanouies.

SOLIDARITE SOCIALE ET INTERNATIONALE AVANT TOUT

Malgré cela, force est de constater que ce petit pays des Caraïbes d'une superficie d'à peine 114.500 Km² pour une population de 11,5 millions d'habitants, plus petit que la Wilaya de Béchar (162.200 Km² pour 275.000 habitants) qui ne compte pas moins de 34 Universités de Médecine, place la solidarité sociale et internationale devant bien d'autres considérations, par esprit humaniste. N'est-ce pas que ce sont les autorités cubaines qui ont accepté d'accueillir le 18 mars 2020 le navire de croisière britannique dont personne, même leurs « alliés naturels » les États-Unis plus préoccupés à suivre le « yoyo » de la bourse, n'en voulaient ? En ces temps de crise pandémique, même les sociétés occidentales médusées alors que d'habitude si égoïstes, redécouvrent les vertus de l'entraide et de la solidarité. En exportant leur savoir-faire, les médecins cubains relèvent ainsi de façon admirable le défi du blocus en administrant une « cinglante gifle » à Trump, cet oligarque impénitent qui n'a rien compris aux valeurs humaines de solidarité et de partage des biens communs de l'Humanité...

L'Italie pays le plus touché par le coronavirus a bien compris qu'il n'a rien à attendre de ses voisins Européens qui pataugent dans la « gadoue ». Il a fait appel à une cinquantaine de soignants venus de Cuba ; le 21 mars 2020, afin d'apporter leur aide au personnel médical de la Lombardie, cette région italienne qui compte le plus de victimes. L'arrivée des médecins cubains a été abondamment saluée dans la presse transalpine. Dans un éditorial pour le quotidien « La Stampa », l'écrivaine Antonella Boraveli écrit ceci : « Les touristes occidentaux ont visité Cuba avec cette supériorité, déguisée en empathie, qui se cache derrière des petites phrases assassines comme : « Regardez comment vivent ces pauvres gens ». Les pauvres gens maintenant, c'est nous. Nous l'Italie, un pays riche. Nous qui n'avons pas pu arrêter ce virus à temps (...). Et d'ajouter : « Les médecins cubains qui sont venus risquer leur vie pour nous ont été salués par des applaudissements, d'abord incertains puis écrasants ».

Réputés pour leur compétence, les soignants cubains ont aussi été appelés à la rescousse dans d'autres pays touchés par la pandémie : l'Espagne, la Jamaïque ou le Nicaragua notamment. En France, des députés de tous bords politiques ont écrit au premier ministre Édouard Philippe pour demander en urgence leur aide pour faire face à l'épidémie de coronavirus. Les médecins cubains sont maintenant autorisés à intervenir en Martinique. C'est là, un véritable camouflet pour le « coq gaulois » qui fut contraint d'appeler à la rescousse, ce petit État socialiste des Caraïbes considéré jusque là, comme pays misérable plongé dans la déche de par la faute des yankees. On apprend aussi, que dans cette France donneuse de leçons, le CHU de Dijon cher-

che des couturiers pour fabriquer des blouses réutilisables et qu'il a été décidé par le Gouvernement, de l'importation d'un milliard de masques made in china. À noter que pour Cuba qui n'est pas encore sortie de son « confinement politique », les derniers chiffres de contamination au coronavirus font état de 40 cas de personnes touchées et un mort seulement. Ne dit-on pas : « Qu'à quelque chose malheur est bon ! »

Par ailleurs, le magazine américain Newsweek rapporte qu'un remède, appelé « Interferon Alpha-2b Recombinant » a été développé par des scientifiques cubains et chinois. L'utilisation de cet éventuel médicament « prévient l'aggravation et les complications chez les patients qui atteignent ce stade et qui peuvent finalement entraîner la mort », a déclaré l'expert cubain en biotechnologie Luis Herrera Martinez, dans un article du blog de la presse de l'Université de Yale. Si son efficacité pour traiter ce coronavirus n'a pas été encore prouvée, elle l'a déjà été auparavant contre des virus similaires. Cuba a, en effet, utilisé des techniques avancées d'Interferon pour traiter la dengue, combattre le VIH, le papillomavirus humain et d'autres maladies. Il a été sélectionné par la Commission nationale chinoise de la santé, avec 30 autres médicaments, pour traiter le coronavirus. Quant au niveau mondial, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) étudiera l'efficacité de l'Interferon, ainsi que trois autres médicaments, contre le coronavirus, rapporte toujours Newsweek.

LECONS TIRÉES DE L'EXPERIENCE CUBAINE

Il est bon de rappeler aux décideurs et gouvernants de notre pays, cet exemple cubain qui semble dire que grâce à la détermination d'un peuple pourtant confiné, malgré lui, à son territoire durant près de soixante ans, non pas de par la faute du coronavirus mais de ces présidents américains et surtout du tout dernier, Trump le haineux, ce gendarme du « deux poids deux mesures » dénué de tout sentiment humaniste, le monde peut s'en sortir.

Il faut avoir pour cela, une gouvernance acceptée et menée par des hommes et des femmes intègres, non démagogiques et non opportunistes qui font passer l'intérêt public et le bien commun avant tout autre considération. Ils doivent pour cela, tourner le dos et combattre énergiquement toutes les idéologies et les politiques destinées exclusivement au service égoïste, de la prédation des richesses de leur pays, en faisant appel à des hommes et des femmes qui ont toujours refusé d'être des commis de l'État zélés, conscients et/ou inconscients, du grand capital ultralibéral exploitateur et rentier, qu'il soit laïc ou pseudo religieux à l'image de ces islamistes corrompus et corrupteurs.

Faire appel à des hommes et des femmes sans étiquettes ostensiblement affichées qui n'auront pour souci premier, que de défendre leur pays et leur peuple en croyant que seuls ses grandes capacités humaines, son intelligence, son savoir-faire, son modernisme et sa soif de se former à toutes les techniques lui permettront de progresser, de se développer, de lutter contre la misère, la pauvreté et le sous-développement matériel et immatériel.

In fine, seuls des hommes et des femmes de la trempe de Fidel CASTRO et de son Peuple vaillant, qui ont l'HUMAIN chevillé au corps et qui sont guidés par une idéologie claire et progressiste pourront bâtir individuellement et collectivement, le bien-être pour toutes et pour tous... Sans exclure les relations de coopération internationale inscrites dans le respect mutuel et dans le principe du « gagnant-gagnant », notre avenir dans l'après pandémie est avec nos amis traditionnels, ceux qui nous ont aidé durant la guerre de libération nationale et en tout premier lieu : La Chine, Cuba, la Russie, le Vietnam ... Certainement pas avec « nos frères » du Golfe et à leur tête la Mo-

narchie saoudienne, ces roitelets qui s'accoquinent avec Trump et Netanyahu pour brader le pétrole sur injonction de leur mentor qui pompe sans considération de l'environnement, le gaz et le pétrole de schiste.

Ce cow-boy prive aussi, le Peuple palestinien martyr de ses droits à la vie, dans un État national souverain ...

À partir de cette expérience cubaine, nous pouvons dire que le capital humain a plus de valeur et impacte plus le bien-être d'une société que le capital financier exploitateur et spéculateur des actionnaires des grandes multinationales, y compris celles qui interviennent dans la Recherche médicale. Voilà pour nous, une première leçon à retenir. Cela veut dire qu'il faut s'éloigner au plus vite du mirage de la mondialisation inhumaine et de la course effrénée à l'enrichissement facile qui a fait perdre à de nombreux pays les valeurs humaines fondamentales et dont le nôtre n'est pas en reste.

Il faudra aussi que l'on se rappelle que le capital humain implique non seulement des connaissances, mais aussi, la conscience, l'éthique, la solidarité, c'est-à-dire tous ses sentiments humains auxquels il faut ajouter l'esprit de sacrifice. Cette seconde priorité est donc celle de la mobilisation de toute notre ressource humaine d'ici et d'ailleurs, sans exclusive ni calculs basés sur des intérêts politiques !

Cela dénote du travail sérieux qu'il nous faudra accomplir, pour mettre tout d'abord à niveau notre secteur de la Santé mais aussi, de la Recherche scientifique et de la Technologie auxquels s'ajoutent ceux de notre sécurité alimentaire ; ces secteurs qu'ont consciemment détruit depuis les années 80 et dont le rythme s'est accéléré avec l'arrivée du « boutéflisme » ... Des efforts considérables sont attendus des nouveaux dirigeants auxquels le peuple semble leur accorder, tout juste un sursis. Ils doivent montrer leur bonne volonté quant à la rupture avec le système rentier et prédateur qui a fait perdre à notre société, ses marques et ses repères humanistes de naguère. L'école algérienne restaurée et réhabilitée dans sa dimension citoyenne, doit être au cœur du grand chantier à ouvrir, car demain sera fait de plus en plus de solidarités agissantes, ou de distanciations sociales à hauts risques. C'est sur le choix pertinent du système de gouvernance que seront jugées les politiques publiques et la réactivité des gestionnaires de la vie publique.

Le défi dans ce cas, est d'éviter de laisser en marge de la marche du pays, des pans entiers de notre société. Cohésion sociale, égalité des chances, équité et solidarité sont alors, les maîtres mots dans la conduite des politiques publiques. Beaucoup plus d'hôpitaux mieux encadrés et opérationnels et moins de bitume semble être le choix à faire...

Oui ! Pour nous aussi, le capital humain est déterminant et ceux qui durant les deux dernières décennies ont favorisé son départ en exil doivent assumer la lourde responsabilité face à l'Histoire. C'est qu'ils ont fait le choix de la dilapidation des richesses de « leur » pays au détriment d'un authentique développement pour toutes et pour tous ... Sauverions-nous être cette fois-ci capables de prendre la mesure de ce grand défi ?

Pour finir je dirai : « ... Gloire à toi Peuple cubain merveilleux, fourmi ingénieuse durant plus d'un demi-siècle de résistance héroïque au blocus injuste qui te fut imposé par les yankees arrogants et va-t-en-guerre. Gloire à ton dirigeant Fidel CASTRO, le valeureux commandant qui a su simplement et par l'exemple, indiquer la voie à suivre, à ceux qui le veulent bien... Celle de l'Honneur, de la Dignité et du compter-sur-soi pour survivre en peuples libres et souverains ... Il est mort comme il a vécu, Grand parmi les plus Grands du 21^{ème} siècle, chez-lui dans son lit et ça me plaît de le souligner ... Très certainement, l'Histoire des justes évoquera son nom et l'on se rappellera toujours de lui ... »⁽¹⁾

* Professeur

1. Extrait de mon roman « cigales médusées » Sarah édition – 2017

■ Les F et les E 5, la theorie du 100^e singe

Par Mimi Massiva

1re partie

Après avoir libéré Paris, de Gaulle s'empresse de lui écrire une lettre pour le faire revenir de son exil d'Amérique latine. Au lieu de remercier le General, l'ingrat Bernanos le questionne: « La liberté, pour quoi faire ? » Comme si Feraoun dans son Journal écrivait « l'indépendance pourquoi faire ? Au lieu de : « vos ennemis de demain seront pires que ceux d'aujourd'hui. » Gide va dans le même sens en affirmant que le monde sera sauvé, s'il peut l'être, que par des insoumis. Que dire de « l'enfant d'Alger », Camus, quand il écrit dans La Peste : « La presse, si bavarde dans l'affaire des rats, ne parle plus de rien. C'est que les rats meurent dans la rue et les hommes dans leur chambre. Et que les journaux ne s'occupent que de la rue. » Ces lanceurs d'alerte dont la prophétie s'est réalisée à la puissance infinie seraient internés sous haute surveillance de nos jours. S'étouffer en rampant ou s'irradier en s'indignant. Eloquent quand la seule arme et le seul savoir se résument à « lavez-vous les mains et toussiez dans votre manche ! » On n'a pas d'autre choix quand on vit avec une tête de cigale et un corps de fourmi. C'est connu, les hybrides n'ont pas une grande espérance de vie. Qu'importe, l'important c'est de se goinfrer de pain blanc sans mastiquer et se distraire au virtuel sans bouger...

Dans son livre, « Dominer le monde ou sauver la Planète ? », Naom Chomsky, se basant sur les réflexions du célèbre biologiste Ernst Mayr, écrit : « L'idée selon laquelle « il vaut mieux être intelligent que stupide » est réfutée par l'histoire de la vie sur Terre, à en juger du moins par le succès biologique. En termes de survie, scarabées et bactéries réussissent infiniment mieux que les humains... « Vaut-il mieux être intelligent que stupide ? » Nous entrons dans une période de l'histoire de l'humanité qui permettra peut-être de répondre à la question. Le mieux serait qu'elle ne le fasse pas, car, si elle apporte une réponse définitive, celle-ci sera nécessairement que les humains ont été une sorte d' « erreur biologique », et qu'ils ont utilisé leurs 100000 ans à s'autodétruire, en anéantissant bien d'autres choses avec eux. » Exemple 1- Le témoignage d'une mère sur le rôle de ses deux fils durant la guerre de libération algérienne. Avant 1954, dans son douar perdu, personne ne savait que la France était là depuis plus d'un siècle. Si les primitifs ne bénéficient que rarement des bienfaits de la paix, les méfaits de la guerre ne les ratent pas. C'est ainsi que, pour la première fois, les deux garçons abandonnent leur montagne. Chance ou malchance : l'un tombe sur des moudjahidines, il devient moudjahid ; l'autre sur des soldats français et se mue en harki... Si l'intelligence signifie liberté sans dépendance et adaptation sans nuisance, les exilés de cette bourgade peuvent se considérer en avoir suffisamment. Dans une Algérie indépendante frappée par une crise économique, sociale, sanitaire, écologique et politique, combien de temps peut tenir un universitaire au chômage à qui on coupe l'eau et l'électricité ? Heureusement pour eux, s'ils ne se suicident pas, le stress générateur des maladies modernes les fera disparaître fissa. À moins d'avoir un parent papa Noël qui habite là-haut, dans un endroit maudit-béni épargné par la civilisation. De nos gourbis d'avant la modernité, Germaine Tillon parle de « villages souriants ». Une vie « indigène » loin de l'Ecole de Jules ferry avec la baraka d'Ibn Saoud et de l'Oncle Sam. Loin des deys et beys de la Sublime Porte avec leurs janissaires et des « 12 salopards ». Des guillemets car on ne sait pas quel est l'adjectif

« Je pense depuis longtemps que si un jour les méthodes de destruction de plus en plus efficaces finissent par rayer notre espèce de la planète, ce ne sera pas la cruauté qui sera la cause de notre extermination et moins encore, bien entendu, l'indignation qu'éveille la cruauté, ni même les représailles et la vengeance qu'elle attire... mais la docilité, l'absence de responsabilité de l'homme moderne, son acceptation vile et servile du moindre décret publié. Les horreurs auxquelles nous avons assisté, les horreurs encore plus abominables, auxquelles nous allons maintenant assister, ne signalent pas que les rebelles, les insubordonnés, les réfractaires sont de plus en plus nombreux dans le monde, mais plutôt qu'il y a de plus en plus d'hommes obéissants et dociles. » (Bernanos)

adéquat. A qui profite le crime ? Surtout pas aux éternels abonnés de la malchance.. C'est intéressant de voir, en ces temps où le virus menace l'espèce, confinés entre 4 murs en stockant de la malbouffe jusqu'au plafond, on nous annonce à longueur des 24h qu'il faut écouter la Voix officielle, qui elle-même avoue obéir à la Voix Mondiale, porte-parole des 300 familles dirigeantes. Pas de quoi faire un douar fiable si on mettait ces « dieux » à l'épreuve, genre télé-irréalité, pour une survie n'excédant pas quelques secondes.

Or, qu'avons-nous fait d'autre que d'écouter la Voix Officielle du berceau à la tombe ? Idem pour nos parents, nos grands-parents et nos ascendants jusqu'à la cime de l'arbre généalogique pas moins officiel. Pour en arriver à quoi ? À nous terroriser comme des rats à cause d'un virus malgré le gavage et recommandations du duo BigPharma-OMS, des supermarchés, des assurances-santé, des assurances-vie, des assurances-maladie, des assurances-bobo, des assurances-« vous le valez bien »... des cartes chiffrées et autres mirages. En Algérie, où on se plaint d'un système de santé leurre et des hôpitaux connectés au cimetière, une Pub sur deux concerne la santé. L'autre la bouffe. Comme partout. Le paysage en est imprégné jusqu'au délire. Hors des 4 murs, deux activités : acheter des aliments et des médicaments. Résultat, le virus tue des corps esquinés à l'avance par ces deux industries chimiques dans un monde où les politicards magouillent main dans la main. Corruption sur corruption, la relève s'assure automatiquement. C'est éloquent de découvrir, grâce au Hirak, que ce sont les rejets des généraux qui tiennent le commerce de notre santé, notre mangaille et les « bonbons » pour nos enfants. Et pour cause, une guerre a toujours besoin de son armée qu'elle soit économique ou territoriale... Avant de mourir, Pasteur lui-même a reconnu son erreur en certifiant que ce n'est pas le microbe qu'il faut combattre, mais ce qui l'entoure. Le problème avec le milieu c'est son flou. Aller remplir le caddy d'un milieu, lui faire un vaccin, le mettre sous-antibiotique, sous perfusion, le charcuter dans un bloc chirurgical, lui mettre une camisole et le bourrer d'antidépresseurs. C'est pourquoi l'abolement officiel l'ignore. Ne s'étonne même pas de notre vulnérable face à un mystérieux virus qui affole tout le monde : le chef, ni intelligent ni idiot et le soumis à 100 % idiot. Carl Gustav Jung, qui est loin d'avoir la célébrité préfabriquée de Pasteur, dit : « la maladie c'est l'effort que fait la nature pour retrouver son équilibre. » Au moment où on chasse Dieu en fermant les mosquées, les églises et tous les temples y compris les sanctuaires de Lourdes et la mise en quarantaine de la Sainte Vierge. Unique femme plusieurs fois citée dans le Coran... « La religion est tout ce qui leur reste quand on ne peut bouger horizontalement, on se déplace verticalement. » (Varsovie, ma Varsovie, Joyce Carol Oates). Disparu « ce qui leur reste » Nous vivons une époque formi-diable, dixit Philippe Jandrock.

Steven W. Moshe n'est pas n'importe qui : président de la Population Research Institute et expert sur la Chine reconnu internationalement, auteur de nombreux ouvrages... Il a étudié la biologie humaine à l'université de Stanford sous la direction du célèbre généticien italien Luigi Cavalli-Sforza. Titulaire de diplômes d'études supérieures en océanographie biologique, en études de l'Asie de l'Est et en anthro-

pologie culturelle... Sans oublier les titres, honneurs, récompenses etc. Dans son article « Est-ce que le coronavirus est une arme biologique de la Chine ? » Moshe cite le Dr Francis Boyle, expert en guerre biologique : « le coronavirus, dont nous parlons ici, est une arme biologique offensive qui s'est échappée du laboratoire de biosécurité de niveau 4 à Wuhan... des rapports antérieurs sur des problèmes avec ce laboratoire et des choses qui s'en échappaient. » Il évoque le livre « War's New High land » publié en 2017 par le général Zhang Shibo et révélant que « le développement de la biotechnologie moderne permet de voir progressivement les côtés forts de son utilisation offensive... d'attaques génétiques contre des ethnies spécifiques. » Moshe précise que Zhang était président de l'Université de la défense nationale de l'APL (armée populaire de la libération) et membre à part entière du 18^e Comité central du Parti communiste chinois (2012-2017) L'auteur évoque le cas du couple de scientifiques chinois expulsés, pour espionnage, dans le laboratoire biosécurité canadien de niveau 4 : « Le Dr Qiu est connue pour ses travaux sur le virus Ebola et le mari a publié des études sur le SRAS. L'enquête de la GRC (Gendarmerie royale canadienne) a révélé que tous les deux se rendaient fréquemment au laboratoire de Wuhan.

En fin de compte, la Chine a tout ce qu'il faut pour créer une arme biologique mortelle : la technologie, les installations et le biomatériau. Le Washington Post et d'autres médias ont fait couler beaucoup d'encre en essayant de nous convaincre que le coronavirus meurtrier est un produit de la nature plutôt que des activités humaines infâmes et que quiconque dit le contraire est un dérangé qui voit des complots partout. Lorsqu'un groupe de virologistes indiens a publié une analyse suggérant que le nouveau coronavirus contient des insertions qui ressemblent à des séquences de gènes du virus de VIH, ils ont été largement attaqués et les résultats... ont été « révisés »... Pour cet expert : « que ce soit une arme biologique en cours de développement ou non, il ne fait guère de doute que le coronavirus s'est échappé de l'Institut virologie de Wuhan. La proximité suggère la causalité. Après tout, si la première infection par coronavirus n'était que le résultat d'une transmission accidentelle d'un animal à un homme, comme on le prétend, cela aurait pu se produire n'importe où en Chine. Il est très curieux de constater que l'épicentre de l'épidémie se trouve exactement... où se trouve le seul laboratoire biosécurité de niveau 4 de Chine. » Il ajoute qu'il y a des antécédents, en 2004, le virus du SRAS s'est échappé 2 fois d'un laboratoire de Pékin provoquant une épidémie. Pour Moshe, il y a encore un indice de preuve soutenant les arguments d'une arme biologique : Sur l'Internet chinois, une rumeur, prétendant que c'est une attaque biologique des USA contre la Chine, n'a pas été censurée. Par contre, le gouvernement chinois censure tous les « rapports précis » sur l'épidémie... (Epoch Times 10/02/2020)

La piste de l'arme nCoV19 se précise de plus en plus... Dans le Virology Journal (28/02/2013), Gulfaraz Khan parle, en juin 2012, d'un nouveau coronavirus en Arabie Saoudite. Le même que celui de Wuhan à la seule différence, il n'est pas contagieux. (J.R. Nyquist, Epoch Times) Que s'est-il passé pour que la mutation,

normalement aléatoire et lente, ne se fasse qu'à Wuhan et d'une manière si spectaculaire. Et sous les yeux des deux leaders mondiaux des armes biologiques, la France et l'OMS, c'est-à-dire les USA. On imagine la fierté des 11 millions d'habitants en inaugurant leur laboratoire et leur terreur, le jour où leur four crématoire s'est mis à fonctionner 24h sur 24h. La Troisième Guerre mondiale sera virale ou ne sera pas. Une loi interdit ce genre de labo sur le territoire américain, c'est pour cela qu'on étudie les virus les plus dangereux pour les rendre encore plus meurtriers chez les autres, en Allemagne, en France, au Canada, en Ukraine et autres pays cools de l'ex-URSS. À méditer ou à prier. Quant à la transmission du virus de l'animal à l'homme, Luc Montagnier, le prix Nobel de médecine, découvreur du virus du sida (VIH) n'y croit pas un instant. Il va plus loin, en affirmant que nous avons tous le virus du sida à l'état dormant. (Youtube). Grosso modo, les virus ne connaissent pas la génération spontanée. Comme l'humain qu'ils habitent, à l'origine ils sont « zen ». D'où vient leur brusque folie ? L'éminent chercheur se contente d'avouer que la médecine moderne est impuissante et qu'elle devrait s'ouvrir aux médecines chinoises, indiennes et africaines. Après les avoir parasitées, détruites, le comble ! On comprend pourquoi les médias ne l'invitent pas, mieux, ils le soupçonnent de déséquilibre mental jusqu'à quasiment lui retirer son Nobel.

Pourtant, il est prudent comme son collègue le Pr Raoult, il ne franchit pas la ligne rouge des vaccins. Se contente de souligner l'évidence : l'autisme chez les enfants explose alors qu'il était pratiquement inexistant. Laissant le soin à d'autres chercheurs d'apporter la preuve en découvrant d' « énormes quantités d'aluminium dans le cerveau de personnes autistes décédées. » (www. collective-evolution.com / 2018/01/16/scientists-discover...) En Algérie et ailleurs, l'aluminium est partout, omniprésent, y compris dans le lait du bébé. Par chance, avalé, le corps l'élimine naturellement. Mais, par injection, il nécessite le miracle... Revenons à notre virus, certains ne croient pas à son existence, ils parlent de la « stratégie de choc » de terreur afin de justifier le « jour d'après » le Covid19. On parle du rôle de la G5, 10000 antennes nouvelles rien qu'à Wuhan. On ne compte plus le nombre de scientifiques, y compris le Pr Montagnier, qui alertent sur la synergie entre le virus et les ondes magnétiques. Grosso modo, plus les ondes sont élevées plus les virus qui dorment en nous se réveillent en ogres affamés et cinglés. C'est vrai aussi pour nos animaux domestiques qui finissent par hériter de nos tares. En Algérie, on suit sans savoir si on est concerné ou pas. Contrairement à Cuba, victime de plusieurs guerres bactériologiques dont la plus meurtrière le 8/08/1964 avec le virus de la dengue hémorragique introduite par la CIA. Résultat : 344203 personnes atteintes avec 158 décès dont 101 enfants de moins de 15 ans. (AgoraVox) Elle s'est remise en super géante à venir aider jusqu'en Chine et en Europe. Le monde à l'envers, dixit Michel Collon. En résumé, pour notre santé, il vaut mieux être ennemi qu'ami de l'Oncle Sam. Entre la stratégie de la terreur et du bluff, tout le monde vacille, devient maboul se pose des questions suicidaires et traque des réponses à faire des pics au cardiogramme d'un athlète olympique.

A suivre...

Le coronavirus terrasse la mondialisation économique



Par Farouk Nemouchi

La fin de la guerre froide a sonné le glas du bloc socialiste et consacré le triomphe de la mondialisation capitaliste. C'est le triomphe d'un libéralisme économique hégémonique, outrancier et arrogant qui fait peu de cas des valeurs humanistes et tourne le dos à l'idée de progrès et aux droits de l'homme. Une sainte alliance s'est formée entre les Etats des pays capitalistes, les institutions financières internationales, les grandes banques et les firmes multinationales pour gérer et défendre les intérêts d'une petite minorité. C'est une internationale qui applique un programme imposé par une mondialisation dont les promoteurs sont les grands barons de la finance internationale. Désormais l'objectif des grands acteurs économiques et financiers est la course aux profits générés par des transactions financières qui créent de moins en moins de richesses matérielles.

Le capitalisme financier a pris le pas sur le capitalisme industriel et la stratégie des barons de la finance vise à augmenter les dividendes et le cours des titres financiers dont l'évolution ne reflète pas les performances économiques réelles. Les grandes entreprises cotées en bourse réalisent des profits substantiels mais n'hésitent pas à licencier des salariés dans le seul but de diminuer les charges et valoriser le cours des actions sur les marchés boursiers. Ces pratiques dénotent d'une immoralité et d'une perversité qui n'a plus de limites et qui fait fi de la décence la plus élémentaire. Tous les pays sont tenus de se soumettre au diktat de la finance internationale et s'inscrire dans cette nouvelle configuration et malheur à ceux qui osent prendre leur distance en exprimant la volonté de s'engager dans des politiques de développement à la hauteur des aspirations des peuples.

De nombreux pays en ont fait les frais lorsqu'ils ont été contraints par leur endettement extérieur et obligés de se soumettre à des politiques d'ajustement extérieur qui n'ont jamais profité à leur population. Seuls les pouvoirs locaux illégitimes en ont tiré avantage car ils se sont mis au service d'une coalition mondiale qui n'a d'autres yeux que pour les matières premières du tiers monde et ses débouchés.

La crise financière de 2008 a mis au grand jour les limites d'un système économique mondialisé et donné l'espoir que des changements sont possibles et que ceux qui détiennent le pouvoir d'agir sont disposés à envisager des perspectives allant dans le sens d'un monde plus humaniste. Malheureusement les enseignements n'ont pas été tirés et la seule thérapie adoptée a consisté à injecter des milliers de milliards de dollars pour freiner la contagion entraînée par les produits financiers toxiques et sauver les privilèges des nantis de la grande finance capitaliste.

Le coronavirus, responsable d'une pandémie mondiale, rebat les cartes et provoque de profondes fissures dans l'espace géopolitique et économique à l'échelle de la planète. La mondialisation économique est terrassée par un virus qui a montré sa capacité à se mondialiser à une vitesse supérieure à celle des missiles les plus performants et ses dégâts collatéraux sont énormes et annoncent des révisions déchirantes.

L'union européenne suspend les règles de discipline budgétaire et met fin à une vision comptable qui a fait de l'équilibre budgétaire la finalité de sa stratégie. Le virus covid-19 a fait éclater la solidarité entre les pays du monde « libre » et le protectionnisme qu'ils ont toujours combattu et le repli sur soi sont devenus leur règle de conduite. L'Italie l'apprend à ses dépens et paradoxalement elle a trouvé le soutien auprès des pays qui sont mis habituellement sur le banc des accusés à l'instar de la Chine, la Russie et Cuba. Les images montrant des citoyens italiens brûlant le drapeau de l'union européenne sont symboliques d'un comportement qui annonce de profonds bouleversements à l'échelle des entités régionales et au niveau mondial.

Cette pandémie a mis en exergue les conséquences des politiques de délocalisation de la production industrielle par les firmes multinationales notamment dans le domaine des médicaments et dont les activités ont été transférées vers les pays où les salaires

sont les plus bas. Le processus de délocalisation a engendré un chômage massif dans les régions développées et transformé les salaires du tiers-monde en forçats des temps modernes. La pénurie des masques et le rationnement de certains médicaments comme le paracétamol ont suscité une vive polémique et des voix s'élèvent pour appeler à une relocalisation des industries.

Le drame causé par le coronavirus fait prendre conscience de l'impuissance des pays à faire face à cette pandémie et montre à quel point le domaine de la santé est demeuré le parent pauvre d'une mondialisation qui a fait croire au monde dit développé que les épidémies surviennent dans les pays du tiers-monde particulièrement en Afrique et pour s'en préserver, il suffit de contenir les flux migratoires et confiner les populations venues d'ailleurs dans leur pays d'origine. Pour les chantres de la mondialisation économique et la globalisation financière seule compte la libre circulation des marchandises et des capitaux.

Les scientifiques et les médecins montent au créneau pour dénoncer le désintérêt des pouvoirs publics à l'égard du secteur de la santé pour des raisons budgétaires et les grands groupes pharmaceutiques sont pointés du doigt car elles se focalisent principalement sur les activités qui font gagner de l'argent. Les grands laboratoires pharmaceutiques sont moins enclins à se lancer dans la recherche pour découvrir un vaccin car l'investissement requis pour sa fabrication est un processus long et complexe et la rentabilité espérée n'est pas assurée surtout si l'épidémie disparaît sur le court terme.

Les parrains de la mondialisation sont allés jusqu'à imposer une normalisation comptable internationale (les fameuses normes IAS-IFRS) qui stipule que « les dépenses de recherche-développement sont inscrites à l'actif uniquement lorsqu'elles répondent à certains critères indiquant qu'il est probable de recevoir des avantages futurs. En d'autres termes l'activité de recherche est reconnue sur le plan comptable uniquement si elle génère des revenus et les entreprises s'engagent dans cette voie si et seulement si les frais de recherche développement participent au lancement d'un nouveau produit rentable. C'est une conception purement mercantile de la recherche appliquée dictée par les seuls intérêts des actionnaires et par conséquent elle est incompatible avec la recherche fondamentale dont les résultats sont aléatoires et se manifestent sur le long terme. Cela est surtout vrai dans le domaine de la santé car les recherches d'aujourd'hui préparent les traitements de demain. La santé des individus n'est pas la priorité d'un système économique mondialisé et ceux qui régissent le business international voient ailleurs car leurs yeux sont rivés sur les indices boursiers. La recherche fondamentale est sacrifiée sur l'autel de la finance spéculative et le drame provoqué par le Covid-19 témoigne des effets du désengagement des Etats et des acteurs économiques dans la prise en charge des besoins sanitaires de la population mondiale. Il est inconcevable qu'à l'ère de l'intelligence artificielle, des pays bien nantis sur le plan industriel et technologique sont incapables de produire les masques de protection, les tests de dépistage et les respirateurs pour répondre dans l'urgence à une demande grandissante. Lorsqu'il s'agit de faire la guerre, les complexes militaro-industriels montrent une capacité de réaction inouïe pour produire les armes les plus sophistiquées en quantités et en un laps de temps. Mais il est vrai que produire un masque formé d'un morceau de tissu et d'un bout d'élastique a une rentabilité très inférieure à celle d'un missile ou d'un char même si le premier sauve des vies humaines alors que le second tue.

La mondialisation du coronavirus a sapé les fondements de la mondialisation économique et les peuples du monde entier découvrent avec effarement l'inhumanité de ce monde dit libre qui a la prétention de s'ériger en modèle dans le domaine des droits de l'homme. La vraie démocratie est avant tout humaine et pour cela elle doit permettre à chaque individu de manger à sa faim, se soigner et s'éduquer. Cette pandémie inattendue a le mérite de faire prendre conscience aux peuples que l'humanité est condamnée à emprunter une trajectoire qui garantit une répartition des richesses avec plus d'équité. Aujourd'hui l'essentiel est de stopper cette catastrophe sanitaire et de trouver les moyens de conjurer les conséquences désastreuses d'une récession économique mondiale qui selon certains avis est plus grave que la crise de 1929.

LA CHRONIQUE
DU BLENDARD

Paris : Akram Belkaïd



Foutez la paix aux gens

Les gens sont fous. Ou tarés. Ou les deux à la fois. Je ne vous parle pas des abruti.e.s qui continuent à faire leur footing chaque matin alors qu'il est prouvé que les sécrétions projetées pendant la course peuvent contaminer à plusieurs mètres à la ronde. Non, là, je vous parle des tenants du, allez hop, on ne va pas se laisser déborder par l'oisiveté.... Depuis le début de la crise pandémique et de la mise en place du confinement général, nous sommes submergés d'injonctions à continuer absolument « à faire ». Nous voilà bombardés de listes de livres à lire, de musiques à écouter, de spectacles à visionner, de musées virtuels à visiter, de programme d'entretien corporel à respecter ; tout cela comme si l'idée de « ne rien faire » en ces temps difficiles était inacceptable ou honteuse. Or, il n'y a rien de grave à faire un repli sur soi, à écouter le silence, à s'emplir de ce vide forcé et à utiliser cette vacuité pour résister à la panique et au stress ambiants. Nous sommes en jachère forcée, et ce n'est pas la fin du monde.

Derrière cela, il y a toujours et encore la même idée : celle selon laquelle on peut résister à tout, que l'on peut continuer à faire comme si de rien n'était quelle que soit la catastrophe en cours. Que, finalement, l'exceptionnel n'est pas si exceptionnel que ça.

Or, la vérité la voici : nous vivons une mise en parenthèse mondiale. Soit on reconnaît le caractère à part de cette situation, soit on persiste dans le déni et on continue d'emm... les gens. Est-ce si difficile à comprendre ? Des gens meurent, des malades se débattent dans leurs lits contre la fièvre et les difficultés respiratoires, des entourageurs sont saisis par la crainte et par le doute mais les « prescripteurs » donnent le la.

Il faut bouger, il faut s'agiter. Tout va très bien madame la marquise.

Mais il y a pire. Les adeptes de la « continuité d'activité » sont déchainés. Exemple, cette structure, publique, qui devait m'accueillir pour une conférence à la fin du printemps et qui tient absolument à ce que je tienne la dite conférence via internet. Et de me bombarder de liens pour télécharger tel ou tel logiciel et pour apprendre à l'utiliser « convenablement » en un temps record. Mais, monsieur, j'en ai pas envie de me former « maintenant » à je ne sais quel logiciel. Ce n'est pas le moment. Il y a d'autres urgences. Dans le lot, et nombre d'amis m'en parlent car cela ne me concerne pas, il y a aussi les dingues de la visio-conférence alors que jamais les réunions, déjà inutiles, n'ont été aussi inutiles...

Témoignage d'une amie travaillant dans une entreprise

spécialisée dans l'Intelligence artificielle. « Mon chef fait partie de ces Parisiens qui se sont sauvés de la capitale. Il a une maison du côté de Bordeaux. Il nous oblige à faire deux visio-conférences par jour. Comme ça, juste pour nous tenir en laisse. Il le dit lui-même, on n'est pas en vacances sauf que pour lui, on sent bien que c'est le cas. Il est même content qu'on voie sa piscine en arrière-plan. On n'a pas grand-chose à se dire. Quelques courriels devraient suffire mais non. Il continue à être le chef. »

Ah les bons petits soldats de la mondialisation heureuse... Ces gens qui ont pillé les pharmacies parisiennes avant de quitter la ville et d'emmener le virus dans des déserts médicaux. Ces gens qui trouvent normal que des ouvriers, des caissières, des éboueurs continuent de travailler en étant exposés au virus. Ces gens qui n'ont pour les plus humbles que mépris de classe. Je ne sais pas comment sera l'après-Covid mais j'espère que nous allons pouvoir réduire l'influence et l'emprise sur la société de ces nuisibles. Sinon, la prochaine fois sera pire. Dans les circonstances que nous vivons, il est des continuités d'activité qui sont inutiles et qu'il convient de reporter. Que l'on fonctionne à minima, soit.

Que chacun mène sa mission dans son coin, d'accord. Mais faire feu de tout bois en se la jouant brave londonien impassible subissant avec courage le Blitz et les V2, non.

Cela vaut pour les écoles aussi. A quoi bon surcharger de devoirs des gamins anxieux qui, de toutes les façons, les traiteront par-dessus la jambe ? Il y a d'ailleurs une injustice de traitement scandaleuse dans cette école à distance. Certaines familles ont plusieurs ordinateurs, une imprimante et un scanner. D'autres pas. Et il existe aussi des familles qui n'en ont pas du tout. Chez certains, l'ordinateur est vieux et ne peut pas utiliser tous les logiciels nécessaires. De cela, le gouvernement français et son clownsque (dangereux) ministre de l'éducation ne semblent guère s'émouvoir.

Tout cela parce que l'objectif, politique, est d'éviter l'année blanche. Pour pouvoir pavoiser par la suite en affirmant que l'essentiel a été sauvé. Mais de quel essentiel parle-t-on ? Que vaut un bac dont de nombreuses épreuves de contrôle continu se déroulent à la maison. Dans certains foyers, les parents aident. Dans d'autres, ils ne le peuvent pas. Dans cette affaire, l'égalité inscrite au fronton des mairies semble bien relative. Bref. On ferait mieux de laisser les gens tranquilles plutôt que de s'agiter inutilement comme ces pauvres gars qui rangeaient les transats sur le pont du Titanic.

Contrairement à l'approche algérienne qui a misé sur les travaux du comité technique conjoint de l'OPEP+ en vain et qui s'est avéré inefficace ou n'a pas profité de sa présidence de la conférence pour mettre de l'ordre par un discours tranchant.

■ Paradoxe : pourquoi l'AIE défend maintenant les producteurs de pétrole



Par Reghis Rabah*

Le nigérian dont le pays se trouve dans la même situation que l'Algérie, Mohammed Sanusi Barkindo, a profité de sa position de secrétaire général de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) pour se rapprocher du cartel des consommateurs, l'Agence internationale de l'Energie (AIE) afin de trouver une solution pour les pays vulnérables et victimes de cette baisse dont les causes sont doubles. En effet, la pandémie a drastiquement réduit la demande, accélérée par la décision de l'Arabie Saoudite d'ouvrir les vannes pour inonder le marché en entraînant dans son sillage les Emirats Arabes Unis et le Koweït sans compter le rabais sur achat de son pétrole qu'elle compte accorder pour l'extension de son marché dans le monde. C'est ainsi qu'un premier contact a eu lieu le 16 mars dernier entre le secrétaire général de l'OPEP et le directeur exécutif de l'AIE, ils ont discuté de la situation du marché pétrolier et de sa dégradation de jour en jour devenue préoccupante aussi bien pour les pays producteurs que ceux consommateurs. Ils ont fait une déclaration conjointe disponible sur le site du cartel (01). Les deux dirigeants ont exprimé de profondes inquiétudes au sujet du coronavirus (COVID-19), lit-on, qui est déjà une crise sanitaire mondiale grave et sans précédent avec des conséquences économiques et sociales potentiellement profondes. Le Dr Birol et SG Barkindo ont évalué l'impact du virus et la récente volatilité généralisée des marchés financiers et pétroliers sur l'économie mondiale. En particulier, ils ont discuté des risques inhérents à la dynamique en évolution rapide, y compris les développements les plus récents sur les marchés mondiaux du pétrole. Ils ont convenu que ceux-ci créent des impacts matériels, en particulier pour les citoyens des pays en développement, y compris ceux qui dépendent fortement des revenus de la production de pétrole et de gaz pour les services essentiels et qui sont particulièrement vulnérables à la volatilité du marché. Ils ont examiné l'impact sur les pays en développement vulnérables et ont noté que si les conditions actuelles du marché continuent, leurs revenus tirés du pétrole et du gaz chuteront de 50% à 85% en 2020, atteignant les niveaux les plus bas en plus de deux décennies, selon une analyse récente de l'AIE. Cela

est susceptible d'avoir des conséquences sociales et économiques majeures, notamment pour les dépenses du secteur public dans des domaines vitaux tels que les soins de santé et l'éducation. Ils ont tous deux souligné l'importance de la stabilité du marché, car les effets d'une volatilité extrême sont ressentis par les producteurs, en particulier en termes de revenus indispensables, ainsi que par les producteurs et les consommateurs, qui sont affectés par un marché instable et imprévisible.

UNE DIZAINE DE JOURS APRÈS, FATIH BIROL EST ALLÉ BEAUCOUP PLUS LOIN

En effet, fort par cette cohésion entre les deux organisations, Dr Fatih Birol a asséné certaines vérités sur le manque de volonté de l'Arabie Saoudite et de la Russie de contribuer à la stabilité des prix du marché dans l'intérêt général. Dans un entretien qu'il a accordé aux « Echos » dans sa livraison du mercredi 25 mars dernier, le directeur exécutif de l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) le turc Fatih Birol n'est pas allé avec le dos de la cuillère par sa sévérité envers l'Arabie Saoudite et la Russie qu'il considère comme responsables de la chute actuelles des cours du pétrole par leur comportement irresponsable qui s'est éloigné de l'objectif qui les rassemble dans cette organisation œuvrer pour la stabilité du marché. Pour lui « Les citoyens du monde se souviendront que des grandes puissances qui avaient le pouvoir de stabiliser l'économie de nombreux pays dans une période de pandémie sans précédent ont décidé de ne pas l'exercer » en conséquences « l'histoire les jugera » poursuit-il. Par cet acte déstabilisant, ils ont mis certains pays producteurs en difficulté. L'Arabie Saoudite a choisi d'inonder le marché suivie par les Emirats Arabes Unis et le Koweït en dépit de l'effondrement de la demande avec la pandémie du nouveau coronavirus se tire une balle dans le pied mais « agit pour des considérations politiques et diplomatiques » observe Dr Fatih Birol. Quant à la Russie qui a refusé de nouveaux accords avec l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole pour limiter la production, tente par là de « terrasser la production de pétrole de schiste mais cela ne marchera pas car des que la demande mondiale de pétrole repartira, les cours remontrons et le schiste fera vite son retour ». Pour sortir de la crise, le directeur exécutif qui représente les pays consommateurs estime la seule voie de relance économique généralisée après cette pandémie pour

soutenir la demande soit un accord des grands pays producteurs pour stabiliser la production. Il dit être en contact permanent avec le secrétaire général de l'OPEP et avec les ministres des Etats exportateurs « mais rien de concret n'en est ressorti pour l'instant ». Pourtant, les pays du G20, avaient promis d'améliorer le dialogue entre les pays producteurs et consommateurs de pétrole et s'étaient engagés à plus de transparence pour limiter la volatilité des prix, cette fois-ci un sommet de G7 organisé sous la présidence de l'Arabie Saoudite par vidéo conférence s'est tenu au début de la pandémie n'a soufflé mot sur cette chute des prix vertigineuse.

CETTE OFFENSIVE DE L'AIE COMMENCE À APPORTER SES FRUITS

Jusqu'à présent Vladimir Poutine est sous influence jugent les médias russes de son ami de 30 ans. Il s'agit du nouveau Monsieur Niet, un personnage intrigant, machiavélique, discret, mais très écouté. Proche parmi les proches de Vladimir Poutine, c'est lui qui a convaincu le maître du Kremlin de rompre avec l'OPEP. Igor Setchine, le très puissant PDG du géant du pétrole russe Rosneft. Cheveux courts, mâchoire carrée, regard impassible, l'homme a l'allure classique de l'oligarque dominateur. Âgé de 59 ans, Setchine est en vérité beaucoup plus que cela. Ancien vice-Premier ministre de l'Energie, il est au cœur de tous les secrets du régime, à l'intersection de la politique et de la technocratie militaro-industrielle. Il est surtout l'homme qui murmure à l'oreille du président russe. Depuis fin 2016, la politique de Moscou est calquée sur celle de Riyad. Pour soutenir les cours, les deux pays ont diminué drastiquement leur production. Il se trouve que cette politique qui plaisait à Igor Setchine. Le patron de Rosneft estime que la réduction de la production russe favorise les Etats-Unis. Il a réussi à le convaincre le 5 et 6 mars dernier lors de la réunion de l'OPEP+ de refuser une nouvelle réduction de la production de 1,5 millions de barils par jour décidée par les 13 membres du cartel pétrolier sous le leadership du royaume wahhabite. Mais l'évolution de la pandémie du coronavirus devait fausser ces calculs. Comme cela a été noté, la manipulation du prix du pétrole par l'Arabie saoudite a ciblé la Russie à deux reprises. Cette fois, les effets d'un prix bas ont frappé Moscou particulièrement durement en raison des sanctions déjà en place combinées au faible rouble. La semaine dernière, dans un effort pour défendre sa monnaie, la Banque de Russie a relevé ses taux d'intérêt à 17%. La mesure a échoué, le rouble ayant chuté de 20% supplémentaires, ce qui a fait spéculer que le pays pourrait imposer des contrôles des capitaux. Pendant ce temps, Poutine a profité de l'occasion dans son discours télévisé annuel pour annoncer que si l'économie devrait souffrir pendant les deux prochaines années et que les Russes devraient se préparer à une récession, « notre économie se diversifiera et les prix du pétrole remonteront ». Le samedi 2 mars, lorsque les prix du baril se sont sérieusement détériorés pour passer à la barre de moins 25 dollars et l'économie mondiale confirme sa récession comme en 2009 après la crise financière de 2008, on commence à entendre un autre son de cloche du côté de Moscou. Cette fois il vient de Kirill Dmitriev, le patron du fond souverain russe d'investissement. Il tend la main pour un nouvel accord dans le cadre de l'OPEP+, regroupant des pays producteurs de pétrole membres ou non du cartel, est de l'ordre du possible si d'autres Etats rejoignent l'initiative. Il n'a pas précisé en revanche à quels pays il pensait. Même si les Etats Unis ne participent pas à ce groupe informel, de nombreux observateurs pensent qu'ils le sont indirectement par le biais de l'Arabie Saoudite. Cela ne s'est pas attendu car Donald Trump a déclaré le 29 mars dernier que Washington pourrait s'impliquer « le moment venu » dans la guerre des prix déclenchée par l'Arabie saoudite et la Russie qui frappe durement les industriels américains du gaz de schiste, pénalisés par leurs coûts de production élevés. Rapporté par le Wall Street Journal, l'administration Trump envisage une manœuvre diplomatique pour amener l'Arabie saoudite à fermer ses robinets et utilise la menace de sanctions sur la Russie pour les forcer à réduire leur production. Pour ce responsable russe, qui a du recevoir l'aval de Pou-

tine par évidence même « des actions conjointes entre pays sont nécessaires pour rétablir l'économie mondiale. Ces actions conjointes sont aussi possibles dans le cadre de l'accord OPEP+ ». Pour rappel, le directeur du Fonds d'investissement direct russe (RDIF) et le ministre de l'Energie, Alexander Novak, étaient les principaux négociateurs russes de l'accord OPEP+ qui arrive à expiration le 31 mars.

L'ARABIE SAOUDITE AUSSI EST DANS UNE MAUVAISE PASSE

Rudes temps pour Riyad, l'action combinée de la réduction de la demande mondiale et du déflationnement des exportations saoudiennes devrait faire déraiser le déficit budgétaire, prévu à 6% du PIB pour cette année avant même le début de la crise. Le « point mort budgétaire », le prix en dessous duquel le budget saoudien tombe dans le rouge, est estimé à 83,6 dollars le baril cette année. Or, le prix de l'or noir avoisine les 25 dollars le baril aujourd'hui. L'Arabie saoudite pourrait afficher un déficit commercial en 2020, situation extrêmement inhabituelle. Chaque semaine, Riyad perd 1,75 milliard de recettes en devises par rapport à la situation d'avant crise. C'est la deuxième fois consécutive en utilisant la même stratégie pour gagner et défendre ses parts de marché qu'elle s'est faite arrosée. Rappelons que suite à sa stratégie de 2014, elle a été frappée de plein fouet par la chute des cours de l'or noir. En raison d'une division par trois du prix du brut en 18 mois, le principal exportateur mondial de pétrole a présenté, un budget 2016 en déficit, le troisième consécutif dans ce cas. Et pour un montant impressionnant : 19% du PIB, soit 87 milliards de dollars, à peine inférieur, en proportion, au déficit record de 2015. Ce dernier, a dépassé les 21% du PIB (98 milliards de dollars, alors que bien des analystes tablaient même sur 130 milliards), un ratio comptant peu d'équivalent au monde. Cette fois-ci avec la crise de la demande fortement rétrécie par cette pandémie du coronavirus et quelque soit le niveau d'augmentation du volume, le déficit y demeurera important. Pour une augmentation de sa production de 20% avec un prix de 35 dollars le baril, le déficit sera établi autour de 125 milliards de dollars maintenant si le prix descend comme c'est la tendance aujourd'hui à 20 dollars, il passera à 190 milliards de dollars. Selon les analystes, de nombreux facteurs vont l'obliger de revoir sa stratégie offensive pour une guerre des prix : Sa stratégie confiée au cabinet McKinsey de réduire sa dépendance du pétrole n'a pas selon toute vraisemblance ramené ses fruits. Elle a souscrit sa première obligation souveraine voilà déjà plusieurs années. La mise à la bourse de l'Aramco non seulement n'a pas été appréciée au montant initial de 2000 milliards de dollars mais n'a drainé aucun étranger. Il n'est pas extraordinaire soutiennent de nombreux analystes que les 500 milliards de dollars aient été levés par des fonds internes du cercle du royaume. L'Arabie saoudite est passée de moins de 6 millions d'habitants en 1970 à près de 35 millions aujourd'hui. Sa capacité à subir des pertes pourrait être beaucoup plus faible qu'on le laisse entendre.

LE DÉPARTEMENT AMÉRICAIN DE L'ÉNERGIE (EIA) EST EN ALERTE

Les actions des foreurs de pétrole de schiste se sont effondrées de 25% à 50% et poursuivent cette descente en enfer à ce jour. Leurs liens se sont massacrés. La stratégie de guerre des prix entre l'Arabie saoudite et la Russie semble avoir réussi à anéantir les investisseurs du secteur américain du pétrole de schiste. C'était tellement chaotique et brutal sur le marché du pétrole brut aujourd'hui que l'EIA, qui fait partie du département américain de l'Energie, a envoyé par courrier électronique une déclaration selon laquelle elle devrait retarder ses Perspectives énergétiques mensuelles pour figurer dans tout le chaos : « Nous avons retardé la publication des perspectives énergétiques à court terme afin de laisser le temps d'incorporer les récents événements du marché mondial du pétrole. Les perspectives seront maintenant publiées le mercredi 11 mars à 9h00. Les marchés pétroliers attendent de ce qui va ressortir du sommet virtuel du G20 ce jeudi ?

* Consultant, économiste pétrolier

Walis et maires : veni vidi vici ?



Par Cherif Ali

Cette instruction a étonné plus d'un dés lors que ces mêmes walis ont été « déjà instruits » par le président de la République, Abdelmajid Tebboune, qui les a exhorté à réaliser un recensement global des zones d'ombre où vivent des citoyens défavorisés, soulignant dans ce sens : « je vis la réalité du citoyen et je n'accepterai jamais qu'il y ait un citoyen de première zone et un autre de deuxième ou de troisième zone. Les fruits du développement doivent s'étendre à toutes les régions et à l'ensemble des citoyens ».

Ne l'ont-ils pas entendu ces walis lors du dernier conclave qui, certes s'est achevé sur un air de déjà vu, déjà entendu et aussi, meublé en grande partie par les discours pompeux de certains ministres qu'ils aiment à tenir, lorsqu'ils veulent se montrer soucieux de l'essor économique des collectivités locales ?

Est-ce à dire qu'ils ont fait leur cette fameuse devise de César : Veni vidi vici ?*

Ils s'en sont retournés dans leurs wilayas après s'être vu répéter qu'ils doivent prendre des initiatives. Les plus anciens blasés par les discours creux retomberont dans leur routine, quant à ceux nouvellement nommés, ils vont essayer de se décarcasser au mieux.

Maintenant que les projecteurs du club des pins se sont éteints le premier ministre leur a fixé un cap : créer de la richesse et de l'emploi !

Certains d'entre eux n'ont pas caché leurs inquiétudes en affirmant : on ne peut pas réussir en 3 mois voire une année, ce que nos prédécesseurs n'ont pas réalisé en 50 ans !

pour faire adhérer, massivement, la population à la démarche du gouvernement et cap fixé par le premier ministre, l'implication des élus est indispensable ; or, ces derniers, pluripartisme oblige, ne sont pas toujours en phase avec l'exécutif de wilaya, et de ce fait, l'objectif recherché devient, quasiment, impossible.

A moins qu'il n'y ait une forme de réconciliation à l'occasion de la grave crise sanitaire que l'on vit entre les différentes forces du pays ?

Sacré dilemme pour les walis !

Ils sont, avec les présidents d'APC, en première ligne pour mettre en œuvre l'instruction du premier ministre Abdelaziz

Pour limiter les répercussions économiques et sociales des mesures de confinement instaurées pour endiguer la propagation du Covid19 en Algérie, les walis ont été instruits par le Premier ministre, Abdelaziz Djerrad, de mettre en œuvre un dispositif particulier pour : recenser les familles démunies et celles ayant besoin d'accompagnement en cette période de confinement, assister les pouvoirs publics dans la distribution des aides et dans toutes les opérations engagées au profit de ces derniers, et enfin, d'informer les autorités locales des préoccupations et besoins des populations concernées.

Djerrad au niveau local ; dans ce domaine toute faute peut entraîner une révocation immédiate par le pouvoir politique !

La pression politique qui pèse sur eux s'est accentuée avec le temps, ils doivent composer avec une sphère politique locale dont les impératifs ne recoupent pas toujours parfaitement, avec ceux de l'administration dont le wali incarne l'autorité.

Il y a aussi le manque d'informations concernant la consistance et l'état des moyens à mobiliser à l'échelon national et aussi des ressources humaines à réquisitionner quand une catastrophe de type corona virus touche une ou plusieurs wilayas, ce qui laisse perplexe les responsables en charge de coordonner les secours, en l'absence d'un fichier central informatisé et mis à jour par le ministère de l'intérieur.

Pour les plus anciens, c'est clair, ils vont jouer la montre en attendant la prochaine rotation qui, par devers eux, viendra compliquer davantage leur vie de famille.

Quant à ceux nouvellement nommés, ils vont essayer de se décarcasser au mieux, apprendre à gérer tous les risques et surtout soigner leur communication !

Le stress s'est installé à tous les niveaux de la chaîne, tout le monde se couvre ; chacun agit avec l'idée de se prémunir en cas de pépin ! Résultat, une forme de fébrilité s'est emparée notamment des walis. Personne ne veut risquer d'être identifié à l'origine d'une faute, d'autant plus qu'en cette période précise, il se murmure qu'un mouvement est en préparation.

A la décharge de nos walis !!!

Il faut admettre qu'ils ne sont pas réellement dotés des pouvoirs qu'on leur prête.

La première limite, a précisé quelqu'un, se trouve au niveau de la conception - même - de la fonction : leur action est noyée dans une multitude de tâches qui grèvent leurs capacités de réflexion et de planification. Des avaloirs bouchés aux ordures ménagères, en passant par la voirie, leur énergie se consume dans des missions censées être accomplies par les APC et les services spécialisés.

À force de s'occuper de tout, le wali donne parfois l'impression de ne

s'occuper de rien...comme il se doit.

La seconde tient à l'interventionnisme étouffant des administrations centrales à travers un fatras de circulaires et de messages qui entravent leurs actions en compliquant les procédures. Prenons l'exemple de la capacité du wali à affecter des terrains pour l'investissement. Depuis l'été 2011, les wilayas ont attribué des dizaines de milliers d'hectares de terrains d'investissement. En cinq ans, peu de projets ont connu une avancée sur le terrain et un nombre insignifiant a été achevé et mis en exploitation.

D'ailleurs, l'explication vient des walis eux-mêmes : complexité des procédures administratives dont les solutions dépendent des multiples intervenants aux niveaux central et local. En résumé, si le wali affecte les terrains, le reste des procédures lui échappe dans une large mesure.

Des proconsuls les walis ?

Wali, une fonction instable, parce qu'il est censé gérer l'ordre public, instable aussi parce que les titres de la presse ou une vidéo sur les réseaux sociaux peuvent suffire à déclencher une grosse colère à El Mouradia ou au palais du gouvernement.

Les contraintes personnelles, tout comme la pression politique ou celle des citoyens ont transformé la mission du wali. Un wali sous couvert d'anonymat, l'avait déploré laissant entendre « que les relations directes avec l'exécutif comptaient, désormais, au moins autant que les compétences ».

Les communes vont mal

Plus de la moitié d'entre elles soit 62%, sont déficitaires, alors que les plus riches ne représentent que 7% de l'ensemble des APC. Quant au reste, elles «vivent» comme elles peuvent et le service public s'en ressent bien sûr ! Elles vont souffrir cette année pour cause de crise, et plus précisément à cause de la baisse du taux de la taxe sur l'activité professionnelle (TAP). Ce qui impacte gravement la trésorerie des communes. En valeur absolue, c'est une perte de près de 80 milliards de dinars. Pour la précision, rappelons que 58% des recettes commu-

nales proviennent de la TAP, 35% de la TVA et que les autres impôts ne représentent que 4% de la fiscalité locale.

Toutefois, il faut rappeler cette vérité : les communes ne disposent pas, contrairement à ce qu'on pense, du pouvoir fiscal. Elles sont tributaires de la redistribution de la fiscalité ordinaire par le biais du Fonds commun des collectivités locales qui s'est transformé entre temps en Caisse des garantie des collectivités locales, tout en gardant ses vieilles habitudes et sa frilosité légendaire.

Il y a aussi ces inadéquations entre cette redistribution et les missions attribuées aux communes, dont la plupart trouvent d'énormes difficultés pour financer des projets, et surtout à prendre en charge l'entretien des établissements scolaires et autres centres de santé.

En fait, la véritable réforme à faire dans les collectivités locales réside dans la réforme des finances et de la fiscalité locales. Il ne sert à rien de confier à une commune trop d'attributions si elle ne dispose pas de ressources ou n'en n'était pas capable d'en mobiliser ; des APC disposent, pour certaines, de ressources patrimoniales très importantes, mais peu d'entre-elles font l'effort de les récupérer ou de les valoriser. Un chiffre pour illustrer ce propos : le rendement des biens immobiliers des communes ne dépasse pas les 7% des ressources locales !

En conclusion

Aujourd'hui, et c'est une des leçons à tirer du Covid19, il faut aller vers l'établissement de « contrats de performances entre les maires et les walis », les uns et les autres sont, en principe, tenus de rendre compte, non seulement, des taux de consommation des crédits mais aussi et surtout, de la valeur ajoutée en matière d'investissement, de postes créés en matière d'emploi, de ressources propres valorisées et de nombre de problèmes réglés.

Pour l'heure, tant les maires que les walis sont tenus de rendre supportable le confinement imposé aux populations dont certaines sont vraiment dans le désarroi et le dénuement ; d'où l'instruction du premier ministre, lui-même missionné par le président de la République.

Et l'urgence est signalée !

*Veni, vidi, vici est une célèbre expression employée par Jules César en 47 av. J-C. Elle peut être traduite en français par « je suis venu, j'ai vu, j'ai vaincu ». Par son laconisme typiquement latin, cette phrase devint célèbre pour désigner tout succès foudroyant.

médiatic

Par Belkacem
Ahcene-Djaballah
Livres

TOUJOURS SI PROCHES !

**ÉCHOS LITTÉRAIRES
D'UNE GUERRE. ŒUVRES
ALGÉRIENNES ET GUERRE
DE LIBÉRATION NATIONALE.**
Essai de Christiane Chaulet
Achour. Dar Khettab, Boudouaou,
2019, 151 pages, 700 dinars.

Voilà une recension (d'œuvres de l'esprit) qui donne un état des lieux (le champ littéraire) quand un pays bascule du statut de colonie à celui de nation... avec des conditions d'écriture et de publication problématiques. Avec le choix de l'année 1962... «une année à deux visages, répartie en parts égales» (janvier - juin 62, avec un pays en proie à tous les actes les plus désespérés... et juillet - décembre 62, avec un pays où, malgré les luttes des clans politiques, on a un élan formidable de désir de paix et de liberté).

L'auteure évoque d'abord l'amorce de la constitution d'un «récit national» par la résistance au colonialisme, à travers les nouvelles écrites durant la guerre ou dans les premières années de l'indépendance. Ensuite, on a une sorte d'enquête sur le lieu où se trouvent alors les premiers acteurs du champ littéraire, les auteurs et les écrivains et sur la manière dont se manifeste leur visibilité.

**AADI FLICI ET D'AUTRES. ALGER
1967 - UN SI PROCHE ÉTRANGER.**
Recueil de textes présenté
par Agnès Spiquel. El Kalima
Editions. Collection Djib, Alger
2018, 157 pages, 600 dinars.

«Camus n'est pas un traître à l'Algérie puis qu'il n'était pas Algérien. Il n'était pas un déserteur puisqu'il n'a jamais rejoint les rangs de ceux qui ont fait l'indépendance. Il n'était pas un objecteur de conscience puisqu'il avait en réalité préféré sa mère à la Justice. Nous n'avons aucun droit de le condamner puisqu'il n'était pas à nous, avec nous,

Les ouvrages algériens édités en 1962 sont composés surtout de témoignages : F. Abbas, A. Ouzegane, Y. Saâdi, A. Benzine, Moussa Lachtar, Mouloud Feraoun. Il y a aussi des essais : surtout F. Fanon et Mostefa Lacheraf. Des romans avec Mourad Bourboune, Assia Djebar, Mohammed Arabdiou, Dib Mohammed. Du théâtre avec Kateb Yacine, Mohamed Boudia. Et de la poésie, bien sûr, avec Boualem Khalfa, Nordine Tifafi et Jean Sénac. Sans oublier les œuvres éditées par des Français proches ou adhérents à la lutte de libération et/ou favorables à l'indépendance de l'Algérie : Simone de Beauvoir (avec «Djamila Boupacha»), Gisèle Halimi, Pierre Bourdieu, Robert Bonnaud, Léon-Etienne Duval, Paulette Péju, Pierre Vidal-Naquet.

Le ton est donné avec l'émergence du champ littéraire national... la «Nouvelle» prenant le pas... un véritable phénomène de masse aidé par la presse qui les publie rapidement. L'auteure a recensé une trentaine d'écrivains, auteurs militants ou témoins... En dix années (62-72) il a été dénombré quelque 500 nouvelles dont les trois quarts portent sur la guerre.

Le chapitre sur la torture - «une douleur lancinante» - est le plus émouvant... très, très difficile à lire car on sent, on sait que les moments de «sous-vie» décrits ont été pour (et sur) les «sur-vivants» presque impossibles, en tout cas difficiles, à écrire et encore moins à dire : Alleg, Amrani, Ighilahriz, Zhor Zerari, Leila Djabali, Annie Steiner, Bachir Hadj Ali... et, aussi, Jean Amrouche (à la mémoire de Larbi Ben M'hidi), Malek Haddad, Annie Steiner (au moment de l'exécution de Fernand Yveton), Anna Greki, Dib, Bediya Bachir, Myriam Ben...

Hélas, la violence a refait surface durant les années 90, avec une guerre civile ne disant pas son nom, en raison du terrorisme islamiste... faisant ressurgir celle de la guerre de libération nationale chez «les enfants de la guerre»... certains entrés en littérature : Anouar Benmalek, Aïssa Khelladi, Salima Ghezali... la plupart évoquant la guerre présente en la liant au passé colonial. Tous dénoncent la guerre, «dévoratrice des êtres et inféconde par sa violence». Violence contre les femmes en particulier, une histoire déjà entrevue dans la littérature algérienne avec Nedjma, la femme sauvage dans «Les Ancêtres redoublent de férocité».

de chez nous. Mais, nous avons le devoir de remettre les choses à leur place et Camus à la sienne, de démystifier une légende qui tendrait à présenter cet écrivain comme un artisan de l'anticolonialisme, comme un serviteur de l'Algérie. Camus n'a trahi que l'espoir que sa génération mettait en lui. Il n'est pas le seul dans ce cas» (Malek Haddad). Tout est dit en quelques phrases... Il est vrai qu'en dehors de ses convictions idéologiques «intimes» ou avouées qui n'ont jamais réussi à prendre le dessus sur ses penchants politiques «pieds-noirs», préférant ainsi la «fuite» - en se réfugiant derrière la mère et le soleil - à l'«aveu» franc de son «européanité». Déchiré ? Malheureux ? Peut-être ! Il sera «sauvé» par une mort inattendue, et peut-être recherchée, dans un banal accident de la route.

Pourtant l'image de Camus et de son œuvre continue de hanter l'imaginaire littéraire (et philosophique)... du monde et, aussi, paradoxalement, de l'Algérie et des intellectuels algériens.

Cela ne date pas d'aujourd'hui ! On se souvenait de l'année 67, lorsque la vie intellectuelle de la Capitale a tourné un bon bout de temps autour de notre homme... Il est vrai que le tournage à Alger du film «L'Étranger» par Luchino Visconti, avec pour acteur Marcello Mastroianni, avait donné le «la». Puis, Max Pol Fouchet (janvier 1967). Puis, les Chergui (Guy Hennebel et son épouse) avec leurs articles dans le quotidien national «El Moudjahid». Puis, Laâdi Flici, le médecin engagé, prolifique écrivain. Puis, Ahmed Taleb Ibrahim. Puis Malek Haddad dans le quotidien régional An Nasr... Le sujet de l'année ! Et, ça reprend aujourd'hui, Kamel Daoud (et ses soutiens ou adversaires) ayant



L'auteure : Née à Alger au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, dans une famille où ses parents avaient de fortes convictions religieuses, ouvertes et tolérantes. Famille qui s'était engagée dans la lutte pour l'indépendance de l'Algérie. Universitaire (Ens Kouba / Alger, Université d'Alger... jusqu'en 1994, Caen et Cergy-Pontoise / France...) ayant consacré plusieurs de ses études aux œuvres algériennes et, depuis 1972, plus particulièrement aux rapports Littérature / Histoire autour de la guerre de libération nationale. Fervente militante des Droits de la femme.

Sommaire : 1962, le passage du témoin. Ouvrages, témoins, écrivains / Ecritures algériennes de la guerre en langue française (1954 - 2010) / La torture, chambre noire de la guerre / D'une guerre à l'autre en Algérie. 1954 - 1962. Effet de miroir / Ecrits d'Algériennes et guerre d'indépendance. Témoignages et créations... Chaque chapitre est accompagné d'une riche bibliographie.

Extraits : «Lorsque la nouvelle met en scène les deux communautés, elle privilégie une binarité schématique avec les bons d'un côté et les méchants de l'autre, comme dans la littérature coloniale la plus courante, mais avec une inversion des pôles positif et négatif» (p. 25). «La littérature a été à la fois un des lieux majeurs où les

mémoires individuelles ont trouvé refuge et où des faits, des ressentis et des représentations ont été engrangés sans un objectif absolu de démonstration que l'on peut trouver, malgré leur recherche incessante d'objectivité, chez les historiens» (p. 41).

A lire surtout par les étudiants en Avis lettres mais aussi par tous ceux qui s'intéressent aux longs, douloureux et tragiques combats des écrivains algériens. Couverture émouvante illustrée par la reproduction d'une peinture («5 juillet 1962») de Jean Degueurce, un militant algérien anti-fasciste (né à Alger en 1912 et décédé dans un accident de la route à Relizane le 19 novembre 1962).

Citations : «Il est sain de faire une marche arrière, de regarder dans le rétroviseur pour apprécier ce qui était rêvé, ce qui s'est réalisé» (p. 4 de couverture). «La littérature n'existe que lorsqu'il y a des écritures diversifiées» (p. 43). «Toute entrée dans la violence est un labyrinthe et un vertige et personne ne s'y engage de gaieté de cœur» (p. 97). «Les anciennes moudjahidate (combattantes) n'ont pas toujours joué le rôle qu'on attendait d'elles dans une société indépendante et ont, souvent, été prisonnières de leur image héroïque» (p. 102).

Extraits : «Ni son intelligence ni sa culture (Camus) ne l'ont empêché de faire passer les réflexes avant la réflexion, la défense d'une communauté avant la défense des valeurs universelles» (Ahmed Taleb Ibrahim cité, conférence du 10/2/1967, p. 27). «Le seul respect que je dois à Camus est celui que je dois aux morts» (Malek Haddad cité, article in An Nasr, 18/2/1967). «Selon Camus, la plupart des hommes, pour se masquer l'absurdité de la vie, s'inventent des lois morales ou religieuses, se figent dans des attitudes pour se faire exister. Celui qui refuse cette duperie, qui reste à l'écart, est condamné» (Article de M. et H. Chergui, El Moudjahid, 10 janvier 1967).

Intéressant à lire car il présente les Avis multiples facettes de la «critique». Pour lecteurs très pressés.

Citations : «Tous les hommes portent la peste en eux et il est des gens qui ne le savent pas ou qui se trouvent bien dans cet état, et des gens qui le savent et qui voudraient en sortir» (Laâdi Flici, p. 60). «La peste : qu'est-ce que cela signifie ? C'est la vie et voilà tout ! Et la vie exige une solidarité. Telle est la signification de «La Peste» (de Camus)» (Laâdi Flici, p. 62). «La vieillesse n'est pas redoutable seulement par la laideur qui l'accompagne, mais surtout parce qu'elle n'a pas d'issue» (Article de M. et H. Chergui, El Moudjahid, 18 janvier 1967). «Camus... un écrivain qui se montra plus brillant dans les drames qu'il écrivait que dans ceux que nous avons vécus» (Malek Haddad, article, An Nasr, 18 février 1967).

L'auteur : Professeur de littérature à Valenciennes, Agnès Spiquel a collaboré à l'édition des œuvres complètes de Camus dans «La Pléiade» (Gallimard). Présidente de la société des études camusiennes, elle a établi l'édition de «Albert Camus ou La naissance d'un romancier : 1930 - 1942» de Jacqueline Lévi-Valensi, Gallimard, 2006.

Sommaire : Présentation / Laâdi Flici (1 texte) / H. et M. Chergui (3 textes) / Emmanuel Roblès (1 texte) / Hocine Mezali / Benyazzar El Hadj (1 texte. Ndlr, correctif : en fait Benyazzar El Hadi, un journaliste constantinois) / Malek Haddad.

Coronavirus : l'inquiétude du monde du sport

PARIS MATCH

Le monde du sport dans l'incertitude. Plusieurs nouvelles annulations, reports et autres forfaits par précaution, causés par l'épidémie de nouveau coronavirus, sont à nouveau venus perturber jeudi le calendrier sportif, faisant craindre pour la tenue des prochains grands rendez-vous internationaux. Jeudi en début d'après-midi, le match du Tournoi des six nations Italie-Angleterre, prévu à Rome le 14 mars, a été reporté à une date indéterminée.

C'est la deuxième rencontre du Tournoi reportée, après celle prévue initialement samedi 7 mars à Dublin entre l'Irlande et l'Italie, où se trouve le premier foyer européen de l'épidémie de Covid-19, qui a fait dans ce pays 107 morts pour plus de 3.000 cas. Cette annonce a été faite au lendemain des mesures décidées par le gouvernement italien pour lutter contre l'extension de l'épidémie dans la péninsule. Afin d'éviter au maximum rassemblements et foules, les autorités ont publié mercredi un décret selon lequel toutes les compétitions sportives, notamment les matches de Serie A de football, devront se tenir à huis clos jusqu'au 3 avril.

Mais plusieurs organisateurs d'événements sportifs ont pris l'initiative d'aller encore plus loin, au nom du principe de précaution. Le marathon de Paris, qui devait réunir le 5 avril environ 60.000 inscrits, a été reporté au 18 octobre, a annoncé l'organisateur Amaury Sport Organisation (ASO) qui avait déjà pris la décision le week-end dernier d'annuler le semi-marathon dans les rues de la capitale.

■ **Principe de précaution**

La course cycliste des Strade Bianche, prévue samedi à Sienne, a elle été purement et simplement annulée après une réunion entre les organisateurs et les autorités locales. Cette décision intervient également après le forfait ces deux derniers jours de plusieurs équipes, comme Mitchelton, EF, Jumbo, et Groupama-FDJ, souhaitant protéger leurs cyclistes de possibles risques de contamination. Jeudi, d'autres formations cyclistes ont elles étendu ces retraits à l'ensemble des courses italiennes. C'est le cas de l'équipe française AG2R La Mondiale, qui ne concourra pas sur l'ensemble des compétitions de la péninsule jusqu'à Milan-Sanremo le 21 mars.

«En tant que chef d'entreprise, je ne peux pas engager la santé et l'intégrité de notre personnel alors que la situation sanitaire est instable en Italie et que de nombreuses interrogations, légitimes, se sont exprimées au sein de l'équipe», a déclaré Vincent Lavenu, le patron d'AG2R. L'équipe kazakhe Astana a elle carrément décidé de renoncer à l'ensemble des courses jusqu'au 20 mars. Cela inclut donc aussi Tirreno-Adriatico (11-17 mars en Italie) et Paris-Nice (8-15 mars en France). Ces retraits en série pourraient entraîner l'annulation pure et simple de ces épreuves, non pas en raison de l'épidémie ou des mesures prises par les autorités, mais tout simplement faute d'un nombre de concurrents suffisants. Astana est ainsi la troisième équipe à annoncer qu'elle ne participera pas à Paris-Nice, une course dont la ministre des Sports française Roxana Maracineanu avait pourtant confirmé le maintien mardi, l'épreuve ne passant pas par des zones à risques et ne devant pas attirer plus de 3000 personnes en même temps au même endroit. La Pierra Menta, mythique course de ski alpinisme

Les annulations ou reports augmentent jour après jour dans le monde du sport, qui craint la propagation du coronavirus.



me prévue du 11 au 14 mars dans le massif montagneux du Beau-forain, a été annulée, une première en 34 ans d'existence.

■ **L'AFRIQUE EN ALERTE**

En Angleterre, avant les matches de Premier League, le protocole a été modifié jeudi pour éviter tout risque de propagation: les joueurs ne se serreront plus la main avant le coup d'envoi des rencontres. En Afrique, zone pour le moment relativement épargnée par l'épidémie, les autorités prennent les devants. Le Maroc a notamment restreint les rassemblements culturels et sportifs, interdisant toutes les manifestations «avec une participation de per-

sonnes venant de l'étranger» et celles rassemblant plus de 1.000 personnes. La Fédération royale marocaine de football (FRMF) a déjà imposé le huis clos pour tous les matches de football, toutes compétitions et toutes catégories, pour «la sécurité des joueurs, des entraîneurs et des supporters».

Pour beaucoup d'épreuves sportives prévues dans le monde dans les prochaines semaines, c'est désormais l'incertitude qui règne. Ainsi, le 8e de finale retour de Ligue des champions Juventus - Olympique lyonnais, programmé le 17 mars, aura-t-il lieu et dans quelles conditions ? Pour le moment, personne ne sait, pas même les principaux concernés.

Logiquement, en vertu du décret pris mercredi par les autorités italiennes, il devrait se dérouler à huis clos, mais mercredi, l'OL a annoncé que pour le moment, l'information n'avait pas été confirmée «ni par l'UEFA, ni par la Juventus».

Les prochains matches de qualification au Mondial-2022 de la zone Asie pourraient eux se voir reportés, après une proposition faite en ce sens jeudi par la Fifa. Et qu'en sera-t-il pour les classiques cyclistes belges qui débute à la fin du mois ? Jeudi, 27 nouveaux cas de patients positifs au Covid-19 ont été détectés en Belgique, portant le nombre de cas à 50.

Le baril de pétrole à 20 dollars : quelles conséquences ?



LA TRIBUNE

Prix à la pompe, politiques d'austérité, crises sociales, faillites et baisse des investissements... Le plongeon des cours du brut ne sera pas sans conséquences. Retombé mercredi sous la barre des 20 dollars à New York (avant de repartir à la hausse jeudi), le baril de pétrole n'avait plus évolué à de tels niveaux depuis 2002. En chute libre depuis le début de l'année - en janvier, le brut cotait à plus de 60 dollars -, les cours sont victi-

mes d'un double choc. Un choc de demande, d'abord, précipité par l'épidémie de coronavirus et ses conséquences sur l'économie. Un choc d'offre, ensuite, en raison du conflit opposant l'Arabie saoudite et la Russie, deux des trois plus gros producteurs mondiaux, après l'échec de leurs négociations pour réduire la production afin de soutenir les cours. Revue de détail des conséquences.

■ **POUR LES CONSOMMATEURS**

Conséquence la plus visible du plongeon des cours du brut: les prix à la pompe. En France, le litre de diesel affiche une baisse proche des 20 centimes depuis le dé-

but de l'année, touchant son plus bas niveau depuis 2017. Le repli est plus limité pour l'essence (environ 13 centimes). Cette chute reste cependant moins marquée que l'évolution du baril. Pour deux raisons. D'abord, parce que les taxes représentent une part importante de la facture payée par les consommateurs. Ensuite, parce que l'ajustement des prix à la pompe prend du temps à se matérialiser. Ces derniers devraient donc poursuivre leur baisse.

■ **POUR L'ARABIE SAOUDITE ET LA RUSSIE**

Après le refus de Moscou de baisser sa production, Riyad a riposté en baissant ses prix de vente et en augmentant fortement sa production. A 20 dollars le baril, l'Arabie saoudite ne perd pas d'argent: la production d'un baril ne lui coûte que 2,80 dollars. Mais le régime a aussi besoin d'un baril à plus de 80 dollars pour équilibrer son budget. Et pour mener ses ambitieux plans de diversification de l'économie. En Russie, les coûts de production sont nettement plus élevés, au-delà des 20 dollars. Mais le budget peut être équilibré avec un cours évoluant entre 40 et 50 dollars. Si les deux pays disposent, en outre, de marges de manœuvres financières, ils ne pourront cependant pas résister sur la durée, estiment les observateurs. Reste à savoir lequel cédera le premier.

■ **POUR LE SCHISTE AMÉRICAIN**

Après des années fastes, le pétrole de schiste américain traversait déjà une période difficile. L'effondrement des cours pourrait donc être fatal à de nombreuses entreprises du secteur, qui ont besoin, en moyenne, d'un baril autour de 50 dollars pour être rentables. Certes, des efforts sur les coûts, comme ceux réalisés en 2014, pourraient permettre d'abaisser ce seuil. Mais le secteur s'est aussi fortement endetté: il devra rembourser 86 milliards d'emprunts sur les quatre prochaines an-

nées, selon les calculs de l'agence Moody's. Sans compter que ces sociétés doivent sans cesse creuser pour maintenir leur production. Et donc sans cesse investir. Pour aider les acteurs les plus fragiles, le gouvernement américain envisage un plan d'aide. Un enjeu crucial pour maintenir l'indépendance énergétique américaine.

■ **POUR LES AUTRES PAYS PRODUCTEURS**

Au-delà des trois mastodontes du marché, la chute des prix pourraient avoir des conséquences bien plus dramatiques pour les autres pays producteurs. Et plus particulièrement pour les pays émergents, dont le budget repose grandement sur les recettes liées au pétrole. En Afrique, l'Algérie, le Nigéria ou encore l'Angola pourraient être les victimes collatérales du coronavirus et du conflit entre Riyad et Moscou. L'Irak, l'Iran, la Libye ou encore le Venezuela sont également concernés. Si les cours ne remontent pas rapidement, tous ces pays devront certainement prendre des mesures drastiques d'austérité, qui pourraient se traduire en crise sociale. Voire même en crise politique.

■ **POUR LES GROUPES PÉTROLIERS**

Première conséquence pour les six majors occidentales du pétrole: une forte chute boursière. Depuis le début de l'année, leurs titres ont chuté entre 50% et 60%. Un baril à 20 dollars menace désormais leur rentabilité. Et devrait se traduire par une forte baisse des dépenses d'investissements, au moins à court terme en attendant un rebond des cours. Si les cours ne remontent pas, se posera certainement la question des généreux dividendes versés aux actionnaires. Mais la marge de manœuvre est étroite pour ne pas précipiter une nouvelle baisse en Bourse. L'impact s'annonce encore plus catastrophique pour les groupes parapétroliers, qui souffriront de la baisse des investissements.

Coronavirus : l'Afrique, bombe à retardement



Marianne

Avec moins de 1.000 cas avérés identifiés officiellement, probablement infiniment plus, le continent africain redoute une accélération brutale de la pandémie. « Nous ne sommes pas prêts », constatent la plupart des spécialistes locaux, notamment en Afrique de l'Ouest où les systèmes hospitaliers sont défaillants. Le compte à rebours a commencé. Il y a quelques jours, sur les ondes de Radio-France Internationale, le docteur Massamba Sassoum Diop, co-fondateur et président de SOS Médecins Sénégal décrivait ainsi le parcours du Covid-19 : « Il est parti de Chine, a fait une escale en Europe où il a visité divers pays et il est redescendu chez nous. » Si le ton de ce spécialiste de l'urgence peut sembler léger, le fond du propos qu'il tient aujourd'hui sur divers médias du continent noir l'est beaucoup moins : « Certains se sont imaginés que l'Afrique resterait à l'écart de la pandémie, c'était évidemment ridicule et ce qui est vraiment à craindre maintenant, c'est qu'on retrouve dans tous les pays

touchés la même courbe exponentielle que celle observée en Italie, en France ou en Angleterre. »

Apparue initialement en Egypte au mois de février, en ce 21 mars, et selon les données de la plate forme Covid-19 Africa qui les recueille auprès des états, l'épidémie concernerait désormais 37 pays pour un total de 903 cas confirmés dont 22 décès et 76 rémissions. A Dakar, Clémentine Colas de l'ONG Alima, très présente en Afrique subsaharienne, avance des statistiques issues de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et sensiblement différentes (367 cas identifiés le 19 mars) mais se garde bien d'en tirer la moindre conclusion. « Cela change sans arrêt, en plus ou moins selon les sources mais avec la certitude que le virus se propage à la vitesse grand V. » Ce que confirme Augustin Augier, le directeur général d'Alima : « En Europe on estime qu'on est très loin de connaître le nombre réel de personnes contaminées, à peine 10% peut-être, et le déficit d'informations est évidemment autrement plus important en Afrique. »

« Des personnes n'ont pas été détectées » A cette difficulté chronique, s'ajoute le faible nombre des kits de dépistage dont dis-

posent les états, comme le constatait dans une récente conférence de presse, Matshidiso Moeti, la directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique. Et même si le nombre de centres spécialisés, une quarantaine aujourd'hui, a sensiblement augmenté au cours des dernières années. « En réalité, explique Augustin Augier, quelques centaines, voir quelques milliers de tests de dépistage peuvent être faits, surtout dans les grandes villes et on est donc très loin du compte. »

Pour le virologue camerounais John Nkengasong, directeur du Centre africain de prévention et de lutte contre les maladies (CDC Afrique) de l'Union africaine, le doute n'est guère permis : « A l'évidence, des personnes n'ont pas été détectées. »

« UN TAUX DE MORTALITÉ QUI AVOISINERA LES 10 % »

Combien et surtout combien chaque jour alors même que la plupart des experts savent que le tsunami risque fort de frapper assez vite un système hospitalier défaillant dans la plupart des pays en particulier en Afrique subsaharienne. « Il faut rappeler quelques données pour avoir une idée de la catastrophe potentielle, explique Augustin Augier d'Alima. En France on compte 7 lits en hôpital pour 1.000 habitants, 0,3 en Afrique de l'Ouest. Cinquante médecins pour 15.000 habitants dans l'Hexagone, 1 pour 15.000 au Burkina Faso. Chez nous on estime qu'il faut actuellement doubler la capacité hospitalière pour accueillir les personnes contaminées plus ou moins sévèrement. Là-bas il faudrait la multiplier par cinquante ! »

Le constat fait trembler ceux qui sont en première ligne, à l'image du virologue congolais Jean-Jacques Muyembe Tanfum, co-découvreur du virus Ebola en 1976, cité par Le Monde : « Avec le coronavirus, nous aurons certainement un taux de mortalité qui avoisinera les 10 % et un taux d'infection du personnel médical assez effrayant. » La mortalité dans le cas d'Ebola était certes beaucoup plus élevée (60% des patients atteints) mais, comme le note Clémentine Colas d'Alimi, l'épidémie était alors infiniment plus localisée, la Sierra Leone, le Nord-Kivu en RDC (République démocratique du Congo) et deux ou trois autres pays. Face au danger, et en l'absence d'une stratégie globale, l'Afrique a réagi comme l'Europe, les états fermant peu à peu leurs frontières, sans concertation, pour parer au plus pressé.

« L'ÉLITE COMMENCE À AVOIR PEUR »

Avec, comme double peine dramatique, l'impossibilité pour les experts internatio-

naux de se rendre désormais sur le continent ou, pour ceux qui s'y trouveraient, de circuler afin de traiter les nouveaux foyers de contamination. « L'espace aérien entre l'Afrique et le reste du monde comme à l'intérieur de l'Afrique doit être ouvert à ceux qui peuvent aider à contenir et traiter la pandémie », estime Augustin Augier d'Alima.

En attendant, les politiques de confinement se mettent peu à peu en place mais posent à peu près autant de problèmes que ceux qu'elles sont censées résoudre. A Dakar, la plupart des établissements scolaires ont été fermés comme un nombre croissant de bars et restaurants de la capitale sénégalaise. Même scénario à Bamako où les établissements de nuit de la célèbre rue Princesse ont tiré le rideau quand l'immense marché qui joute la Grande Mosquée vibre à l'inverse comme à l'ordinaire. Rassurée peut-être par l'absence de cas avéré au Mali, du moins pour l'instant, une bonne partie de la population s'y rend comme si de rien n'était mais le soir venu les rues sont un peu plus désertes. « Les gens du peuple n'ont pas encore pris conscience de la gravité du problème, raconte le photographe et collaborateur de Marianne Emmanuel Bakary Daou. Certains s'en remettent à Dieu, quelques uns disent que c'est un complot contre l'islam, les intellectuels, les politiques, l'élite, elle, commence à avoir peur. »

■ CRAINTE DE VIOLENCES

Pourtant, tout comme en France, les autorités maliennes ont elles aussi décidé de maintenir des élections, législatives celles-là, dont le premier tour doit se tenir la semaine prochaine. Avec comme seul bémol l'interdiction de tout rassemblement de plus de 20 ou 30 personnes. Le plus dur est de toute manière à venir, « quand il faudra vraiment confiner les gens chez eux, seule barrière réellement efficace », note Clémentine Colas. Efficace mais presque intenable. « L'économie informelle fait vivre une partie de la population. S'ils ne peuvent plus sortir, travailler, trouver le subsiste quotidien, ils crèvent de faim, il n'y a pas d'airbag social ici ! »

A Bamako, Emmanuel Bakary Daou n'imagine guère qu'on puisse en arriver là. « Si on contraint les gens de cette façon, on peut redouter des violences. »

Les analystes de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique redoutent eux une sérieuse amputation du PIB de nombreux états déjà handicapés par l'inflation et des phénomènes de pénurie. La course contre la montre a commencé et personne ne sait si l'Afrique est en mesure de la gagner.

Les Souks de la Médina : encore de la résistance

La Presse
DE TUNISIE

Par une journée printanière, mais maussade, les étroites ruelles de la Médina de Tunis sont pratiquement désertées. L'une des principales artères menant à la Kasbah, habituellement mouvementée et agitée par l'incessant va-et-vient des passants et rôdeurs toujours pressés, est plutôt calme. Assis devant leurs boutiques et magasins d'artisanat qui s'y côtoient, les vendeurs scrutent les quelques passants battant le pavé, dans l'espoir de déceler leurs intentions d'achat.

Dans ces boutiques, les radios évoquent en boucle les nouvelles sur la propagation de l'épidémie du coronavirus. A mesure qu'on s'approche du Souk Blaghjiya, le mouvement des passants s'atténue davantage. Dans les boutiques qui longent la ruelle sombre et inanimée, on expose des balghas de toutes les couleurs sur lesquelles sont griffonnés des signes et des motifs berbères. Dans un coin, pas très loin de cette artère, trois hommes sont accroupis et façonnent, à l'aide d'une machine mécanique rouillée, des morceaux de cuir sous forme de losange : ils fabriquent les balghas, cet accessoire devenu incontournable pour les hommes et les femmes

lors des fêtes matrimoniales et de circoncision. A Souk Ennhas (Marché du cuivre), certains ateliers ont été supplantés par des boutiques de vente des accessoires de mariage.

Les cliquetis, que produit le martèlement incessant des pièces en cuivre, retentissent dans tout l'espace. Dans ces ateliers dont la superficie ne dépasse pas parfois les 2 m², les articles en cuivre s'empilent : plateaux en cuivre blanc, luminaires et lustres artisanaux en cuivre jaune, de vieux couscoussiers, de petites casseroles pour faire le café turc (zazwa), bols de hammam, etc. « Le Souk n'est pas en berne. »

J'avoue que je fais des bénéfices allant de 5% à 20%, cela dépend du jour et de la saison. Ma clientèle est diversifiée. J'ai pu fidéliser même des Tunisiens à l'étranger », nous dévoile Mohamed Fatnassi, artisan de cuivre, âgé de 74 ans. « Cela fait 60 ans que j'exerce mon métier », ajoute-t-il. Quittant Béja sa ville natale, à l'âge de 14 ans, Mohamed s'est lancé dans l'artisanat du cuivre et a pu établir une réputation dans le Souk.

« On me sollicite des quatre coins de la Tunisie. Des jeunes filles qui veulent des accessoires pour leur hammam de mariage, des dames qui veulent décorer leurs nouvelles maisons, des femmes qui veulent étamer et remet-

tre en forme de vieux couscoussiers, à la veille de Ramadan », se réjouit Mohamed. Mais les artisans n'ont-ils pas été touchés par la crise économique qui a sévi après la révolution ?

« Certes, le nombre de touristes a diminué, surtout durant les années qui ont suivi la révolution. Mais la demande intérieure des Tunisiens venus de diverses régions de la Tunisie a compensé la baisse de la demande des touristes », répond l'artisan. Peut-être que Mohamed Fatnassi serait une exception, ou même chanceux d'avoir fidélisé une certaine clientèle, mais une chose est sûre, tous les métiers de l'artisanat n'ont pas été lésés de la même manière après la révolution. Les Souks de la Médina ne sont plus la destination prisée des férus du design et de la décoration artisanale. Les nouvelles méthodes de marketing des jeunes apprentis, moyennant les réseaux sociaux, offrent plus de visibilité à leurs produits artisanaux et leur permettent de fidéliser leurs clientèles à travers, non seulement le pays, mais également à l'étranger. Cependant, la rue Jamâa Zitouna, artère principale de la Médina, quant à elle, elle a pu résister. Les boutiques d'artisanat, qui s'y côtoient, lui confèrent un charme sans pareil qui n'a jamais cessé d'émerveiller locaux et étrangers.



Passagers en quarantaine dans des établissements hôteliers Lancement des mesures de levée de confinement à partir d'aujourd'hui



J. Boukraâ

Les mesures de quarantaine qui avaient été imposées aux ressortissants algériens, venus le 18 mars de Marseille seront levées, aujourd'hui, jeudi. Après une période d'isolement de 14 jours, durée d'incubation du virus, près de 700 personnes en confinement, au Complexe touristique 'Les Andalouses' dans la daïra d'Aïn El-Turck, en raison de l'épidémie du nouveau coronavirus, seront autorisées à quitter leur lieu d'isolement. Il s'agit de ressortissants algériens placés immédiatement en quarantaine, à leur arrivée à Oran, le 18 mars, en provenance de Marseille, à bord du car-ferry 'Djazaïr 2' via le port d'Oran. Des mesures de prévention en faveur de ces personnes placées en quarantaine au Complexe à l'effet de les protéger et d'enrayer l'expansion du virus, ont été prises depuis le premier jour de leur arrivée, ainsi que la mobilisation de toutes les capacités financières et médicales pour leur prise en charge.

Aussi tous les moyens matériels et logistiques ont été mobilisés par l'Etat pour assurer le transport des personnes placées en quarantaine, dès leur sortie du complexe pour faciliter leur déplacement vers le port d'Oran pour récupérer leurs passeports saisis à leur entrée au pays et

leurs véhicules restés dans le port pour désinfection.

Des centaines de passagers venus de plusieurs pays étrangers, via le port et l'aéroport international 'Ahmed Benbella' d'Oran sont en quarantaine, dans des hôtels, dans le cadre des mesures de confinement préventif contre la propagation du Covid-19. L'accueil, le transport et le placement de ces passagers se sont déroulés dans de bonnes conditions. La même opération concernera, vendredi et samedi, les personnes mises en quarantaine dans d'autres hôtels où les personnes confinées seront autorisées à quitter les lieux d'isolement. Pour rappel la première opération de confinement remonte à mercredi 18 mars et a touché un groupe de près de 700 passagers algériens, venus de Marseille à bord du car-ferry 'Djazaïr 2'. Ces derniers

ont été évacués, vers le Complexe Les Andalouses, pour un confinement de 14 jours. Dans le même cadre, quelque 294 passagers, en provenance d'Istanbul, sont en confinement pour une durée de 14 jours dans les hôtels 'El Maghreb El Arabi', 'Le Président' et 'Le Zénith'. Ces derniers sont arrivés, vendredi 20 mars, à l'aéroport international 'Ahmed Benbella' d'Oran. Le même jour (Vendredi 20 mars) quelque 269 passagers du vol en provenance d'Alicante, arrivés à l'aéroport international 'Ahmed Benbella' d'Oran, ont été aussi placés en confinement dans les hôtels 'Liberté Express' et 'Les Jasmins'.

Les passagers et suite aux instructions du wali ont été mis en quarantaine pour une période de 14 jours qui correspond à la durée d'incubation du virus.

Une femme arrêtée pour diffusion de vidéo mensongère

Suite aux informations rapportées sur les réseaux sociaux notamment une vidéo concernant des individus ayant quitté le complexe des Andalouses avant l'expiration du délai de la mise en quarantaine en usant d'autorité pour par la suite revenir dans une autre vidéo et démentir ces déclarations, les éléments de la section de recherches de la gendarmerie

d'Oran sont parvenus après investigations à identifier l'auteur de cette vidéo. Il s'agit d'une femme répondant aux initiales A.M âgée de 30 ans. Celle-ci a été appréhendée et sera présentée au tribunal pour publication d'informations portant atteinte à l'intérêt national et humiliation de fonctionnaires.

K. Assia

La CCIO se mobilise face au Covid-19 Une cellule de crise pour la gestion des dons

K. Assia

Dans le cadre de la prévention et la lutte contre la propagation du coronavirus, une cellule de crise regroupant l'ensemble des membres élus a été installée, dès les premières heures de cette pandémie, à la Chambre de commerce et d'industrie de l'Oranie CCIO. Celle-ci a pour mission de collecter les dons au profit des établissements de santé, une opération qui est lancée en collaboration avec les directions de la Santé et du Commerce a indiqué, hier, M. Benziane chargé de la communication, à la CCIO. Ainsi et pour garantir le bon déroulement de toutes les actions de mobilisation, une cellule de gestion des dons a été installée par le président de la CCIO M. Karim

Chérif et confiée à M. Cherchar Rachid membre du bureau. Celle-ci a permis en dix jours de collecter plusieurs dons dont des consommables médicaux et des produits agroalimentaires au profit de l'EPSP Es-Seddikia, les services de réanimation de l'EHU et le CHU et le service des Urgences du CHU d'Oran. Des consommables ont été aussi offerts aux hôpitaux d'El Mohgoun, Aïn El Turck et Canastel Parallèlement à cela, des travaux de plomberie et autres prestations de réfection et de literie ont été aussi effectuées au service infectieux du CHU en plus de la dotation du service de réanimation de distributeurs de savons liquide et aussi de papier. Par ailleurs, d'autres actions ont été initiées au profit de la direction de la Protection civile, le Centre

des personnes âgées et également le corps de la Police avec des dons d'eau de javel, des masques, des gants et des produits d'entretien.

La cellule de crise pour la gestion des dons de la CCIO a collecté, depuis son installation, plus de 20.000 paires de gants, 150 combinaisons jetables, 1.000 masques, 400 bidons d'eau de javel et 1.000 solutions hydro alcooliques de 250 ml, a indiqué notre interlocuteur précisant que d'autres initiatives ont été prises avec la mise à la disposition d'hôtels, de camions et d'engins pour la désinfection, des actions qui se poursuivront, selon notre interlocuteur et qui soulignent l'élan de solidarité et la mobilisation des opérateurs économiques et des commerçants d'Oran, face à cette pandémie.

Aïn El Turck Ambiance sur les plages en dépit de la pandémie

Rachid Boutlelis

À la faveur d'une nette amélioration des conditions météorologiques, ces dernières 24 heures, avec beaucoup de soleil et une mer d'huile, de nombreux riverains n'ont pas hésité à s'installer sur les plages de la contrée d'Aïn El Turck pour déstresser notamment en ces temps de confinement.

Une timide ambiance tout à fait particulière, animée par des éclats de rire et les cris de joie des enfants barbotant dans l'eau, a régné sur ces plages avec la hausse sensible de la température. Selon le constat établi sur le terrain, nombreux sont ceux qui ont décidé de profiter du soleil et des plaisirs que procure la mer et ce, en dépit de la pandémie. La tentation était vraisemblablement très forte. Tout en respectant, un tant soit peu, les mesures préventives, telle que la distanciation et le salut à distance, sans se serrer la main et sans accolades, des familles, des groupes de jeunes et moins jeunes, se sont installés sur le sable pour goûter à quelques moments d'évasion. L'eau froide n'a pas pour autant annihiler les ardeurs de certains, qui n'ont pu résister à faire trempette. « Cela rafraîchit et désinfecte » ont ironisé des jeunes, qui venaient de

se baigner à Paradis-Plage. « C'est surtout pour les enfants, qui s'ennuyaient à mourir à la maison depuis le début des vacances. Ils s'en donnent à cœur joie dans l'eau » a argumenté un père de famille. La métaphore représentant l'éloignement des uns des autres, de grappes de personnes essayées sur les plages, laissait supposer cependant que le respect de la distanciation était plus au moins pris en considération. Les adeptes de la pêche à la ligne ont également exploité l'aubaine pour s'adonner à leur loisir favori. Postés sur les rochers, concentrés à la surveillance de leur ligne, ces pêcheurs semblaient, à priori, beaucoup plus soucieux à ce que le poisson vienne enfin mordre que par les effets désastreux du coronavirus. Toujours est-il que cette ambiance a duré jusqu'à un court laps de temps avant 19h, heure de l'interdiction de circuler. Les plages se sont ainsi vidées aussi rapidement qu'elles ont été occupées, comme par enchantement. Le départ tardif des amateurs de la pêche à la ligne a donné le feu vert pour les goélands qui se sont réappropriés les rivages. Les cormorans, remarquable plongeurs, ont refait leur apparition sur l'eau. La tranquillité s'est réinstallée sur les lieux et la nature a finalement repris le dessus.

Institut Cervantès d'Oran Des visioconférences et plus de 60 cours on line

K. Assia

Face à la pandémie du Coronavirus, l'Institut Cervantès d'Oran a adapté son programme d'apprentissage de la langue espagnole et également celui de toutes ses activités culturelles et artistiques a annoncé, hier, sa directrice Mme Immaculada Jimenez Caballero. « Les activités se poursuivent presque normalement et nous avons intensifié le travail pendant la période du 15 au 19 mars derniers, afin de mettre toutes les activités de l'Institut on line » a-t-elle indiqué, précisant que « tous les cours soit plus de 60 sont suivis on line, à l'exception des cours du Bac ou ceux assurés au profit des entreprises. Toutefois, la nouveauté de l'Institut en cette période est le recours au système des visioconférences avec des rencontres professeurs et étudiants ; un procédé innovant qui vient s'ajouter au programme AVE global.

« Tous les professeurs ont affiché leur volonté pour encourager ce procédé » fait-on savoir. Tout en mettant en exergue, l'intérêt accordé à ces visioconférences, la responsable a précisé que « l'Institut Cervantès d'Oran est le seul Institut

étranger qui initie ce système, en ce moment, en Algérie, ce qui souligne notre engagement et notre responsabilité vis-à-vis de nos étudiants a-t-elle ajouté. Ces visioconférences sont présentées deux fois par semaine au minimum. D'autre part, des réunions de coordination entre les responsables de l'Institut sont également organisées, une fois par semaine, parfois plus et ce, à travers des visioconférences en plus des contacts permanents avec le siège central à Madrid avec pour but d'établir les conditions spéciales pour faire face aux problèmes administratifs et de gestion que cette situation comporte. Notons que l'Institut lance, quotidiennement, sur sa page Facebook, ses activités culturelles dont des concerts, des spectacles, en espagnol. Ceux-ci sont offerts gratuitement et mis en ligne par le siège central de l'Institut de quoi permettre aux personnes confinées d'apprendre et d'améliorer leur espagnol, assure la responsable. Celle-ci a tenu à remercier au nom de toute l'équipe, les personnes pour les messages de soutien et d'affection en ces moments difficiles que le monde traverse.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

Bentahar Ghalia, 58 ans, El Hassi
Bouchelil Baghdad, 43 ans, Plateau
Deraïb Houari, 62 ans, Petit Lac
Kada Kadour, 80 ans, Bir El Djir

Horaires des prières pour Oran et ses environs 08 chaâbane 1441

El Fedjr 05h23	Dohr 13h07	Assar 16h42	Maghreb 19h30	Icha 20h49
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



COMMUNIQUE

Il est porté à la connaissance des citoyens, que des comptes sont ouverts auprès d'Algérie Poste et du Trésor pour recueillir les contributions citoyennes, en monnaie nationale, destinées à soutenir l'effort national de lutte contre le Coronavirus « COVID 19 ».

Trésor : 397-13737 COVID 19 ALGERIE.

CCP : 200 Clé 12 COVID 19 ALGERIE.

Les contributions en devises étrangères peuvent être versées, dans les comptes ci-dessous énumérés :

BEA : COVID 19

Euro : 002001121123000001/46

USD : 002001121123000002/43

GBP : 002001121123000003/40

ANEP Gratuit N° 0024 Le Quotidien d'Oran 02/04/2020

DÉCÈS

La famille GRAÏNE a l'immense
douleur d'annoncer le décès de

leur époux, père et frère

GRAÏNE Abderrahmane

L'enterrement a eu lieu le jour

même le 1^{er} avril 2020.

Que Dieu l'accueille dans Son

Vaste Paradis.

La famille GRAÏNE

EMPLOIS

■ Une Société dans le domaine de traitement des eaux ouvre son recrutement pour son laboratoire et cherche des Techniciens ou Ingénieurs spécialisés dans ce domaine, possédant des compétences : qualification dans les analyses physico-chimiques des eaux. Veuillez envoyer vos C.V. par E-Mail : recrutement3120@gmail.com

VILLAS

■ ORAN : Villa à vendre à Point du Jour du côté de Morchid - Superficie bâtie 200 m² - Tél : 0553.97.45.20

APARTEMENTS

■ A louer : Appart de 4 Pièces - Meublé - Luxe - sur Bd Frange maritime en allant vers Canastel + Appart meublé de 4 Pièces à Haï Yasmine - ORAN - Tél : 0770.50.02.94

■ Louer Appart de 2 Pièces - Cuisine - SDB - Hall - Sup. 70 m² - Situé dans 1 Villa avec entrée indépendante à côté de Morchid (ORAN) pour couple sérieux - Tél : 0553.07.99.29

■ Vente Appart F3 AADL Cosider au 10^{ème} étage avec Ascenseur - Prix 500 Unités - Tél : 0559.94.35.23 - 0540.62.46.94

■ A louer appartement grand standing, dans une maison de maître, 3 pièces, cuisine, SDB, entre Protin et Choupot, pour couple et un enfant ou sans - tél : 0661.21.12.31

OFFICE PUBLIC Maître : MOSTEFA HANCHOUR MOSTEFA
Commissaire-priseur près le tribunal de Mostaganem
BT 18 (B) N° 202 CIA MOSTAGANEM - TEL : 045 30 82 21

AVIS DE VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES

Vente le 12/04/2020 au Bureau du Commissaire-priseur

Suivant ordonnance de Monsieur le Président du tribunal de Mostaganem N° 19/0837 en date du 08/12/2019, le Commissaire-priseur porte à la connaissance du public qu'il sera procédé à la Vente aux Enchères

Publiques uniquement par Soumissions Cachetées d'une

Unité de stockage et dérivés de transformation de Bitume

Zone Industrielle FORNAKA au profit du CPA MOSTAGANEM appartenant à la Sarl H.A.C.E. Hadj Hamou Bitume et dérivés.

Conditions de vente : Vente sans garantie, versement de 21% non remboursable.

Le Commissaire-priseur

CANAL SUR

Marketing & publicité

Mail : canalsurpub@yahoo.fr

P 0555 05 90 10 / 0771 623 347

Tél/Fax 048 74 11 22 / 048 74 13 48

Vos annonces publicitaires sur tout support médiatique

Agence de Publicité Innov.com Tlemcen

N° 24, Boulevard de l'ALN (ex. Bd des 24 mètres)
A proximité du jardin public El-Hartoun

Tél/fax : 043.27.25.15 Mob : 0558.617.207

Email : com.innov@yahoo.fr

Insertion de vos annonces et placards publicitaires
sur les médias de votre choix.

شحن

Eurl Kazi Tour

IMPORT-EXPORT



0770 339 132

0770 984 062

0770 913 805

0770 913 806

0770 913 804

0770 913 803

0558 87 71 27

0770 89 44 64

0770 339 132

0558 87 71 27

00 34 608 307 022 Alicante

00 33 695 839 061 Paris

TMEMCEN

«Il n'y aura pas de pénurie de fruits et légumes»

Le directeur du marché de gros de fruits et de légumes de Tlemcen, Mahboub Betahar, a affirmé lors d'une brève entrevue qu'il nous a accordée hier, qu'«il n'y aura pas de pénurie ni de rupture d'approvisionnement des fruits et des légumes dans les prochains jours».

Khaled Boumediene

M. Betahar a tenu à rassurer que l'offre des produits agricoles dans ce marché, situé à proximité de la nouvelle gare routière d'Abou Tachfine, est supérieure à la demande des consommateurs. «Je rassure les citoyens et citoyennes de la wilaya que notre marché est suffisamment approvisionné en fruits et légumes et fonctionne normalement. Tous les stands se remplissent quotidiennement en ces denrées agricoles. Mis à part les wilayas de Blida et Alger qui connaissent un contexte assez particulier à cause de l'épidémie de Coronavirus, on reçoit ces jours-ci même de grandes quantités de pomme de terre et d'oignons qui nous proviennent des wilayas de Mascara et Ain Defla, et des fraises de Jijel, Skikda et Tipaza ainsi que beaucoup d'agrumes des wilayas de Tlemcen et Mascara », a déclaré le directeur de cette infrastructure commerciale, qui s'étend sur une superficie de plus de trois hectares. S'agissant de la mercuriale, M. Betahar a précisé que «les prix de ces produits de consommation ont connu une baisse sensible, comme par exemple la pomme de terre qui est descendue aujourd'hui de 80 à 30 et 35 dinars le kilo. Pour barrer la route à tous les spéculateurs de ce produit



très prisé par les ménages, nous avons réservé carrément des places de vente aux producteurs au niveau de notre marché, et Dieu merci, avons réussi à atténuer ce phénomène grâce à cette stratégie de proximité mise en place avec les producteurs de pomme de terre ». Pour les prix des autres denrées, le même responsable a fait savoir que la tomate est cédée dans ce marché de 116 stands (32 à 50 m2), entre 60 et 80 dinars, la courgette à 45 dinars, la carotte à 25 dinars, la pomme locale entre 210 et 350 dinars, le citron entre 140 et 200 dinars, la banane entre 210 et 230 dinars, les dattes entre 360 et 560 dinars et les fèves à 100 et 120 dinars. Il faut relever que malgré l'épidémie de coronavirus qui sévit actuellement, ce grand marché garde toujours son animation. En cette période de confinement, il accueille chaque jour les nombreux producteurs et des mandataires, qui distribuent et vendent in situ une très grande variété de produits agricoles, excepté le jeudi soir et le vendredi matin (consacrés pour le nettoyage général du marché). Des camions en provenance de Mascara, Jijel, Relizane, Skikda, Mostaganem, Tipaza et Tlemcen déver-

sent leurs chargements de fruits et de légumes. Et réciproquement, les camions des localités d'El Bayadh, Béchar, Naâma, des wilayas avoisinantes et de Tlemcen qui viennent se ravitailler repartent avec leurs marchandises les bennes pleines. Cependant, en raison de l'épidémie de coronavirus, les habitudes des marchands, responsables, travailleurs et de ceux qui viennent faire leurs courses dans ce lieu commercial incontournable, ont changé, car des mesures de précaution sont adoptées pour éviter la propagation du Covid-19, qui s'étend partout en Algérie, comme l'a expliqué, M. Betahar. «On sensibilise surtout les commerçants du marché, les acheteurs et détaillants aux gestes d'hygiène importants. On les invite à ne pas trop manipuler ou toucher les produits pour éviter la transmission du nouveau coronavirus via ces produits et à avoir du savon, du gel hydroalcoolique, à mettre des gants quand ils les touchent. Nos agents interviennent matin et soir pour rappeler qu'il faut éviter autant que faire se peut la foule et à respecter les gestes barrières. Et tous les camions qui accèdent à l'intérieur du marché sont automatiquement stérilisés par nos agents».

SIDI BEL ABBÈS

Le centre de confinement déplacé du CHU vers l'EPH

M.D.

Contre toute attente, le centre de confinement ouvert au niveau du CHU il y a plus de 15 jours a été fermé pour ouvrir un autre au niveau de l'EPH de Sidi Djillali. Pourtant selon des responsables locaux, il a été convenu de préparer des établissements de santé pour parer au pire dans la lutte contre le COVID-19. Selon le P/APW que nous avons contacté, «il n'a jamais été question de déplacer des malades dépistés positifs du CHU vers l'EPH». Si tel est le cas, a précisé

notre interlocuteur, «les autorités sanitaires et les médecins qui sont derrière cette décision endosseront toute la responsabilité». Ce qui est incompréhensible selon des avis de praticiens de la santé qui ont requis l'anonymat, c'est pourquoi n'a-t-on pas choisi dès le début l'EPH pour un centre de confinement.

Pourtant la directive du ministère de la Santé est claire et préconise l'hospitalisation des patients suspects et déclarés porteurs du virus au niveau des services de l'infectieux, puis de l'oncologie puis de la médecine interne. Au départ, le

choix a été porté sur le CS consultation spécialisée situé à proximité du CHU pour éviter ces services. Face à la hausse des cas dépistés, la direction de la santé a décidé d'éloigner les malades à l'autre bout de la ville.

Finalement la protestation des médecins et du personnel médical de l'EPH n'a servi à rien. A noter que Sidi Bel Abbès compte 7 cas confirmés et une dizaine de cas suspects dont certains ont été obligés au confinement chez eux. Nous avons vainement tenté de contacter le directeur de la santé.

EL BAYADH

Des produits alimentaires destinés à la spéculation saisis

Les éléments de la Gendarmerie nationale à El Bayadh ont saisi dernièrement plus de 40 quintaux de denrées alimentaires stockées et destinées à la spéculation, a-t-on appris mardi de ce corps de sécurité. La même source a indiqué, à l'APS, que l'opération a été menée par les éléments de la brigade ter-

ritoriale de la Gendarmerie nationale de Chellala accompagnés par des agents de contrôle de la direction du commerce. L'inspection de l'entrepôt au niveau de la commune de Chellala a permis de découvrir ladite quantité de différents produits alimentaires, dont plus de 25 quintaux de semoule et de farine,

plus de 24 quintaux de sucre, plus de 1.000 litres d'huile de table et environ 1,5 quintal de lait en poudre, a-t-on précisé.

Une procédure judiciaire a été engagée contre le contrevenant qui sera présenté devant le procureur de la République près le tribunal de Labiodh Sidi Cheikh.

TIARET

Premier cas de coronavirus et des inquiétudes

El-Houari Dilmî

Jusqu'à mardi, Tiaret touchait du bois avec aucun cas de coronavirus Covid-19 enregistré. Jusqu'à ce qu'une folle rumeur, en milieu de journée, qui s'est propagée comme une traînée de poudre, a fait état d'un premier cas positif signalé dans la localité de Dahmouni. Les autorités locales n'ont pas confirmé ni infirmé l'information, jusqu'à tard dans la soirée de mardi.

Déjà que la fréquentation des rues avec des grappes de citoyens un peu partout dans la ville, commençait à inquiéter sérieusement ceux qui sont en première ligne dans la lutte contre le virus tueur, la police et la gendarmerie ont sillonné les rues, dès mardi matin, pour appeler les citoyens à rentrer chez eux. En effet, si le l'auto-confinement a été plus ou moins respecté pendant quelques jours, les rues reprennent avec leur animation habituelle, comme nous l'avons constaté lundi au niveau du quartier populaire de « Sonatiba ».

Présidant dimanche une réunion de la cellule de crise instituée au niveau de son cabinet, le wali de la wilaya de Tiaret a pris une série de nouvelles mesures comme la redistribution des marchandises saisies aux familles démunies, ou encore le renforcement en moyens de protection des personnels médicaux au niveau des hôpitaux et structures de santé de proximité. Et alors que le sentiment de peur s'exacerbe chez une bonne partie de la population, des citoyens, nombreux, connaissent des désagréments dans leur vie quotidienne.

A commencer par la fermeture

re des bureaux de tabac, privant les lecteurs de leurs journaux préférés. Un peu partout dans la ville, des jeunes, munis de cabas et autres sacs à dos, proposent sous le manteau des cigarettes jusqu'à 2 fois leur prix. Ce qui a fait dire à certains que le commerce informel risque bien de mettre à mal le confinement volontaire, observé jusque-là par de nombreux citoyens.

Dans certains quartiers, la solidarité s'organise entre voisins, surtout pour les travailleurs journaliers qui se sont retrouvés sans ressources du jour au lendemain.

Le plan national de veille et de riposte face au Covid-19 risque d'être encore mis à mal, surtout que des commerces assurant des besoins essentiels comme la vente des cartes de recharge Internet, les stations de lavage de voitures, certaines stations-services et les commerces de pièces détachées ont fermé boutique, laissant leurs clients sur le carreau. Seules les épicerie, et encore pas toutes, les boulangeries et les pharmacies gardent leurs commerces ouverts.

Les fruits et légumes sont disponibles, même si les prix ont pris l'ascenseur sous l'œil impuissant des brigades de la direction du commerce qui sillonnent la ville pour traquer les commerçants indisciplinés. Le lait en sachet ou encore la semoule manquent cruellement, dénoncent à l'unisson beaucoup de citoyens. Les moulins de Mahdia, principal producteur de semoule, à l'arrêt depuis plusieurs jours faute d'approvisionnement, devraient reprendre du service dans les prochaines heures, selon le wali.

Plus de 8.300 comprimés psychotropes interceptés

E.H.D.

Saisie record de comprimés psychotropes mardi après-midi par les services de l'inspection régionale des douanes, sur la RN 23 reliant les localités de Rahouia et Guertoufa.

En effet, un barrage fixe des douaniers a permis d'intercep-

ter un véhicule avec à son bord 8.340 comprimés psychotropes de marque «Pregabaline» et «Lyrica» soigneusement cachés dans le coffre du véhicule. Le conducteur du véhicule a été arrêté et conduit au siège de l'inspection régionale des douanes avant sa présentation devant le tribunal de Tiaret.

RELIZANE

Le complexe Tayal se lance dans la production de bavettes

Le complexe de textile «Tayal», implanté dans la zone industrielle de Sidi Khettab, a fait don de plus de 2.500 bavettes à des instances et entreprises publiques, dans le cadre de la prévention contre l'épidémie de coronavirus, a-t-on appris mardi de sa direction.

Dans un communiqué de presse, la direction du complexe a indiqué qu'elle a distribué, dernièrement, une quantité de bavettes de prévention à plusieurs instances dont l'APC de Sidi Khettab, la direction de la protection civile et le centre d'enfouis-

sement technique. Suite à la demande croissante sur les masques préventifs durant la période dernière pour la prévention contre la propagation du coronavirus, le complexe s'est lancé dans la production de quantités de ces bavettes pour faire don en vue de contribuer aux efforts nationaux pour faire face à la propagation du coronavirus. Dans le cadre des mesures de prévention contre le coronavirus, le complexe a cessé l'activité de toutes les unités et l'a limitée à la production des bavettes.

EL TARF

2.600 policiers mobilisés

A. Ouélal

A n'en point douter, les policiers de la sûreté de wilaya d'El Tarf, avec pas moins de 2.600 policiers, tous grades confondus, répartis à travers les différentes daïras, sont en train d'accomplir un travail de titan. Les résultats réalisés sur le terrain parlent d'eux-mêmes dans leurs missions foncièrement humaines, préventives et ré-

pressives dans leur lutte contre la spéculation et les pénuries provoquées par certains commerçants malhonnêtes. Dans ses missions, la sûreté a mobilisé des médecins spécialistes, des vétérinaires, des psychologues puisés dans son staff médical, qui ont accompli un vaste travail de sensibilisation, ainsi que des moyens. Ces moyens ont permis d'effectuer de nombreuses opérations de stérilisation et de désin-

fection. Pas moins de 16 marchés anarchiques éliminés, 25 opérations de contrôle dans les commerces, 09 opérations sur la spéculation. A six reprises, la police a assuré l'escorte de ressortissants venant de Tunisie. Enfin, les appels téléphoniques à travers le 17 et le 1548 ont atteint le chiffre de 655, les citoyens voulant à chaque fois s'informer sur l'évolution de cette maladie et autres sujets qui les préoccupent.

EL KALA

Un mandataire de poissons se fait subtiliser 32 millions de cts

A. Ouélal

Tôt dans la matinée de mardi dernier, au niveau du nouveau port d'El Kala, un mandataire s'est fait subtiliser 32 millions de cts. Des faits similaires se sont produits par

le passé au niveau de l'ancien port. Ceci dit, les malfrats se fauillent parmi la foule ou s'entremêlent avec les marins-pêcheurs et mandataires pour commettre leur forfait.

C'est dire que, quelque part,

la sécurité doit être renforcée. Enfin, des marins-pêcheurs ont dénoncé le non-respect des mesures de prévention au niveau du nouveau port de pêche où des gens continuent de se comporter comme si de rien n'était.

TÉBESSA

Les panneaux publicitaires dans l'anarchie

Ali Chabana

C'est une véritable pollution visuelle que provoquent tous ces panneaux d'affichage publicitaire et autres écriteaux improvisés çà et là. Une anarchie qui ne dit pas son nom, l'espace public s'en ressent, quand un pan d'un mur ou un mât d'un lampadaire deviennent un support publicitaire, sans tenir compte des moindres exigences techniques ou esthétiques que nécessite ce travail informationnel.

Certains établissements de formation et des cabinets de fonctions libérales se sont emparés des espaces publics, un bureau d'un avocat, d'un notaire ou d'un bureau d'études, d'un salon de coiffure, d'un cabinet médical, de l'atelier d'un

tailleur, comme moyens de diffusion de leurs annonces et ce, en l'absence d'une réglementation claire, d'un cahier des charges définissant les modalités de l'utilisation d'un tel ou tel espace public, selon des dispositions réglementaires et juridiques applicables à tous. Les APC pourront faire de l'affichage publicitaire une source financière.

L'exploitation des panneaux publicitaires par des opérateurs économiques générera de l'argent pour aller renflouer les caisses de la commune, des recettes supplémentaires. Faudra-t-il penser à organiser ce créneau et le rendre plus lucratif, plus fonctionnel, moins encombrant, pour le bien de la collectivité. Sous d'autres cieux, la publici-

té, tous créneaux confondus, constitue un filon inestimable de rentrées d'argent pour les collectivités locales. Chez nous, l'on continue de la considérer comme la cinquième roue de la charrette, faute de concepteurs et exécuteurs munis d'un professionnalisme et d'un savoir-faire nécessaires. Même des surfaces commerciales, pourtant bien pourvues en ressources financières, font dans le strict minimum quand il s'agit de promouvoir leur image de marque ou adresser des messages à caractère publicitaire. Pendant ce temps, les rues, boulevards, façades d'édifices publics demeurent enlaidis, à longueur d'année, d'une publicité sauvage, d'un goût triste, que sa présence ne fait qu'altérer davantage l'environnement.

Collecte de plus de 100 poches de sang

Plus de 100 poches de sang ont été collectées au cours des dernières 48h dans la wilaya de Tébéssa, pour «faire face à toute urgence» et dans le cadre des mesures anticipatives de lutte contre la propagation de la pandémie du Covid-19, a indiqué mardi à l'APS, le directeur local de la santé et de la population, Saïd Belaïd. Le même responsable a expliqué qu'une campagne de collecte de sang a été organisée sur deux jours à la mosquée pôle, Cheikh Larbi Tebessi, laquelle a permis de col-

lecter plus de 100 poches de différents groupes sanguins. Ayant pour but d'enrichir la banque de sang de la wilaya, cette initiative s'inscrit dans la démarche anticipative et préventive mise en œuvre dans la wilaya face à la propagation du coronavirus dans le pays, a-t-il dit. M. Belaïd a ajouté que les poches de sang collectées sont destinées aux urgences chirurgicales, aux victimes des accidents de la route et aux parturientes, rappelant que les besoins de la wilaya de Tébéssa en matière de sang se situent entre

250 et 300 poches par mois.

Par ailleurs, 80 poches de sang ont été collectées au cours d'une campagne similaire, organisée la semaine dernière dans la commune d'El Ma Labiod, en attendant d'élargir cette opération à d'autres communes de la wilaya, a-t-on noté. Le directeur de la santé et de la population a, à ce propos, invité les habitants de Tébéssa à offrir un peu de leur sang afin de sauver des vies et contribuer à soigner des personnes vulnérables en cette période de crise sanitaire.

AÏN DEFLA

Une caravane de solidarité au profit des habitants des zones reculées

Une caravane de solidarité a été lancée mardi au profit des habitants des zones reculées de la wilaya de Aïn Defla dans le sillage des mesures prises pour faire face à la propagation du coronavirus, a-t-on constaté.

Le coup d'envoi de cette caravane est fait des abords du complexe sportif «Abdelkader Hamdoud» du centre-ville en présence des autorités locales, à leur tête le wali, Embarek El Bar. Relevant que cette opération touchera quelque 3.000 familles des zones reculées des 36 communes de la wilaya, le responsable du service solidarité à la direction de l'action sociale (DAS de Aïn Defla), Abdallah Belkacem, a noté que cette opération est notam-

ment motivée par la conjoncture difficile traversée par le pays laquelle est marquée par la propagation du coronavirus. «Souvent, pour ne pas dire toujours, les pères de famille dans les zones déshéritées éprouvent les pires difficultés pour s'approvisionner en denrées alimentaires, une situation exacerbée par la propagation du coronavirus et les mesures de confinement y découlant, d'où la pertinence de cette action de proximité consistant à mettre du baume au cœur de ces citoyens», a-t-il expliqué.

Des opérations similaires se dérouleront notamment à l'approche du mois sacré de Ramadhan, a-t-il fait savoir, faisant état de la détermination des pouvoirs publics à

venir en aide aux pans les plus vulnérables de la population. Le directeur du commerce de la wilaya, Daoudi Haroun a, pour sa part, mis l'accent sur le travail accompli par ses services en matière de contrôle des produits devant être acheminés vers la population ciblée. «Avant leur acheminement vers la population préalablement ciblée, les produits alimentaires en question ont fait l'objet d'opérations de contrôle poussées en vue de s'assurer de leur bon état», a-t-il soutenu, faisant état de l'organisation d'une opération de sensibilisation à l'adresse des bienfaiteurs et des opérateurs économiques en vue de leur expliquer le bien-fondé de cette opération d'essence humanitaire.

MÉDÉA

Saisie de plus de 5 tonnes de denrées alimentaires



Tahar Mansour

Menant une lutte incessante contre les spéculateurs qui profitent des conditions sanitaires actuelles et du confinement pour s'enrichir illicitement, les services de la sûreté de daïra d'El Omara (Médéa) ont procédé à la saisie de 5,4 tonnes de produits alimentaires divers dont certains ayant dépassé la date de péremption, à l'intérieur d'un local non aménagé pour

ce genre d'activités, suite à des informations qui leur sont parvenues. Le propriétaire, qui ne possédait ni registre de commerce ni autorisation, a acquis toutes ces denrées pour les emmagasiner et les revendre plus cher, selon l'enquête menée par les services de police. La DCP de Médéa a été avertie et a établi un procès-verbal à l'encontre du contrevenant qui a par ailleurs été présenté à la justice qui statuera sur son cas.

TIPASA

Des produits impropres à la consommation saisis

Tahar Mansour

Alors qu'ils effectuaient une patrouille au niveau d'un complexe de commercialisation de produits alimentaires au centre-ville de Hadjout, les éléments de la brigade de protection de l'environnement de la Gendarmerie nationale du Groupement régional de Tipasa ont remarqué des produits proposés à la vente impropres à la consommation et dont la date de péremption était dépassée.

Pas moins de 549 unités de produits divers (pâtes, légumes secs, confitures et boissons gazeuses) ont été saisies. Avertis, les services de la DCP de Tipasa se sont déplacés sur les lieux et ont confirmé que ces produits, d'une valeur de près de 8 millions de centimes, sont impropres à la consommation humaine. Un dossier a été confectionné à l'encontre du contrevenant et sera présenté auprès des services concernés.

ILLIZI

Des comités pour la prise en charge des familles nécessiteuses

L'opération d'organisation de la prise en charge des besoins des populations des zones enclavées, pour atténuer les effets socioéconomiques de la période de confinement, a été entamée à Illizi à travers la mise en place de comités locaux au niveau des quartiers et villages, a-t-on appris mercredi auprès des services de la wilaya. L'opération a été présidée par le wali d'Illizi, Mustapha Aghamir, lors d'une réunion du comité de wilaya de coordination de l'action de prévention du nouveau coronavirus (Covid-19), au cours de laquelle il a appelé à l'encadrement des quartiers et des centres de vie. Un encadrement et une structuration qui se déclinent sous forme de comités locaux composés d'élus communaux, de notables et de représentants des comités de quartiers et de villages activant dans le cadre de l'action humanitaire et de la solidarité, a précisé la source.

Activant sous l'égide du président de l'Assemblée populaire communale (P-APC), le comité local d'assistance vise à recenser les familles au niveau des villa-

ges et zones rurales et enclavées à travers la wilaya, pour assurer une couverture de leurs besoins en produits alimentaires de base et en prestations de santé, dans le sillage de la campagne de solidarité enclenchée pour faire face aux effets induits par la pandémie, a-t-on fait savoir.

Lors de la réunion, le wali a également donné instruction pour le suivi quotidien de l'évaluation de la situation découlant des mesures entreprises au titre de la prévention du Covid-19, notamment la situation du marché local en matière d'approvisionnement des commerces de détail de produits alimentaires de large consommation et l'intensification des opérations de contrôle. La démarche intervient en application des instructions du Premier ministre concernant la mise en place d'une organisation pour l'assistance et l'accompagnement du citoyen en vue d'atténuer les effets socioéconomiques des mesures de prévention décidées dans le cadre de la lutte contre la propagation du nouveau coronavirus.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

08 chaâbane 1441

El Fedjr
05h04

Dohr
12h52

Assar
16h27

Maghreb
19h15

Icha
20h35



FAF - Réunion du BF Réaction d'un fonds de solidarité

M. B.

Le Bureau fédéral (BF) de la Fédération algérienne de football (FAF) a tenu mardi sa réunion mensuelle statutaire par vidéoconférence sous la présidence du premier responsable de la FAF, Kheireddine Zetchi, et du président de la LFP, Abdelkrim Medouar. Ainsi, après la confirmation du quorum des membres présents, la séance a débuté par l'adoption du procès-verbal de la réunion du dernier BF, tenue le 20 février dernier.

En ouverture, le président de la FAF a tenu, et au nom des membres du bureau, de présenter les condoléances de la famille du football algérien à toutes les familles endeuillées par la disparition de leurs proches dus au Covid-19, puis souhaiter un prompt rétablissement à tous les malades et personnes atteintes. Il a également rendu hommage au corps des médecins et soignants qui sont au premier

rang de la lutte ainsi que tous les corps constitués, institutions, associations et simples citoyens qui se dévouent et se sacrifient chaque jour pour endiguer cette pandémie.

Dans un communiqué publié sur le site de la FAF, Zetchi « a rappelé que cette séance revêt un caractère exceptionnel et sera mise sous le sceau de la solidarité avec le peuple algérien, ce qui relève les considérations purement sportives, notamment celles liées aux compétitions, à une date ultérieure ». Avant de préciser que « la FAF et la LFP continueront à suivre de tout près l'évolution de la situation au double niveau national et international à travers les cellules mises en place à cet effet et ce, en étroite collaboration et coordination avec les pouvoirs publics, notamment le ministère de la Jeunesse et des Sports ». Les membres du BF ont par la suite suivi les exposés des présidents de commissions avant d'aborder le sujet prin-

cipal, à savoir la contribution de la famille du football pour venir en aide aux personnes atteintes par le Covid-19 et aux familles démunies.

Dans ce sens, il a été décidé l'ouverture d'un fonds de solidarité spécial d'aide au niveau de l'agence BEA, dans lequel la fédération et différentes ligues verseront un montant qui devrait être connu dans les prochaines heures.

A noter que Abdallah Gueddah (Président de la commission des finances de la FAF) et Amar Bahloul (Président de la commission de coordination des Ligues), en collaboration avec Mohamed Saâd, secrétaire général de la FAF, ont été instruits de prendre en charge cette opération. « Une fois le montant final rassemblé, il sera à son tour versé au niveau du fonds national pour la lutte contre le Covid-19 », a indiqué la FAF qui, une fois n'est pas coutume, a parlé d'autres choses que de football dans sa réunion du BF.

Solidarité avec Blida Antiar Yahia rejoint une action caritative



L'ex-capitaine de la sélection algérienne de football, Antiar Yahia, a annoncé sa participation avec d'anciens et actuels joueurs des «Verts» à une opération caritative en guise de solidarité avec les habitants de Blida, les plus touchés par le coronavirus qui frappe l'Algérie et pratiquement tous les pays du monde. Cette initiative, à laquelle a appelé un ex-responsable à la Fédération algérienne

de football résidant à Blida, consiste en la vente aux enchères d'équipements de valeur (maillots, gants, ballons, etc.), et dont les revenus seront dédiés aux habitants de cette ville dans le cadre de la lutte contre le coronavirus.

Les sportifs algériens, à l'instar des autres couches de la société, ne sont pas restés insensibles à la pandémie qui frappe le pays et la planète et tentent, chacun à sa manière,

de contribuer dans des actions caritatives à même d'aider les hôpitaux et les différentes institutions sanitaires à surmonter cette difficile conjoncture. C'est le cas avec le groupe Madar Holding, l'actionnaire majoritaire du CRB, l'actuel leader de la Ligue 1 de football, qui a offert lundi plusieurs appareils médicaux au profit des autorités sanitaires du pays pour aider à faire face au coronavirus, rappelle-t-on.

CR Belouizdad Amrani regrette quelque part son départ

L'entraîneur algérien du Difaâ Hassani El-Jadidi (Div.1 marocaine de football), Abdelkader Amrani, a estimé que le joueur aura besoin d'au moins trois semaines pour pouvoir reprendre la compétition, au moment où la Ligue 1 algérienne est suspendue depuis le 16 mars en raison du nouveau coronavirus (Covid-19). «Le monde entier, dont l'Algérie, est en train de traverser une période difficile. Tous les secteurs sont paralysés, y compris les compétitions de football.

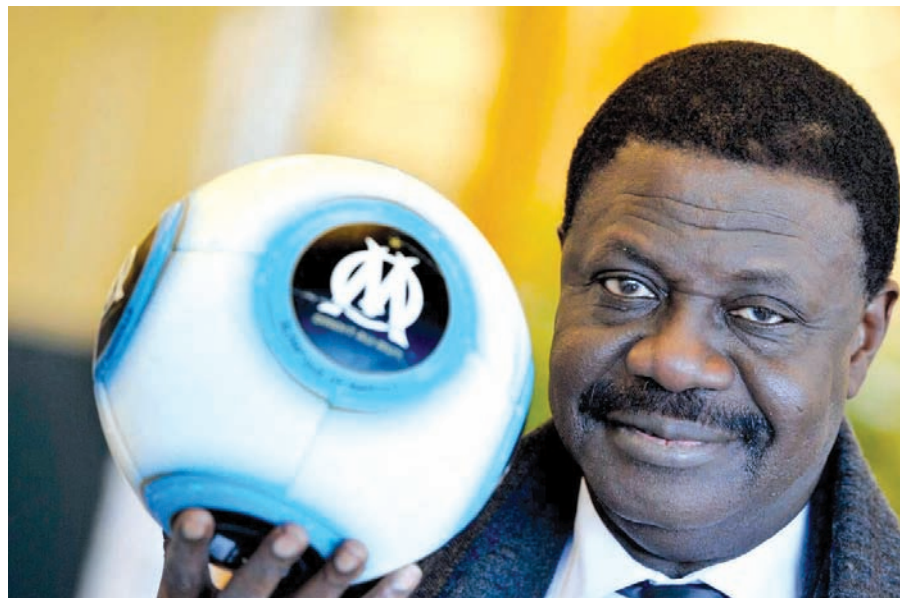
En cas d'une éventuelle reprise, ce sera très difficile, c'est tout un quotidien qui a changé pour nous tous. Sur le plan de la méthodologie d'entraînement, le joueur aura besoin d'au moins trois semaines de travail pour reprendre la com-

pétition, c'est impossible de reprendre directement puisque le risque de blessure sera grand», a indiqué Amrani. Interrogé sur son expérience avec le Difaâ Hassani El-Jadidi qu'il avait rejoint en décembre dernier pour un contrat de six mois renouvelable, Amrani a exprimé son mécontentement. «Franchement, je ne suis pas satisfait du parcours réalisé jusque-là.

Le recrutement effectué durant l'intersaison n'a pas été à la hauteur. Le club joue souvent le milieu du tableau. Nous sommes classés actuellement à la 8ème place, à onze longueurs du leader WA Casablanca», a-t-il indiqué. Evoquant son départ du CR Belouizdad, actuel leader de la Ligue 1, Amrani est passé aux aveux, disant regretter

«quelque part» d'avoir quitté le club algérois où il a été remplacé par le Français Franck Dumas. «Si c'était un autre technicien, il n'aurait jamais quitté le CRB, une équipe qui dispose de tous les moyens et qui, de surcroît, occupe la tête du classement. Je regrette quelque part mon départ, mais c'était beaucoup plus une question de principe : à mon âge, je refuse qu'on m'insulte, ou de voir des personnes m'interpeller à la fin du match. J'ai laissé le Chabab en tête, il l'est toujours même après mon départ, ce qui me fait d'ailleurs énormément plaisir, je sens que le travail effectué n'est pas parti en fumée. Je pense que le CRB est bien parti pour décrocher le titre cette saison», a-t-il conclu.

Emporté par le coronavirus L'O. Marseille fait ses adieux à Pape Diouf



Journaliste, agent de joueurs puis patron de l'Olympique de Marseille (OM), Pape Diouf a connu de multiples vies jusqu'à son décès mardi des suites du coronavirus, qui endeuille le club de football français où sa franchise et sa verve littéraire avaient conquis les supporters. Resté quatre ans (2005 - 2009) à la tête de l'Olympique de Marseille, l'un des postes les plus éjectables du football français, le Franco-Sénégalais s'est mis les bouillants ultras olympiens dans la poche avec sa défense sans concession du club et sa politique de reconstruction réussie après des années d'insuccès.

Pape Diouf, né en 1951

à Abéché (Tchad) où son père militaire était en poste, arrivé à Marseille à 18 ans et décédé mardi à l'âge de 68 ans, c'était d'abord une carrure tutoyant le mètre quatre-vingt-dix.

C'était aussi une élégance, avec sa sempiternelle moustache sombre sur son large sourire, ses costumes et ses cravates assorties, ainsi que sa voix posée maniant l'emphase et l'ironie, surtout pour pourfendre ses adversaires médiatiques : le Paris SG, bien sûr, mais aussi ses détracteurs au sein du club, qui ont malgré tout fini par avoir raison de lui en 2009. Son sens de la formule, soignée sur les bancs de l'institut de Sciences politiques d'Aix-en-Provence, a

souvent fait mouche, ajoutant au décorum d'un championnat français où les Marseillais, sevrés de victoires, avaient bien besoin de retrouver des raisons de rêver. Il critiquait par exemple la coupe de la Ligue, trophée mal-aimé du football français, la qualifiant de «petite danseuse» pas indispensable dans un calendrier surchargé.

Sa liberté de ton l'a aussi conduit à batailler contre le racisme, notamment lors de l'affaire dite des «quotas», quand avait émergé fin 2010 l'idée, finalement abandonnée, d'imposer des quotas officiels de binationaux dans les centres de formation et les écoles de football de France.

Bundesliga La suspension prolongée au moins jusqu'au 30 avril

La Bundesliga allemande de football, suspendue depuis le 12 mars en raison du nouveau coronavirus (Covid-19), ne reprendra pas avant le 30 avril, ont formellement confirmé mardi les 36 clubs de première et deuxième divisions, admettant l'éventualité de terminer la saison à huis clos.

Lors d'une assemblée générale par internet, les clubs ont adopté une proposition faite dès la semaine dernière par le président de la Ligue allemande de football (DFL).

La Bundesliga est arrêtée depuis le 12 mars, et 25 journées sur 34 ont été jouées. L'interruption jusqu'au 30 avril couvre jusqu'à la 31^{ème} journée. L'ob-

jectif de la DFL, a répété son président Christian Seifert, dans une conférence de presse en ligne, «est de terminer la saison avant le 30 juin», alors qu'il reste au total, en comptant la coupe d'Allemagne, encore 14 dates à trouver pour les clubs allemands (neuf journées de championnat, deux matches de barrages montée / descente, demi-finales et finale de coupe, et un match en retard de championnat). Jouer, même à huis clos, assurerait au moins le paiement des droits TV, principale source de revenus pour les clubs de première division. «Au moins jusqu'à la fin de la saison, il est irréaliste de penser que nous allons re-

jouer dans des stades pleins», a reconnu M. Seifert, «ce qui ne veut pas dire qu'il soit irréaliste de reprendre dans des stades pleins au mois d'août». Toutefois, a-t-il admis, il faudra que les clubs envisagent dans leurs comptes l'éventualité de n'avoir aucune recette de billetterie pendant plusieurs mois, «et peut-être encore en début de saison prochaine». Pour aider les clubs au bord de la faillite, la DFL va assouplir les règles de son contrôle de gestion, a encore annoncé le président Seifert. Si un club se retrouvait en cessation de paiement, la sanction normale, un retrait de 9 points, ne serait pas appliquée, a-t-il notamment promis.

Newcastle L'option d'achat de Bentaleb fixée

L'option d'achat du milieu international algérien Nabil Bentaleb, prêté durant le mercato d'hiver à Newcastle (Premier League anglaise de football) en provenance de Schalke 04 (Allemagne), est fixée à 10 millions d'euros, rapporte mardi la presse anglaise. Toutefois, la direction des «Magpies» ne s'est pas encore manifestée pour racheter le contrat du joueur algérien. Ce dernier a retrouvé la Premier

League en janvier dernier après une première partie de saison très difficile en Bundesliga, où il n'a disputé aucune rencontre avec l'équipe première.

Bentaleb (25 ans) a pris part à trois rencontres sur cinq de la formation anglaise avant la trêve forcée provoquée par le nouveau coronavirus (Covid-19). Il devrait retrouver une place de titulaire dès le retour à la compétition, selon la même source. Eloigné des

terrains depuis septembre, Bentaleb (25 ans) avait été victime d'une déchirure du ménisque, nécessitant une intervention chirurgicale. Bentaleb (35 sélections / 5 buts) avait été également écarté de la sélection algérienne, sacrée championne d'Afrique lors de la CAN-2019 disputée en Egypte.

TF1

20.05 MAIS OÙ EST DONC PASSÉE LA 7^E COMPAGNIE ?



Lors de la débâcle de mai 1940, les hommes de la 7^e compagnie du 108^e régiment de transmission sont capturés par une colonne d'artillerie allemande. Seuls trois bidasses partis en éclaireurs dans un cimetière voisin en réchappent de justesse : le téléphoniste Pitivier, le fusil-mitrailleur Tassin et le sergent Chaudard. Les trois militaires se retrouvent livrés à eux-mêmes dans la forêt de Machecoul.

2

20.00 CORONAVIRUS : L'ÉTAT D'URGENCE



Présenté Elise Lucet, Jacques Cardoze
Les magazines «Envoyé Spécial» et «Complément d'Enquête» se mobilisent et proposent une soirée d'information. Au sommaire : *Face au danger : Ils sauvent des vies* A l'hôpital de Colmar, dans le Haut-Rhin, Guillaume, Nathan et Pauline sont en première ligne. *Face au danger : Les forçats du coronavirus* Un manutentionnaire, une caissière, une blanchisseuse et une infirmière libérale témoignent.

3

JEUDI

6

20.05 3H10 POUR YUMA



Blessé durant la guerre de Sécession, Dan Evans est devenu fermier. Mais la sécheresse a ravagé ses terres et a décimé son troupeau. Par hasard, il participe à l'arrestation de Ben Wade, recherché pour meurtres et attaques de banque. Wade va être convoyé vers Contention, à trois jours de cheval, puis embarqué dans un train pour Yuma pour y être jugé. Séduit par la prime qui peut sauver son ranch, Dan Evans accepte d'escorter le criminel.

TFX

20.05 LA 5^ÈME VAGUE



Dans un monde post-apocalyptique, Cassie Sullivan, armée d'un fusil automatique, parcourt des lieux désertés, à la recherche de maigres ressources. L'adolescente se souvient de sa jeunesse parfaitement normale de lycéenne, quelque temps plus tôt. Jusqu'à ce que des vaisseaux extraterrestres survolent la Terre, avant de lancer une puissante attaque électromagnétique, première vague d'une impitoyable invasion.

20.05 WHY WOMEN KILL



(Saison 1 - Episode 3)

Beth Ann se rapproche chaque jour un peu plus d'April pour obtenir des confidences sur sa liaison avec Robert. Simone doit avouer à Tommy que son mari ne quittera pas le domicile conjugal avant le mariage de leur fille. Le jeune homme décide alors de prendre les choses en main. Taylor et Jade projettent d'aller danser dans un club mais Eli,...

CANAL+ family

19.50 Yao



Pour la promotion de son livre, l'acteur Seydou Tall se rend pour la première fois de sa vie au Sénégal, son pays d'origine. Il y fait la connaissance d'un enfant prénommé Yao qui a parcouru tout seul près de 400 kilomètres dans le seul but de le rencontrer. Ému par ce jeune garçon, le comédien accepte de l'héberger dans son hôtel et décide de le raccompagner chez lui le lendemain malgré ses obligations professionnelles.

CANAL+

20.05 L'AMIE PRODIGIEUSE



Le soir du mariage de Lila et Stefano, Elena veut s'offrir à Antonio, qui lui demande d'attendre et de l'épouser. Elle apprend que les mariés sont rentrés de leur voyage de noces, à Amalfi. Lila ne l'a pas prévenue. Intriguée, Elena rend visite à son amie, qui lui montre son nouvel appartement, moderne et tout équipé. Elle finit par lui confier la trahison de son mari qui s'est associé avec les frères Solara, et comment il la dégoûte...

CANAL+ CINEMA

19.50 Annabelle : la maison du mal



En 1971, Ed et Lorraine Warren, démonologues et spécialistes des maisons et objets hantés, rencontrent Debbie et Camilla, deux jeunes femmes qui leur confient Annabelle, une poupée étrangement liée à des événements violents. Sur le chemin du retour, en pleine nuit, les Warren passent non loin d'un étrange accident de la route avant de se perdre inexplicablement.

TF1

20.00 KOH-LANTA, L'ÎLE DES HÉROS



Après la réunification, les Rouges et les Jaunes ne forment plus qu'une équipe. Les cartes sont redistribuées et chacun doit trouver de nouveaux repères. Qu'il s'agisse de l'épreuve de confort ou d'immunité, les aventuriers jouent désormais en individuel, plus motivés que jamais. Les anciennes alliances vont-elles perdurer ? Rien n'est moins sûr. Un candidat parvenant à battre un record gagne le respect des héros ;

2

20.00 Astrid et Raphaëlle

Saison 1 - Episode 7



Le cadavre de Paul Thomas, le frère de William, un membre du groupe de parole des «neurotypiques» qu'Astrid fréquente, a disparu du funérarium où il était conservé. Raphaëlle apprend qu'une autopsie allait être pratiquée pour révéler l'origine de sa mort. Parallèlement, Astrid refuse toujours de voir sa mère. Cette dernière demande alors à Raphaëlle de l'aider à renouer contact avec sa fille.

3

VENDREDI

6

20.05 300 CHOEURS



Plusieurs générations de stars de la chanson se retrouvent pour revisiter leurs plus grands tubes, accompagnées des plus belles chorales françaises. Ainsi Kendji Girac, Zazie, Gims, Jenifer, Amir, Gérard Lenorman, Lara Fabian, Amel Bent, David Halliday, Enrico Macias, Vincent Niclo, Nicoletta, Emmanuel Moire se produisent avec Gospel pour 100 voix, Le Chœur C4, l'Académie internationale de la danse, Le Chœur symphonique de Paris, Les Petits chanteurs à la croix de bois,...

CANAL+ CINEMA

19.50 CONTINUER



Sybille et son fils Samuel parcourent à cheval le Kirghizistan. Entre des nuits à la belle étoile, des rencontres avec d'autres voyageurs et des nuitées chez l'habitant, tous deux effectuent une odyssée destinée à changer leurs existence. En effet, Sybille, mère divorcée, ne savait plus que faire face au comportement erratique et parfois violent de son fils. Celui-ci, toujours empli de rage et de frustration, ne supporte notamment pas que sa mère...

21.05 NCIS : ENQUÊTES SPÉCIALES



Une femme de cran (S 14 - Ep 9)

Jenna Flemming, une élue du Congrès, membre de la Commission d'affectation des bases militaires, reçoit des menaces de mort. L'équipe du NCIS enquête sur les éventuels ennemis qui pourraient souhaiter la disparition de cette politicienne. Le directeur Vance se charge personnellement d'organiser la protection de la députée. Les choses se compliquent lorsque l'assistant personnel de Flemming est assassiné.

CANAL+ family

19.50 JUMANJI : BIENVENUE DANS LA JUNGLE



En 1996, Alex Vreeke, un adolescent, récupère un jeu de plateau, le Jumanji, que son père a trouvé dans le sable en faisant son jogging sur la plage. Vingt ans plus tard, Spencer, Bethany, Martha et Anthony, quatre amis de lycée, sont collés pour différentes raisons et se retrouvent dans la salle d'informatique de l'établissement.

CANAL+

20.05 TOY STORY 4



Depuis toujours, Woody fait tout pour que ses comparses jouets mènent une existence harmonieuse avec les enfants auxquels ils appartiennent. Il n'a pourtant pu sauver la Bergère, qui s'est un jour retrouvée dans une autre famille. Les années ont passé et Woody et ses amis, passés des mains d'Andy à celles de Bonnie, mènent une vie heureuse auprès de la petite fille.

OCS choc

19.40 KILL BILL VOLUME 1



Le jour de ses noces, en plein désert, sur ordre du chef Bill, une femme est laissée pour morte par les membres de son ancien gang de tueurs, le Détachement international des Vipères Assassines. Enceinte du redoutable commanditaire du massacre, elle perd son bébé et tombe dans le coma. Quatre ans plus tard, la mariée n'a plus qu'une obsession en tête : venger la mort de ses proches en supprimant les membres de l'organisation criminelle. Elle rend d'abord visite à Vernita Green.



1		3	4	5		7		
		7			3			6
4		6		8			2	
8								5
5		1		6	7	9	4	
	6			9				1
					2	8		
	4	8		3			6	
6			5		8		1	2

Un risque de crise alimentaire mondiale liée au coronavirus



Il existe un risque de «pénurie alimentaire» sur le marché mondial à cause des perturbations liées au Covid-19 dans le commerce international et les chaînes d'approvisionnement alimentaire, ont averti les présidents de deux agences de l'ONU et de l'OMC. «Les incertitudes liées à la disponibilité de nourriture peuvent déclencher une vague de restrictions à l'exportation», provoquant elle-même «une pénurie sur le marché mondial», déclarent dans un rare communiqué commun le Chinois Qu Dongyu, qui dirige l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Éthiopien Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur-général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Brésilien Roberto Azevedo, dirigeant de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Pour les trois organisations multilatérales traitant de santé, alimentation et commerce mondiaux, il est «important» d'assurer les échanges commerciaux, «en particulier afin d'éviter des pénuries alimentaires», indique leur texte commun.

Syrie: la défense antiaérienne riposte à des raids israéliens

La défense antiaérienne de l'armée syrienne est entrée en action mardi après des tirs de missiles de l'aviation israélienne contre des cibles dans le centre de la Syrie, a rapporté l'agence de presse officielle syrienne Sana. L'agence ne précise pas la nature des positions visées en soirée dans la province de Homs, mais affirme que «la défense antiaérienne a abattu un certain nombre de missiles avant qu'ils n'atteignent leurs cibles».

Depuis le début en 2011 du conflit en Syrie, Israël a mené de nombreux raids en Syrie contre les forces syriennes mais aussi contre le Hezbollah libanais. «L'aviation militaire israélienne a tiré plusieurs missiles en direction de l'est de Homs», a indiqué une source militaire citée par Sana, en précisant que les tirs avaient été menés depuis l'espace aérien du Liban voisin.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Ryad appelle les musulmans à suspendre les préparatifs au hadj



Les autorités saoudiennes ont appelé mardi les musulmans de tous les pays à suspendre pour le moment leurs préparatifs pour le hadj, face aux incertitudes liées à la pandémie du nouveau coronavirus. Plus tôt en mars, l'Arabie saoudite a suspendu la Omra craignant que le virus ne se répande dans les villes saintes de la Mecque et Médine.

Cette décision inédite a soulevé des inquiétudes quant à la tenue du hadj qui attire cha-

que année des millions de pèlerins du monde entier. «L'Arabie saoudite est totalement préparée à servir les pèlerins», a déclaré le ministre saoudien du Pèlerinage, Mohammad Benten, à la télévision d'Etat Al-Ekhbariya. «Mais dans les circonstances actuelles (...) le royaume veut protéger la santé des musulmans et des citoyens et nous avons demandé à nos frères musulmans dans tous les pays d'attendre, avant de pas-

ser un contrat (avec des sociétés pour effectuer le hadj), que la situation soit claire», a-t-il ajouté.

Les autorités saoudiennes n'ont pour le moment pas indiqué si elles maintenaient ou non le hadj, prévu à partir de fin juillet cette année. L'Arabie saoudite a officiellement recensé 1.563 cas de nouveau coronavirus et 10 décès. Elle a adopté une série de restrictions dont la suspension des prières dans les mosquées.

Tunisie: le confinement prolongé malgré des manifestations

Le confinement général en place depuis le 22 mars en Tunisie a été prolongé de 15 jours, a annoncé mardi soir la présidence tunisienne, en dépit de manifestations contre cette mesure qui plonge dans la misère de nombreux travailleurs précaires. Ce prolongement porte le confinement, destiné à lutter contre la propagation du nouveau coronavirus, jusqu'au 20 avril, soit quelques jours avant le début prévisible du mois du ramadhan.

Cette annonce intervient peu après une déclaration du président Kais Saïed, qui a reconnu les difficultés sociales entraînées par les restrictions drastiques de circulation mises en place depuis une semaine. «Les mesures ne répondent plus aux demandes des citoyens», a estimé M. Saïed dans un discours diffusé à la télévision avant la rencontre du conseil de sécurité qui a décidé de prolonger le confinement.

«On dit aux gens de rester chez eux-mais comment vont-ils vivre? Ce sont des réactions logiques surtout de la part des plus pauvres», a-t-il déclaré au sujet des protestations. Plusieurs centaines de personnes, dont de nombreux travailleurs précaires, ont manifesté mardi dans un quartier populaire de Tunis pour pro-



tester contre le confinement et réclamer des aides promises par le gouvernement.

Le Tchad déploie des militaires au Nigeria et au Niger

Le Tchad a envoyé des soldats au Niger et au Nigeria dans le cadre de l'opération contre le groupe terroriste Boko Haram, qui a tué une centaine de militaires tchadiens en mars, a annoncé mardi le ministre de la défense nationale. «Nous avons l'accord des deux autres pays, le Niger et le Nigeria, et nous avons présentement des hommes dans tous ces pays», a annoncé le ministre, le général Mahamat Abbali Salah, à la télévision nationale. Le Tchad, le Niger et le Nigeria, tout comme le Cameroun, sont limitrophes du lac Tchad, une immense étendue d'eau et de marécages parsemée d'une multitude d'îles, devenues des repères idéaux pour Boko Haram. Une longue attaque de Boko Haram sur une base militaire située sur la presqu'île de Bohoma avait tué 98 militaires tchadiens le 23 mars. «Notre objectif est de nettoyer toute la zone insulaire», a affirmé le ministre, qui évoque un déploiement de «cinq secteurs», sans préciser le nombre d'hommes mobilisés. Le président Idriss Déby Itno s'est rendu sur place après l'attaque et s'est installé dans la région, affirmant organiser la contre-attaque, baptisée «colère de Bohoma», sur le terrain.

Pétrole: Trump prêt à intervenir dans la querelle entre Moscou et Ryad



Donald Trump s'est dit une nouvelle fois mardi prêt à intervenir dans la guerre des prix du pétrole que se livrent la Russie et l'Arabie Saoudite. Le président américain a affirmé qu'il avait longuement discuté de la chute des prix du pétrole avec son homologue russe Vladimir Poutine, mais aussi avec le prince héritier du royaume wahhabite, Mohammed ben Salmane, lors de deux récentes conversations téléphoniques. «Nous avons eu une excellente conversation avec le président Poutine. Nous avons eu une grande conversation avec le prince héritier», a dit Donald Trump au cours de son point de presse désormais quotidien et essentiellement consacré à la pandémie de Covid-19. «Les deux pays en parlent entre eux et je peux me joindre aux discussions si besoin au moment approprié», a déclaré le président, soulignant le dilemme des États-Unis: la baisse des prix à la pompe profite aux consommateurs, mais la chute du prix du pétrole met en danger tout le secteur pétrolier américain. Les prix du pétrole, qui ont atteint lundi un plus bas en 18 ans, ont aussi enregistré le plongeon mensuel et trimestriel le plus important de leur histoire.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

LA FORCE DES LOBBYS

Il est normal que tout gouvernement quelle que soit la population qu'il gère fasse des efforts pour tempérer les craintes et les angoisses. Celui qui préside à la destinée des Algériens tente de redoubler d'assurance et de promesses pour affirmer son engagement à garantir des jours meilleurs face à une pandémie qui n'épargne personne. Tout étant relatif et malgré d'énormes souffrances en tout genre, la population algérienne fait preuve en tout lieu d'un stoïcisme remarquable même si un lot légitime de griefs se manifeste ici et là. En général et jusqu'à présent, les très fortes incommodités économiques et sociales auraient pu être encore plus largement insoutenables au vu du vécu d'une période hautement troublée à la fin de l'année passée quand

chacun avait brandi l'épée et sorti le harpache. Le paradoxe dans la sinistre œuvre du virus est qu'une particulière concorde s'est tout de même installée et que la population algérienne a trouvé la sagesse et la patience pour tenter de le confiner.

Mais la crise sanitaire s'est définitivement installée et on ignore encore pour quelle durée elle continuera à perdurer, écorchant tout sur son passage et semant d'immenses incertitudes sur le devenir de tous et de chacun. Nul n'ignore que sous ses ailes maléfiques se découvre un tsunami économique dont les senteurs sont déjà humées pour annoncer un autre confinement, plus pervers et plus pernicieux

parce qu'il concernera le couffin et le porte-monnaie. C'est qu'il ne suffit pas de rassurer en affirmant que la cagnotte financière nationale est pourvue, car la crise planétaire et le frein donné par le virus à l'activité économique mondiale étalera une disette jamais connue jusqu'ici. Le peu dont pourraient disposer les peuples n'obéira pas aux seules disponibilités financières mais répondra surtout à la force des lobbys du négoce international et aux dispositions des grandes manœuvres diplomatiques. Ceux qui feront main basse sur les disponibilités proposées sur le marché international sont connus et ils se préparent déjà à tout rafler. Il n'est donc pas sûr qu'après la disparition de la pandémie les boulangeries resteront ouvertes.